

10

**CRISE DU LIBÉRALISME POLITIQUE :**

- LE LIBÉRALISME POLITIQUE FRAPPÉ PAR LA  
CRISE FISCALE DES ÉTATS ET LA  
CONCURRENCE SUR LE MARCHÉ MONDIAL
- LA RÉGRESSION DE LA DÉMOCRATIE  
REPRÉSENTATIVE EN DÉMOCRATIE  
PLÉBISCITAIRE
- LE RETOUR DU PROTO-FASCISME

DECEMBRE 2018

DOCUMENT DE TRAVAIL

1 €

0,5 £

1 US\$

30 CZK

75 Rs

### *AVERTISSEMENT*

Nous remercions Monsieur G. Bouvin qui, en tant qu'éditeur responsable, nous permet de publier et de diffuser légalement cette publication. Nous précisons que Monsieur G. Bouvin n'est pas responsable du contenu politique des articles et plus généralement des positions programmatiques défendues dans notre presse.

### *PRÉSENTATION*

Ce document n'est publié pour l'instant qu'en français et en anglais et en tant que document de travail. Le texte est arrivé à maturité, c'est pourquoi nous le livrons, sous forme de document de travail, à la critique des camarades sans attendre d'autres développements de la situation. Critique dont nous tiendrons compte dans la publication éventuelle d'une autre brochure qui sera, alors, traduite dans plusieurs langues, comme à l'accoutumée.

### *CONTACTS*

Kolektivně **proti** kapitálu

Consulter le site : <http://protikapitalu.org/>

Mouvement Communiste

Attention : nous n'avons plus de boîte postale, veuillez donc adresser toute correspondance à : [postmaster@mouvement-communiste.com](mailto:postmaster@mouvement-communiste.com).

Consulter le site : <http://www.mouvement-communiste.com>

## TABLE DES MATIERES

<b><u>PRÉSENTATION</u></b> .....	<b>2</b>
<b><u>CRISE DU LIBÉRALISME POLITIQUE</u></b> .....	<b>3</b>
UN ETAT DES LIEUX CHANGEANT.....	3
UNE ATTAQUE SUR TROIS FRONTS .....	4
LA RECONSTITUTION DU PEUPLE .....	4
LA RENATIONALISATION DE L'ECONOMIE ET DU MARCHE DU TRAVAIL .....	7
LA MARGINALISATION DES ORGANES DE MEDIATION POLITIQUES ET SYNDICAUX ET LA REFOUDATION TOTALITAIRE DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES .....	14
AJUSTEMENTS ANALYTIQUES .....	19
<b><u>NOTES CONTEXTUELLES AU TEXTE « CRISE DU LIBÉRALISME POLITIQUE »</u></b> .....	<b>22</b>
<b>PRESENTATION</b> .....	<b>22</b>
<b>DES LUTTES PROLETARIENNES AUX MOUVEMENTS DEMOCRATIQUES ET A LA CRISE DE 2007-2008</b> .....	<b>22</b>
<b>LES PARTIS POLITIQUES EN CRISE</b> .....	<b>25</b>
<b>ÉVOLUTION DU ROLE DE L'ÉTAT</b> .....	<b>26</b>
<b>LE PROTO-FASCISME</b> .....	<b>27</b>
<b>LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE</b> .....	<b>28</b>
<b>PENDANT CE TEMPS-LA, LA CHASSE AUX IMMIGRES DECOLLE</b> .....	<b>30</b>
<b>CONCLUSION TOUTE PROVISoire</b> .....	<b>31</b>
<b><u>À PROPOS DES MOUVEMENTS PROTO-FASCISTES</u></b> .....	<b>33</b>
<b>PRESENTATION</b> .....	<b>33</b>
<b>L'ACTION FRANÇAISE</b> .....	<b>33</b>
NAISSANCE .....	33
IDEOLOGIE .....	34
ÉVOLUTION.....	35
<b>CERCLE PROUDHON</b> .....	<b>36</b>
<b>L'ASSOCIAZIONE NAZIONALISTA ITALIENNE DE D'ANNUNZIO</b> .....	<b>37</b>
<b>DNVP</b> .....	<b>38</b>
<b>DHV</b> .....	<b>39</b>
<b>PARTI SOCIAL-CHRETIEN AUTRICHIEN</b> .....	<b>40</b>
<b>UNION DU PEUPLE RUSSE</b> .....	<b>40</b>
<b>ÉLÉMENTS BIOGRAPHIQUES</b> .....	<b>42</b>
ENRICO CORRADINI (1865-1932) .....	42
KARL LUEGER (1844-1910).....	42
ENGELBERT DOLLFUß (1892-1934).....	43
GEORGES VALOIS (1878-1945) .....	44
<b><u>ANNEXES</u></b> .....	<b>45</b>
<b>DISCOURS SUR LA QUESTION DU LIBRE ECHANGE</b> .....	<b>45</b>
<b>NOTES SUR J.S. MILL</b> .....	<b>56</b>

# PRÉSENTATION

Depuis quelques années, pour la première fois, dans plusieurs pays, ont été élus des candidats non-fonctionnels au grand capital internationaliste, moderne et mondial, avec, à la clé, un programme de repli, de haine envers les migrants ou toutes entités extérieures.

Bien sûr, l'exemple de Trump est paradigmatique mais il n'est pas le seul. Cela s'accompagne de la progression, dans les pays de démocratie parlementaire, de la tendance à court-circuiter ou à réduire le rôle des parlements, à établir un lien direct entre le chef d'État et le peuple, à ignorer les corps intermédiaires (syndicats, etc.). Et ce, que le chef d'État appartienne au camp des souverainistes, comme par exemple Orbán, ou au camp des modernes comme Macron.

L'aspect corollaire en est la demande de protection de la part de la population, suscitée par les peurs avérées ou putatives et donc l'envie d'ordre. La démocratie représentative, parlementaire, libérale est donc en crise (et cela affecte les partis traditionnels et conduit à leur émiettement). Mais qu'est-ce que la démocratie représentative, comment s'est-elle créée et a-t-elle évolué ? Les nouveaux hommes providentiels et les forces qui les soutiennent, représentent-ils un phénomène nouveau ? Malheureusement pas. En effet, entre 1900 et 1930, des tendances similaires que nous qualifions de proto-fascistes ont déjà existé avant que les formes déployées, qu'étaient le fascisme italien et le nazisme allemand, dominant.

Mais la démocratie représentative n'est pas seulement attaquée sur sa « droite ». Elle l'est aussi sur sa « gauche » par les tenants de la démocratie « participative » qui partagent nombre de points communs avec les premiers, notamment, la constitution du peuple, même s'ils mettent l'accent sur la constitution de la communauté (de lutte, affinitaire, etc.).

Un autre phénomène récent est l'émergence de mouvements spontanés de la société civile, en Allemagne et en Italie, par exemple, qui se passent d'organisations fascistes pour mener la chasse aux immigrés. Enfin, ce changement de période, la crise de la démocratie représentative, l'émergence de mouvements proto-fascistes, peuvent-ils amorcer un cours à la guerre ?

Pour tenter de comprendre la situation et ses possibles évolutions, ce document de travail rassemble donc plusieurs textes :

- Un premier, « Crise du libéralisme politique »
- Un deuxième, « Notes contextuelles au texte “crise du libéralisme politique” »
- Un troisième, « À propos des mouvements proto-fascistes »
- Enfin, des annexes reproduisent des textes de Marx.

Le texte est arrivé à maturité, c'est pourquoi nous le livrons, sous forme de document de travail, à la critique des camarades sans attendre d'autres développements de la situation. Situation qui est en évolution et malheureusement dans le mauvais sens, comme le montre l'agitation des Gilets jaunes, en France, qui illustre les possibilités du proto-fascisme<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir « Gilets jaunes : Premières tentatives à chaud de formation du peuple pour un État encore plus fort et contre le prolétariat » in <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT1812FR%20vF.pdf>

# CRISE DU LIBÉRALISME POLITIQUE

## ***Un état des lieux changeant***

Le libéralisme politique est frappé de plein fouet par la crise fiscale des États et la concurrence sur le marché mondial. La démocratie représentative en régression engendre le monstre de la démocratie plébiscitaire dans des formes les plus variées, de l'inflation référendaire à sa version extrême de démocratie dite participative. Les ouvriers conscients doivent affûter les outils de l'indépendance politique de classe par la critique théorique et pratique de la démocratie bourgeoise dans toutes ses variantes.

*« À Manchester, je m'étais rendu compte, de la façon la plus nette, que les faits économiques, auxquels les historiens n'ont, jusqu'à nos jours, attribué qu'un rôle secondaire, quand ils leur en attribuaient un, constituent, du moins dans le monde moderne, une force historique décisive ; qu'ils forment le fondement sur lequel s'élèvent les actuels antagonismes de classe ; que ces antagonismes de classe, dans les pays où la grande industrie en a favorisé le plein épanouissement, donc notamment en Angleterre, constituent à leur tour la base de la formation des partis politiques, des luttes de parti, et par conséquent de toute l'histoire politique. Non seulement Marx avait abouti à la même idée, mais, dès 1844, il l'avait généralisée dans les Deutsch-Französische Jahrbücher (Annales franco-allemandes) et exposé qu'en somme ce n'est pas l'État qui conditionne et règle la société bourgeoise, mais la société bourgeoise qui conditionne et règle l'État, qu'il faut donc expliquer la politique et l'histoire par les conditions économiques et leur évolution, et non inversement. Lorsqu'en été 1844, j'allai voir Marx à Paris, nous constatâmes notre complet accord dans toutes les questions théoriques ; et c'est de cette époque que date notre collaboration. Quand nous nous retrouvâmes à Bruxelles au printemps 1845, Marx avait déjà, sur les principes ci-dessus, complètement construit sa théorie matérialiste de l'histoire, et nous nous mîmes à développer par le détail et dans les directions les plus diverses notre nouvelle conception. ». Engels « Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes »<sup>2</sup>*

L'époque est aux changements profonds dans l'ordre capitaliste mondial. La crise fiscale des États des pays capitalistes les plus développés, déclenchée par la plus grave crise du système du crédit depuis les années 1930, bouleverse les équilibres dans le monde du capital. L'arrêt brutal de la croissance de l'internationalisation des marchés des capitaux et des marchandises, intervenu après la crise financière de 2007-2008 relance la guerre commerciale à coups de mesures protectionnistes, de guerre des changes et de défiscalisations offertes aux entreprises. La concurrence sur les trois terrains cruciaux des droits de douane, des impôts sur les sociétés et des dévaluations dites compétitives, est accentuée par le retard accumulé pendant la reprise des investissements productifs qui visaient la hausse de la productivité du travail social. Des investissements qui ont souffert tout à la fois de la déstabilisation des marchés du crédit, de la stagnation des marchés intérieurs, du fait de la dépréciation de la marchandise force de travail et des reports des investissements productifs de capacité ainsi que des soubresauts des marchés extérieurs.

Dans ce contexte très mouvant, l'agencement des territoires productifs, leur emboîtement par-delà les frontières, la définition des régions commerciales intégrées subissent des modifications notables. L'Alena<sup>3</sup>, l'accord commercial qui réunit les pays d'Amérique du Nord, tremble sous les coups du plan de l'administration Trump pour renationaliser le capitalisme des États-Unis

<sup>2</sup> Voir : <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1885/10/18851008.htm>

<sup>3</sup> L'Alena, est un traité entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994, entre le Canada, les États-Unis et le Mexique qui, en supprimant les barrières économiques, crée une zone de libre-échange, entre les trois pays, regroupant environ 475 millions d'habitants, en 2017. Sous l'impulsion du gouvernement Trump, il est en cours de remplacement par l'AEUMC.

(rapatriement des bénéficiaires des multinationales étasuniennes, droits de douane pour certaines matières premières, pénalisation des délocalisations). L'Amérique latine souffre de l'arrêt de tout projet d'intégration commerciale régionale dans le sillage de la grave crise industrielle et politique du Brésil, seule véritable puissance du continent, où l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro, prévue en janvier 2019, n'inversera pas cette tendance.

L'Union européenne est ébranlée à son tour par le projet britannique de sortie de l'organisation et par la poussée aux délocalisations dans les nouveaux pays membres de l'Union, issus de l'effritement de l'empire russe. Le Proche et Moyen-Orient sont en feu depuis une décennie. En Afrique noire, les crises politiques se succèdent avec les destitutions laborieuses des chefs d'État sud-africain et zimbabwéen. L'Extrême-Orient subit de plein fouet le nouvel expansionnisme chinois qui multiplie les accords commerciaux, qui lance un gigantesque plan d'infrastructures sur toute la longueur de l'ancienne Route de la Soie, qui étend ses investissements directs à l'étranger dans les matières premières jusqu'en Afrique noire et en Amérique latine, qui accélère son réarmement et sa présence militaire en Asie du Sud-Est et qui manie avec de plus en plus d'agressivité ses vassaux les plus liges, à l'image de la Corée du Nord. Sur la défensive, le Japon matérialise son projet de transformation de son armée en armée offensive et d'occupation. Quant à l'aire d'influence de la Russie, elle est aux prises du retour du colonialisme de l'administration Poutine.

Guerres économiques et conflits militaires régionaux s'enchaînent avec un danger croissant de dérapages incontrôlés. La course à la guerre mondiale est engagée même si, sauf « accident » majeur, le processus n'en est réellement qu'à ses débuts. Outre l'adéquation des armées à des conflits étendus, il s'agit surtout de remplir les conditions politiques pour l'acceptation d'une telle perspective par la société civile. C'est une bataille de longue haleine qui est engagée au sein même des classes dominantes et des institutions politiques de leur domination. Pour l'heure, ce combat de plus en plus âpre se fait au sein des institutions démocratiques. Des accélérations extra-institutionnelles, des coups d'État plus ou moins violents, des actions directes de la part des secteurs les plus décidés des factions en présences ne sont cependant guère à exclure. Très schématiquement, l'enjeu est la réforme des modalités de la domination de classe par l'État. Une réforme qui réduit significativement les « droits démocratiques », qui renforce la fonction ouvertement répressive de l'appareil étatique et qui affaiblit considérablement les instances organisées de médiation politique et syndicale, les organes de la démocratie sociale, les véhicules de l'organisation de la société civile dans l'État. En un mot, la critique en actes du libéralisme politique moderne dans sa variante dite sociale (comme l'économie sociale de marché allemande<sup>4</sup>) est lancée et marque des points importants dans plusieurs pays capitalistes mûrs.

## ***Une attaque sur trois fronts***

### La reconstitution du peuple

Le libéralisme politique moderne présuppose que les intérêts privés des citoyens coïncident avec ceux de la société civile et qu'il suffit de réguler leurs modes d'expression en fixant les limites de l'initiative de chacun. Il ne nie pas les conflits dans la société civile et, dans ses expressions les plus élaborées, le libéralisme politique moderne intègre le facteur « lutte de classes » comme moteur de l'expansion du capitalisme. L'individu privé prime toujours sur le peuple et est la seule source de

---

<sup>4</sup> Le nom que les ordo-libéraux donnent à leur doctrine est l'économie sociale de marché, qui donne l'idée que le libre-marché est naturellement social. Ce système s'oppose à l'économie planifiée, à l'économie de marché complètement libre et à l'économie mixte. Il cherche à obtenir et maintenir à la fois une croissance élevée, une faible inflation, un faible chômage, de bonnes conditions de travail et une protection sociale. Voir : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Économie\\_sociale\\_de\\_marché](https://fr.wikipedia.org/wiki/Économie_sociale_de_marché)

développement de la société civile dans l'idéologie libérale moderne, héritière du personnalisme chrétien.

*« Religieux, les membres de l'État politique le sont par le dualisme entre la vie individuelle et la vie générique, entre la vie de la société bourgeoise et la vie politique ; religieux, ils le sont en tant que l'homme considère comme sa vraie vie la vie politique située au-delà de sa propre individualité ; religieux, ils le sont dans ce sens que la religion est ici l'esprit de la société bourgeoise, l'expression de ce qui éloigne et sépare l'homme de l'homme. Chrétienne, est la démocratie politique en tant que l'homme, non seulement un homme, mais tout homme, y est un être souverain, un être suprême, mais l'homme ni cultivé ni social, l'homme dans son existence accidentelle, tel quel, l'homme tel que, par toute l'organisation de notre société, il a été corrompu, perdu pour lui-même, aliéné, placé sous l'autorité de conditions et d'éléments inhumains, en un mot, l'homme qui n'est pas encore un véritable être générique. La création imaginaire, le rêve, le postulat du christianisme, la souveraineté de l'homme, mais de l'homme réel, tout cela devient, dans la démocratie, de la réalité concrète et présente, une maxime séculière. » Karl Marx « La Question Juive, Partie 1 »<sup>5</sup>*

Les citoyens, les individus privés associés, sont la source et les artisans du droit, de la Constitution formelle et de l'État démocratique moderne. Le maximum de liberté individuelle est ainsi défini par la non-ingérence dans les affaires d'autrui. La société civile se protège à son tour de l'État qui gère les inimitiés individuelles et sociales par l'intermédiaire de la loi et de la Constitution.

*« La démocratie est le mystère résolu de toutes les constitutions. Ici, la Constitution, non seulement en elle-même, selon l'essence, mais selon l'existence et l'actualité est retournée à son vrai terrain, l'homme réel, le peuple réel, et établi comme son propre travail. La Constitution apparaît comme ce qu'elle est, le produit libre des hommes. On pourrait dire que cela s'applique également dans un certain respect de la Monarchie constitutionnelle ; la seule différence spécifique de la démocratie est qu'ici la Constitution n'est en général seulement qu'un moment de l'existence du peuple, c'est-à-dire que la Constitution politique ne forme pas l'État pour lui-même. La démocratie est l'essence de toute Constitution politique, l'homme socialisé sous la forme d'une Constitution particulière de l'État. Il est lié à d'autres constitutions comme le genre à son espèce ; ce n'est qu'ici que le genre lui-même apparaît comme une espèce existante, et donc opposée en tant que telle, à ceux qui existent qui ne sont pas conformes à l'essence. La démocratie se rapporte à toutes les autres formes de l'État comme leur ancien testament. L'homme n'existe pas à cause de la Loi, mais plutôt la loi existe pour le bien de l'homme. La démocratie est l'existence humaine, tandis que dans les autres formes politiques, l'homme n'a qu'une existence légale. C'est la différence fondamentale de la démocratie. » Marx « Critique de la philosophie du droit de Hegel, Chapitre 2. »<sup>6</sup>*

*« Afin de se comporter comme citoyen réel de l'État, d'acquérir la signification politique et l'efficacité, il doit abandonner son actualité civile, abstraite de lui, et se retirer de cette organisation tout entière dans son individualité. Il doit le faire parce que la seule existence qu'il trouve pour son état-citoyenneté est son individualité pure et nue, car l'existence de l'État en tant qu'exécutif est complète sans lui, et son existence dans la société civile est complète sans l'État. Seulement en opposition à ces communautés exclusivement existantes, seulement en tant qu'individu, peut-il être un citoyen de l'État. Son existence en tant que citoyen est une existence située en dehors du domaine de ses existences communales, et est donc purement individuelle. La législature en tant que pouvoir est précisément l'organisation, l'incarnation communale, que son existence politique est censée recevoir.*

---

<sup>5</sup> Voir : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1843/00/km18430001c.htm>

<sup>6</sup> Voir : <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1843/critique-hpr/ch02.htm>

*La législature en tant que pouvoir est précisément l'organisation, l'incarnation communale, que son existence politique est censée recevoir. Avant l'Assemblée législative, la société civile, ou la classe non officielle, n'existe pas en tant qu'organisation politique. Pour qu'elle parvienne à l'existence en tant que telle, son organisation réelle, la vie civile réelle, doit être établie comme non-existante, pour les successions comme un élément du pouvoir législatif ont précisément le caractère de rendre la classe non officielle, la société civile, non-existante. La séparation de la société civile et de l'état politique apparaît nécessairement comme une séparation du citoyen politique, citoyen de l'État, de la société civile, c'est-à-dire de sa réalité réelle et empirique ; car en tant qu'idéaliste d'État, il est un être qui est complètement autre, distinct, différent et opposé à sa propre réalité. Ici, la société civile affecte en elle-même la relation de l'État et de la société civile, une relation qui existe déjà de l'autre côté [c'est-à-dire dans l'État] comme la bureaucratie. Dans les États, l'universel devient effectivement, explicitement [für sich] ce qu'il est implicitement [an sich], à savoir, l'opposition au particulier. Le citoyen doit renoncer à sa classe, à la société civile, à la classe non officielle, afin d'obtenir une signification et une efficacité politiques ; car c'est précisément cette classe qui se dresse entre l'individu et l'état politique. » Marx « Critique de la philosophie du droit de Hegel, Chapitre 5 »<sup>7</sup>*

Le mouvement actuel anti-libéral, lui, identifie dans le peuple et pas dans l'individu privé, le protagoniste politique et social. Le peuple ne connaît ni classes ni, encore moins, d'individus sociaux. Le peuple pousse l'atomisation de l'individu privé à son comble. Le peuple est la négation du citoyen rêvé des libéraux. Mais il en est aussi l'aboutissement concret obligé. Tôt ou tard, le citoyen « libre » imaginé par les libéraux classiques (John Stuart Mill) ou par les plus modernes de leurs meilleurs épigones (École de Francfort) cède la place au peuple belliqueux et se range, plus isolé que jamais, derrière l'État fort. Il le rend esclave de la communauté, pièce rapportée dans une construction qui exclut toute diversité et, avant tout, toute opposition de classes. Le peuple se définit par un territoire, une « culture », des traditions, des us et coutumes, souvent par une langue et une religion. Le peuple se construit autour de l'un ou plusieurs de ces éléments et s'agglutine autour d'un symbole, un totem qui sublime son existence en lui attribuant une essence métahistorique fantasmagorique. Le peuple est hors de l'histoire et du réel. Il n'existe que comme instrument rudimentaire de domination sur la société civile et, en son sein, la classe potentiellement révolutionnaire, le prolétariat. Le peuple est donc le pire ennemi de ce dernier.

Inversement, la première tâche historique du prolétariat érigé en classe est de dissoudre pratiquement le peuple, c'est-à-dire d'y refaire apparaître les classes et leurs conflits. Si la relation du prolétariat conscient au « citoyen » libéral a été dialectique à un certain point de sa constitution politique en classe, si le parti prolétarien a pu, au moment de l'affirmation des démocraties bourgeoises, revendiquer la citoyenneté comme outil de lutte de classe<sup>8</sup>, son rapport au peuple n'a

---

<sup>7</sup> Voir : <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1843/critique-hpr/ch05.htm>

<sup>8</sup> « Les ouvriers attachent tellement d'importance à la citoyenneté, c'est-à-dire à la citoyenneté active, que là où ils l'ont, par exemple en Amérique, ils en font "bon usage", et là où ils ne l'ont pas, ils s'efforcent de l'obtenir. Comparez les actes des travailleurs nord-américains à des réunions innombrables, à toute l'histoire du chartisme anglais et du communisme et du réformisme français. » Marx-Engels, « L'idéologie allemande », 1845.

Voir : <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1845/german-ideology/ch03d.htm>

« En Angleterre, où la classe ouvrière industrielle et agricole forme l'immense majorité du peuple, la démocratie signifie la domination de la classe ouvrière, ni plus ni moins. [...] En Angleterre, un véritable parti démocratique est impossible à moins qu'il ne soit un parti ouvrier. » Engels « Un parti ouvrier », article du *Labour Standard*, 1881. Voir : <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1881/07/23.htm>

« Mais c'est en cela aussi que réside la différence entre la démocratie chartiste et tout ce qui fut jusqu'ici la démocratie politique bourgeoise. La nature du chartisme est essentiellement sociale. » Engels « La situation de la classe laborieuse en Angleterre » Chapitre 8, 1845. Voir : [https://www.marxists.org/francais/engels/works/1845/03/fe\\_18450315\\_8.htm](https://www.marxists.org/francais/engels/works/1845/03/fe_18450315_8.htm)

jamais varié et a toujours été de totale opposition. Aujourd'hui, le chef politique incarne au mieux ce symbole du peuple, à l'image de Trump, de Poutine, d'Orbán, de Farage, de Salvini, de Xi, de Mori, maintenant de Bolsonaro et de tant d'autres. Leurs partis respectifs (ou les coalitions qui les soutiennent) sont réduits à des passeurs d'ordres dévitalisés, pâles simulacres de partis politiques bourgeois à part entière. Les timides balbutiements des démocrates qui tentent de desserrer l'étau du peuple au nom des citoyens par la défense de l'existant, ne font pas le poids face aux cris de guerre des chefs charismatiques. Et la raison en est simple : à son corpus idéologique défendant, la démocratie libérale réellement existante a engendré dans la douleur du mouvement catastrophique du capital, dans la succession de ses discontinuités cycliques, le peuple et ses éphémères chefs despotiques. En d'autres termes, contrairement aux apparences, la démocratie libérale est soluble dans l'État fort et despotique et vice versa.

### La renationalisation de l'économie et du marché du travail

La longue préparation des États à des conflits majeurs passe aussi par la renationalisation de l'économie et du marché du travail. Il n'est pas question ici de formes de propriété, de propriété étatique ou de propriété privée. Cette fausse opposition obsède les socialistes d'État mais elle n'a aucun fondement matériel. Le capital dans sa totalité est indifférent à la forme de propriété juridique. Ses représentants les plus lucides l'ont bien compris en traitant, avec désinvolture, la matière des formes de propriété. Propriété étatique et propriété privée cohabitent parfaitement en dépit de leurs frictions récurrentes. En revanche, l'ouverture ou la fermeture des marchés, elle, est susceptible de générer des conflits inter-capitalistes majeurs comme les deux boucheries capitalistes globales du XX<sup>e</sup> siècle ou les nombreuses guerres régionales en cours actuellement. La conquête de nouveaux marchés passe avant tout par la productivité du travail social, par la capacité des capitaux individuels de s'approprier des extra-profits<sup>9</sup> en conquérant des parts de marché dans leurs segments productifs respectifs. Ces temps-ci, la première bataille que les capitaux se livrent vise cependant à préserver leur débouchés intérieurs, leurs parts de marché intérieures dans les pays dont ils sont originaires. Mais si l'accès au marché (y compris celui de la main-d'œuvre) est interdit par la loi, c'est-à-dire par la décision souveraine de l'État, voilà que la question se déplace sur le terrain de la force tout court. Et c'est exactement ce qui est en passe de se produire à l'heure actuelle.

Quand l'investissement productif n'a pas produit les effets espérés en matière de hausse de la productivité du travail, quand l'investissement en capital est altéré, minimisé, rendu plus difficile par un mauvais fonctionnement du système du crédit, quand la valorisation du capital est principalement tributaire de la dépréciation forcée de la force de travail et, par-là, de la dévalorisation de cette dernière sans qu'elle s'accompagne d'une dépréciation au moins égale des marchandises qui interviennent dans sa reproduction, la défense du marché intérieur devient vitale pour la fraction du capital total d'un pays donné. En tant que capitaliste individuel doté de prérogatives spéciales et en comité d'affaires de la bourgeoisie de son pays, l'État dresse tous les systèmes de défense dont il dispose pour endiguer la concurrence venue d'ailleurs. Deux moyens fondamentaux sont à sa disposition à une époque où le financement des déficits publics devient plus compliqué du fait de la récente crise financière globale : le levier fiscal et le contrôle des flux de capitaux.

---

« Nous avons déjà vu plus haut que la première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie. ». Marx Engels « *Le manifeste du Parti communiste* Chapitre II Prolétaires et communistes », 1847.

<sup>9</sup> Dans un secteur productif et un marché donnés, un capitaliste réalise un extra-profit quand il arrive à produire moins cher que ses concurrents des mêmes secteurs et marchés, réalisant ainsi un profit supplémentaire au profit moyen de ces derniers. Ceci peut être obtenu par une meilleure organisation productive (innovation technique, procès de production optimisé couplés ou pas à des salaires inférieurs) ou par une situation de monopole.

Côté levier fiscal, il s'agit de taxer davantage les importations et d'encourager les entreprises, par des cadeaux fiscaux, à investir dans le pays. Côté contrôle des flux des capitaux, les instruments sont multiples, allant des dévaluations dites compétitives à la réglementation des marchés des capitaux jusqu'au rachat de la dette des entreprises du pays en passant par le contrôle des changes. Autant de mesures qui sont devenues familières au fil des ans depuis la crise financière de 2007-2008. La renationalisation du marché du travail avance en parallèle. L'arrêt ou la dissuasion des migrations et l'accès rendu toujours plus difficile à l'obtention de la nationalité pour les étrangers résidents alimentent la xénophobie ambiante sur fond de fragilisation généralisée des termes contractuels en vigueur dans le marché du travail.

En une période où les mécanismes de la démocratie sociale sont grippés par la crise fiscale de l'État qui impose à ce dernier des coupes claires et durables dans les dépenses publiques improductives, et où la valorisation du capital passe avant tout par la compression des salaires et l'augmentation de la plus-value relative et absolue obtenue par le renforcement du commandement d'entreprise et la guerre entre prolétaires pour garder ou accéder à un poste de travail s'accroît.

L'absence de luttes répétées et répandues sur les salaires, les conditions de travail et contre le pouvoir des patrons fait le reste en exacerbant la concurrence entre prolétaires. La guerre de tous contre tous entretenue par les États au sein de la classe exploitée trouve un point de soudure avec la reconstitution du peuple dans l'hostilité envers les frères de classe venus d'ailleurs. La renationalisation de l'économie et du marché du travail est une atteinte au marché mondial et au mouvement concurrentiel du capital total. C'est aussi tout le contraire de ce que préconisait le libéralisme politique moderne, solidement installé sur le pilier du libre commerce.

*« Les partisans du Libre-échange (les hommes de l'école de Manchester, les réformateurs parlementaires et financiers) sont les représentants officiels de la société anglaise moderne, les représentants de cette Angleterre qui gouverne le marché du monde. Ils représentent le parti de la bourgeoisie consciente de soi, du capital industriel s'efforçant de rendre disponible son pouvoir social aussi bien en tant que pouvoir politique, et d'éradiquer les derniers restes arrogants de la société féodale. Cette partie est dirigée par la partie la plus active et la plus énergique de la bourgeoisie anglaise, les fabricants. Ce qu'ils exigent, c'est l'ascendant complet et non déguisé de la bourgeoisie, l'ouverture, l'assujettissement officiel de la société dans son ensemble, les lois de la production moderne et bourgeoise, et sous la domination de ces hommes qui sont les directeurs de cette production. Par le libre-échange, ils signifient le mouvement sans entraves du capital, libéré de tous les carcans politiques, nationaux et religieux. Le sol doit être une "marchandise commercialisable" et l'exploitation du sol doit être réalisée selon les lois commerciales communes. Il doit y avoir des fabricants de nourriture aussi bien que des fabricants de Twist et de cotons, mais plus de seigneurs de la terre. En somme, il ne faut pas tolérer de restrictions politiques ou sociales, de réglementations ou de mono-polis, à moins qu'ils ne procèdent des "lois éternelles de l'économie politique", c'est-à-dire des conditions dans lesquelles le capital produit et distribue. La lutte de ce parti contre les anciennes institutions anglaises, les produits d'une très âgée étape évanescence du développement social, reprend dans le mot d'avant-propos : produire aussi bon marché que vous pouvez, et faire disparaître tous les faux frais de la production (avec tout superflu, dépenses inutiles en production). Et ce mot d'adresse est adressé non seulement à l'individu, mais à la nation en général principalement. La royauté, avec ses "splendeurs barbares", sa Cour, sa liste civile et ses laquais entrent - à quoi d'autre appartient-elle, sinon aux faux frais de production ? La nation peut produire et échanger sans royauté ; débarrassée de la Couronne. Les sinécures de la noblesse, la Chambre des lords ? Faux frais de production. La grande armée permanente ? Faux frais de production. Les colonies ? Faux*

*frais de production. L'Église d'État, avec ses richesses, le butin du pillage ou de la mendicité ? Faux frais de production. Laissez les curetons rivaliser librement les uns avec les autres, et chacun les payer selon ses propres désirs. Toute la routine circonstancielle du droit anglais, avec sa Cour de chancellerie ? Faux frais de production. Les guerres nationales ? Faux frais de production. L'Angleterre peut exploiter les nations étrangères à moindre coût en restant en paix avec elles. Vous voyez, à ces champions de la bourgeoisie britannique, aux hommes de l'école de Manchester, chaque institution de la vieille Angleterre apparaît sous l'angle d'une partie de machine comme aussi coûteuse qu'inutile, et qui n'a pas d'autre but que d'empêcher la nation de produire la plus grande quantité possible à la moindre dépense possible, et d'échanger ses produits en toute liberté. Nécessairement, leur dernier mot est la République bourgeoise, dans laquelle les règles de libre concurrence suprême dans tous les sphères de la vie ; dans lequel il reste au total ce minimum seulement du gouvernement qui est indispensable à l'administration, à l'intérieur et à l'extérieur, de l'intérêt de la classe commune et des affaires de la bourgeoisie ; et où ce minimum de gouvernement est aussi sobrement, aussi économiquement organisé que possible. Un tel parti, dans d'autres pays, serait appelé démocratique. ».* Marx. Articles sur « *Le Libre-échange et les Chartistes* » parus dans le *New-York Daily Tribune*, 10 août 1852<sup>10</sup>

*« Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont supplantées par de nouvelles industries, dont l'adoption devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées, industries qui n'emploient plus des matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions les plus lointaines, et dont les produits se consomment non seulement dans le pays même, mais dans toutes les parties du globe. À la place des anciens besoins, satisfaits par les produits nationaux, naissent des besoins nouveaux, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. À la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations. Et ce qui est vrai de la production matérielle ne l'est pas moins des productions de l'esprit Les œuvres intellectuelles d'une nation deviennent la propriété commune de toutes. L'étroitesse et l'exclusivisme nationaux deviennent de jour en jour plus impossibles et de la multiplicité des littératures nationales et locales, naît une littérature universelle. »* Marx-Engels « *Le manifeste du Parti communiste Bourgeois et prolétaires* »<sup>11</sup>

*« Nous n'avons pas besoin de rappeler que les grands progrès de la division du travail ont commencé en Angleterre après l'invention des machines. Ainsi les tisserands et les fileurs étaient pour la plupart des paysans tels qu'on en rencontre encore dans les pays arriérés. L'invention des machines a achevé de séparer l'industrie manufacturière de l'industrie agricole. Le tisserand et le fileur, réunis naguère dans une seule famille, furent séparés par la machine. Grâce à la machine, le fileur peut habiter l'Angleterre en même temps que le tisserand séjourne aux Indes orientales. Avant l'invention des machines, l'industrie d'un pays s'exerçait principalement sur les matières premières qui étaient le produit de son propre sol : ainsi en Angleterre, la laine, en Allemagne le lin, en France les soies et le lin, aux Indes orientales et dans le Levant le coton, etc. Grâce à l'application des machines et de la vapeur, la division du travail a pu prendre de telles dimensions que la grande industrie, détachée du sol national, dépend uniquement du marché de l'univers, des échanges internationaux, d'une division de travail internationale. Enfin, la machine exerce une telle influence*

<sup>10</sup> Voir : <https://www.marxistsfr.org/archive/marx/works/1852/08/25.htm>

<sup>11</sup> Voir : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/00/kmfe18470000a.htm#sect1>

*sur la division du travail que, lorsque dans la fabrication d'un ouvrage quelconque, on a trouvé le moyen d'introduire partiellement la mécanique, la fabrication se divise aussitôt en deux exploitations indépendantes l'une de l'autre.* » Marx « *Misère de la philosophie* » pp 81-82<sup>12</sup>

*« La manufacture et le mouvement de la production en général prirent un essor prodigieux, du fait de l'extension du commerce amenée par la découverte de l'Amérique et de la route maritime des Indes orientales. Les produits nouveaux importés des Indes, et principalement les masses d'or et d'argent qui entrèrent en circulation, transformèrent de fond en comble la situation réciproque des classes sociales et portèrent un rude coup à la propriété foncière féodale et aux travailleurs ; les expéditions des aventuriers, la colonisation, et avant tout le fait que les marchés prirent l'ampleur de marchés mondiaux, ce qui était rendu maintenant possible et se réalisait chaque jour davantage, provoquèrent une nouvelle phase du développement historique ; mais nous n'avons pas dans l'ensemble à nous y arrêter davantage ici. La colonisation des pays récemment découverts fournit un aliment nouveau à la lutte commerciale que se livraient les nations et par conséquent cette lutte connut une extension et un acharnement plus grands. [...]. En dépit de ces moyens de protection, la grande industrie rendit la concurrence universelle (elle représente la liberté commerciale pratique, et les douanes protectrices ne sont chez elle qu'un palliatif, une arme défensive à l'intérieur de la liberté du commerce), elle établit les moyens de communication et le marché mondial moderne mit le commerce sous sa domination, transforma tout capital en capital industriel et engendra de ce fait la circulation (perfectionnement du système monétaire) et la centralisation rapide des capitaux. » Marx - Engels « *L'idéologie allemande. Feuerbach. Opposition de la conception matérialiste et idéaliste. B. La base réelle de l'idéologie. 1. Échanges et force productive* »<sup>13</sup>*

*« Il va absolument de soi que, ne fût-ce que pour être en mesure de lutter, la classe ouvrière doit s'organiser chez elle en tant que classe et que les pays respectifs sont le théâtre immédiat de sa lutte. C'est en cela que sa lutte de classe est nationale, non pas quant à son contenu, mais, comme le dit le Manifeste communiste, "quant à sa forme". Mais le "cadre de l'État national actuel", par exemple de l'Empire allemand, entre lui-même, à son tour, économiquement, "dans le cadre" du marché universel, et politiquement "dans le cadre" du système des États. Le premier marchand venu sait que le commerce allemand est aussi commerce extérieur et la grandeur de M. Bismarck réside précisément dans le caractère de sa politique internationale. » Marx « *Critique du programme de Gotha* »<sup>14</sup>*

Au fil du temps, le prolétariat a accompagné l'expansion géographique et le renforcement progressif du mouvement concurrentiel du capital. La classe révolutionnaire moderne a secondé la formation du marché mondial, la réalisation de l'idée du libre-échange des penseurs libéraux classiques. Il en allait de sa propre existence en tant que classe pour le capital mais également en tant que classe pour elle-même. En tant que classe pour le capital, le prolétariat a cru numériquement et s'est étendu sur toute la planète en même temps qu'il a accru sa capacité productive. Le travail salarié productif de nouvelle valeur a enfanté le capital total et crée les conditions nécessaires de sa domination sans partage sur toute la croûte terrestre. Le prix que le capital a payé en retour est d'avoir consenti la constitution d'une armée redoutable qui, un jour, aura sa peau. C'est à partir de cette profonde compréhension des rapports sociaux capitalistes, de la reconnaissance de cette double dépendance que le mouvement communiste historique a fait sien le combat des premiers libre-échangistes. Et ce, car le succès de leur cause était la promesse d'une lutte de classes enfin universelle,

<sup>12</sup> Voir : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/06/misere.pdf>

<sup>13</sup> Voir : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1845/00/kmfe18450000d.htm>

<sup>14</sup> Voir : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1875/05/18750500a.htm>

dépasant toutes sortes de divisions, de séparations et d'oppositions au sein du prolétariat. Le parti de classe, c'est-à-dire la classe pour soi, n'a pas peur du marché mondial, du cosmopolitisme bourgeois, de la dissolution des barrières nationales et autres. Il en est au contraire l'expression la plus aboutie, le dépassement en actes.

« Vers la fin de 1847, s'est tenu à Bruxelles un congrès sur le libre-échange. C'était une manœuvre stratégique dans le cadre de la campagne pour le libre-échange menée à cette époque par les fabricants anglais. Victorieux chez eux après l'abrogation, en 1846, des lois sur le commerce des céréales, ils débarquaient sur le continent avec la volonté d'obtenir, en échange de la libre circulation des céréales du continent vers l'Angleterre, le libre accès aux marchés continentaux des produits manufacturés anglais. Marx s'était inscrit sur la liste des orateurs prévus à ce congrès, mais comme on pouvait s'y attendre, l'affaire a pu être organisée de telle sorte que le Congrès a été clôturé avant même qu'il ne puisse prendre la parole. Ainsi Marx s'est-il vu contraint de présenter ce qu'il avait à dire sur le libre-échange devant la Société Démocratique de Bruxelles, une association internationale dont il était l'un des vice-présidents. Étant donné que la question du protectionnisme ou du libre-échange se trouve actuellement à l'ordre du jour en Amérique, l'on a jugé utile de publier une édition anglaise du discours de Marx et l'on m'a invité à la présenter par quelques mots d'introduction. "Le système protectionniste", écrit Marx, "fut un moyen artificiel de fabriquer des fabricants, d'exproprier des travailleurs indépendants, de convertir en capital les instruments et conditions matérielles du travail, d'abrèger de vive force la transition du mode traditionnel de production au mode moderne." » (Marx, *Le Capital*, I)<sup>15</sup>. Engels « Introduction de 1888 à l'édition anglaise de "Sur la question du libre-échange" »<sup>16</sup>

Telle était la nature du protectionnisme, dès son origine au XVII<sup>e</sup> siècle, et elle l'est restée jusque tard dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle. Le système protectionniste était alors considéré comme la politique normale de chaque pays développé d'Europe occidentale. Les seules exceptions étaient les petits États allemands et les cantons suisses, non pas en raison d'un rejet du système mais à cause de l'impossibilité de l'appliquer sur de si petits territoires. « C'est à cette époque qu'a eu lieu le Congrès de Bruxelles, et que Marx a rédigé le discours en question. Tout en reconnaissant que la protection douanière peut encore, dans certaines circonstances, par exemple, dans l'Allemagne de 1847, avantager les capitalistes industriels, et tout en prouvant que le libre-échange n'est pas la panacée pour toutes les souffrances de la classe ouvrière et, qu'au contraire, il peut les aggraver, il se prononce en fin de compte et dans son principe en faveur du libre-échange. Pour lui, le libre-échange est la condition normale de la production capitaliste moderne. Ce n'est que par le libre-échange que les immenses forces productives de la vapeur, de l'électricité et de la machine peuvent se développer pleinement ; et plus rapide sera le rythme de cette évolution, plus seront pleinement accomplies leurs inévitables conséquences : la scission de la société en deux classes, ici les capitalistes et là les ouvriers salariés, la richesse héréditaire d'un côté et la pauvreté héréditaire de l'autre côté ; l'excédent de l'offre sur la demande, l'incapacité des marchés d'absorber la masse toujours croissante des produits industriels ; un cycle récurrent de prospérité, de production, de crise, de panique, de dépression chronique et de relance progressive des affaires, cette dernière non pas comme un signe d'amélioration permanente, mais comme celui d'une nouvelle crise de surproduction ; en un mot, l'expansion des forces productives de la société à un tel degré que les institutions sociales dans lesquelles elles ont été mises en œuvre deviennent pour elles un carcan insupportable, avec pour seule solution : une révolution sociale, la libération des forces productives

<sup>15</sup> Engels donne ici la référence à l'édition allemande du *Capital*. La citation se trouve au chapitre 31 (« Genèse du capitalisme industriel »). Voir : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapI-31.htm>

<sup>16</sup> Voir : <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1888/free-trade/index.htm>.

*des chaînes d'un ordre social obsolète et celle des vrais producteurs, c'est-à-dire la grande masse du peuple, de l'esclavage salarial. Et c'est parce que le libre-échange est l'élément naturel, l'atmosphère normale de cette évolution historique, le milieu économique où les conditions de cette inévitable révolution sociale seront créées le plus rapidement – c'est pour cette unique raison que Marx se déclara en faveur du libre-échange [...] Le travailleur salarié partout suit sur les traces du fabricant ; il est comme le "soin sombre" d'Horace, qui se trouve derrière le cavalier, et qu'il ne peut pas secouer partout où il va. Vous ne pouvez pas échapper au destin ; en d'autres termes, vous ne pouvez pas échapper aux conséquences nécessaires de vos propres actions. Un système de production basé sur l'exploitation du travail salarié, dans lequel la richesse augmente proportionnellement au nombre d'ouvriers employés et exploités, un tel système est attaché à augmenter la classe des ouvriers salariés, c'est-à-dire, la classe qui est destinée un jour à détruire le système lui-même. En attendant, il n'y a pas d'autre moyen pour cela : vous devez continuer à développer le système capitaliste, vous devez accélérer la production, l'accumulation, et la centralisation de la richesse capitaliste, et, avec elle, la production d'une classe révolutionnaire de travailleurs. Que vous essayiez le protectionnisme ou le libre-échange ne fera aucune différence à la fin, et à peine dans la longueur du répit qui vous est laissé, jusqu'au jour où cette fin viendra. Longtemps avant ce jour, la protection sera devenue une entrave insupportable à tout pays aspirant, avec une chance de succès, à tenir sa propre place sur le marché mondial. » Préface d'Engels à l'édition anglaise de 1888 de la brochure « Sur la question du libre-échange »<sup>17</sup>*

*« La grande industrie, enfin, et l'établissement du marché mondial ont universalisé la lutte et lui ont donné en même temps une violence inouïe. » Engels « Socialisme utopique et socialisme scientifique Chapitre 3 »<sup>18</sup>*

*« La grande industrie, en créant le marché mondial, a déjà rapproché si étroitement les uns des autres les peuples de la terre, et notamment les plus civilisés, que chaque peuple dépend étroitement de ce qui se passe chez les autres. » Engels « Principes du communisme Point XIX »<sup>19</sup>*

L'idéologie libérale classique, pas plus du reste que la bourgeoisie, n'est pourtant pas internationaliste en dépit de sa profession de foi. L'État est l'ancrage indépassable du capital. Il est l'obstacle au mouvement concurrentiel du capital total que les capitaux individuels qui le composent ne peuvent et ne veulent pas franchir. L'État est leur plus précieux instrument de défense contre leur propre mouvement concurrentiel. Le nationalisme, vertement critiqué par le libéralisme classique, revient par la fenêtre du droit à la constitution des États modernes sur les cendres des anciens régimes.

*« Ce droit des grandes subdivisions nationales de l'Europe à l'indépendance politique, reconnu comme il l'était par la démocratie européenne, ne pouvait que trouver la même reconnaissance avec les classes ouvrières en particulier. Il ne s'agissait en fait que de reconnaître dans d'autres grands organismes nationaux d'une vitalité incontestable, le même droit de l'existence nationale individuelle que les travailleurs de chaque pays séparé revendiquaient pour eux-mêmes. Mais cette reconnaissance, et la sympathie à l'égard de ces aspirations nationales, se limitaient aux grandes et bien définies nations historiques de l'Europe ; il y avait l'Italie, la Pologne, l'Allemagne, la Hongrie. La France, l'Espagne, l'Angleterre, la Scandinavie, n'étaient ni subdivisées ni sous contrôle étranger et, par conséquent, mais indirectement intéressées par la question ; et quant à la Russie, elle ne pouvait être mentionnée que comme le détenteur d'une quantité immense de biens*

---

<sup>17</sup> Voir : <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1888/free-trade/index.htm>

<sup>18</sup> Voir : <https://www.marxists.org/francais/marx/80-utopi/utopi-3.htm>

<sup>19</sup> Voir : <https://www.marxists.org/francais/marx/47-pdc.htm>

*volés, qui devrait être dégorgée le jour du règlement de comptes.* » Engels « *Qu'est-ce que les classes ouvrières ont à faire avec la Pologne ?* » in *Commonwealth*, hebdomadaire de l'Internationale, printemps 1866.

La formation et la stabilisation des États capitalistes modernes a débouché sur une nouvelle segmentation territoriale, certes mouvante, structurant le marché mondial. Le prolétariat a cessé d'accompagner la bourgeoisie jadis révolutionnaire pendant son élan initial. La revendication de l'indépendance politique des nations est le mobile par lequel s'opère la jonction, ni simple, ni automatique, ni indolore, entre l'idéal cosmopolite de la bourgeoisie qui a vocation à dominer le monde, à l'unifier sous le signe de la marchandise et de la recherche du profit maximum et la bourgeoisie devenue classe dominante sans partage, bien protégée par les hautes murailles de son État. Le capital dans sa totalité n'existe pas sans mouvement concurrentiel global qui n'a de sens que dans la compétition entre capitaux individuels, eux-mêmes engagés dans la course sans fin vers davantage de concentration et de centralisation. Quand la partie se fait rude, les capitaux individuels se cachent derrière le monopole de la violence de leurs États. La démocratie libérale qui prône l'ouverture et la liberté<sup>20</sup> finit par ouvrir, délibérément ou pas, peu importe, la voie à l'État fort et, plus loin, à sa mutation fasciste dans ses multiples variantes nazie, fasciste classique, islamiste, péroniste, stalinienne, maoïste, etc. L'État de droit, régi par le gouvernement de la loi et fondé sur la Constitution, se fait État étique qui reste chargé de dominer la société civile sans autoriser la moindre dialectique avec celle-ci. La relation entre l'État fort et son peuple est désormais sous le signe de l'univocité, de haut en bas, sans retour. Le commandement de l'État reformule les termes de la domination politique en imposant *l'a priori* de la soumission complète de l'individu privé, dépourvu de toute existence socialement reconnue. Le peuple s'érige en garant collectif agissant de cette soumission de l'individu privé à l'État étique, paternaliste. Le citoyen « libre », rationnel, doté d'esprit critique, cède sa place au disciple, au sujet, au patriote fanatisé.

La question des contours de la société civile à l'époque du marché mondial qui se grippe, des migrations de masse, du retour au souverainisme et de la multiplication de conflits armés régionaux est centrale. Une question qui, dans les pays à capitalisme mûr, s'accompagne de la fragilisation du marché du travail dans ses segments occupés par les prolétaires les moins qualifiés. Alors que la pauvreté recule globalement dans le monde par le développement capitaliste accéléré de grands pays comme la Chine et l'Inde, elle augmente dans les pays capitalistes avancés. Cette fragilisation du fait de la présence de prolétaires migrants capables d'occuper des postes de travail déqualifiés au moindre coût et, aussi, par la longue vague de l'automatisation de fonctions productives qui emporte des pans entiers de travail simple, qui a commencé par investir certains secteurs de l'industrie, qui ensuite a touché de plein fouet la sphère financière puis la sphère commerciale. Parmi les derniers secteurs productifs en date qui connaissent l'automatisation, on compte la logistique et la production électronique et informatique avec notamment la généralisation rapide de l'utilisation de robots. Tous ces phénomènes, couplés à l'absence de luttes de classe offensives, font émerger en priorité une demande de protection par l'État qui redore son blason alors même que ses moyens d'acheter le consensus s'affaissent du fait de la crise fiscale. Les luttes ouvrières défensives finissent souvent par en appeler à la puissance publique afin qu'elle atténue l'application de stratégies d'entreprise qui

---

<sup>20</sup> « *La bourgeoisie avait aussi l'ambition de conquérir une position politique correspondant à sa position sociale. Pour atteindre son but, elle devait pouvoir débattre librement de ses intérêts et de ses opinions ainsi que des actes du gouvernement. C'est ce qu'elle nomma le "droit à la liberté de la presse". Elle devait pouvoir s'associer sans gêne. C'est ce qu'elle appela le « droit de libre association ». Elle devait aussi réclamer la "liberté religieuse" et d'autres également, conséquence nécessaire de la libre concurrence. [.../...] Vis-à-vis du gouvernement, elle ne pouvait naturellement revendiquer les droits et les libertés auxquels elle aspirait qu'en se présentant sous la raison sociale des droits et libertés du peuple.* » Karl Marx « *La bourgeoisie et la contre-révolution* » Nouvelle Gazette Rhénane n°165, 10 décembre 1848 Voir : <http://www.karlmartx.fr/documents/marx-engels-1848-nouvelle-gazette-rhenane.pdf>

lèsent les travailleurs (licenciements, délocalisations, fermetures de sites, etc.) allant jusqu'à demander la nationalisation. Les syndicats d'État accompagnent ces revendications car le retour, forcé par l'action étatique, à une dimension nationale des conflits sociaux est essentiel pour leur survie comme appareils de médiation et de gestion entre la classe ouvrière, le capital et son État. Ce dernier est à son tour tiraillé entre sa surface et son rayon d'action comme capital individuel en retrait en raison de la crise fiscale et sa fonction de garant du marché intérieur et de représentant de « son » segment national du capital.

Cette contradiction est à l'origine de conflits qui peuvent devenir âpres avec les syndicats et les partis et aussi au sein même de l'exécutif, mais elle n'exprime aucun potentiel de lutte indépendante de la classe. Parallèlement, l'appauvrissement des couches les moins qualifiées de la force de travail « native » des pays capitalistes les plus mûrs se traduit d'emblée par le refus de partager un destin de lutte avec les frères de classe venus d'ailleurs. Plus largement, la société civile secrète un désir diffus de reconstitution et solidification en vase clos, envers et contre les facteurs exogènes de l'accumulation du capital (travailleurs et capitaux « étrangers »). Il va sans dire que tant que le prolétariat place ses aspirations dans l'un ou l'autre des organes de domination du capital, son avenir comme classe pour soi est compromis. Quant à la société civile, elle renforce son rôle de camisole de force qui enferme la classe exploitée. Sa relative autonomisation du capital avancé en raison de la prédominance en son sein des idées et des réflexes souverainistes n'est pas une surprise pour des matérialistes qui ont bien compris la leçon de Marx et Engels pour laquelle la détermination du facteur économique, la primauté des intérêts du capital total, ne s'impose qu'en dernière analyse, non sans anicroches, retards et même retours en arrière. Aussi, dans certaines conditions, quand des idéologies réactionnaires inadéquates à l'accumulation du capital deviennent force matérielle en mettant en mouvement sociétés civiles et États, elles ont la capacité de dévier pendant un temps la trajectoire du développement du capital et d'en conditionner les termes.

#### La marginalisation des organes de médiation politiques et syndicaux et la refondation totalitaire des institutions démocratiques

L'État étique n'a pas besoin d'instituer et de formaliser une dialectique conflictuelle maîtrisée avec la société civile du capital dont il est l'expression. Il s'éloigne de cette dernière par un mouvement ascensionnel vers sa sacralisation. La société civile elle-même n'est plus, à l'époque du capitalisme mûr, capable d'engendrer en son sein des équilibres dynamiques dotés d'une stabilité suffisante dans le temps. Le marché mondial, le capital qui se valorise ont sapé et fluidifié ses contours. La complexité croissante des rapports sociaux, la dissémination extrême des territoires productifs et reproductifs, le cisaillement frénétique des éléments d'identification structurant la société civile, la reprise des migrations de masse de la force de travail, l'éclatement des familles comme cellule élémentaire de conservation de l'existant se soldent par une volatilité poussée de l'ordre social. Parallèlement, cette même complexité croissante des rapports sociaux, associée au rôle dissolvant de la souveraineté des États-nations joué par le marché mondial triomphant, déprécie le politique comme art de la médiation entre société civile et comité d'affaires de la bourgeoisie. Les États sont poussés à délocaliser vers des entités supranationales nombre de leurs prérogatives.

Quand la crise de valorisation se fait sentir le plus violemment, en dernier ressort, les États n'ont à offrir à leurs sujets que leur violence et leur idéologie misérable du peuple. Le regain de souveraineté nationale est encore possible mais au prix salé du retrait partiel du marché mondial et/ou du renforcement des politiques coloniales et impériales. La crise fiscale de l'État rapetisse le périmètre de la démocratie sociale, de la protection sociale, donc de ses coûteux organes corporatifs et syndicaux. De son côté, la démocratie politique de matrice libérale perd alors de son objet et de sa

faculté de représentation de la société civile. Les partis politiques qui sont depuis toujours les acteurs incontournables de la démocratie représentative n'expriment plus aucune capacité programmatique. « *En ce sens idéal, les partis sont à la fois corrélatifs et dépendants de la Weltanschauung (conception du monde Ndlr) du libéralisme.* »<sup>21</sup>, résume efficacement le professeur en sciences politiques, Giovanni Sartori. De protagonistes de la démocratie représentative, ils en deviennent des seconds rôles, aussi inutiles qu'anachroniques, tant ils sont associés au passé révolu. Ils sont remplacés par les partis à chefs charismatiques, les organisations « liquides », les conglomerats « affinitaires », les organisations ad hoc qui poursuivent des finalités étriquées.

L'idéologie libérale classique s'efface devant l'affirmation de cette tendance au dépassement des partis politiques, du pluralisme et aussi devant les correctifs plébiscitaires apportés à la démocratie représentative. Les formations politiques qui ont le vent en poupe sont, au mieux, des « partis de la nation », c'est-à-dire des organisations aux contours idéologiques flous qui prétendent représenter à elles seules la totalité des instances de la société civile. La notion même de parti se trouve niée. Pour le libéralisme politique classique, le parti n'est autre qu'une partie de la société civile qui en exprime le pluralisme politique qui « *ne perturbe pas l'unité de l'État* ». Et plus loin : « *Le pluralisme politique renvoie à "la diversification du pouvoir" et, plus précisément, à l'existence d'une "pluralité de groupes à la fois indépendants et non inclusifs". Nous avons dit plus haut comment ce pluralisme s'étend à ces parties que sont les partis.* »<sup>22</sup> (ibid.)

Et encore : « *le point central de la Weltanschauung pluraliste n'est ni le consensus, ni le conflit, mais la divergence d'opinion et la valorisation de celle-ci. ... La divergence d'opinion tient à la fois du consensus et du conflit mais ne coïncide avec aucun des deux* ». Pour Giovanni Sartori, « *le consensus est une unanimité pluraliste. Il ne consiste pas en l'unité d'esprit postulée par la vision monochrome du monde, mais évoque le processus infini d'ajustement de nombreuses pensées (et intérêts) divergents dans des "coalitions" changeantes de persuasion réciproque* ». In fine, « *il est donc correct de dire pluralisme de partis. L'expression a en réalité une signification plus profonde que nous ne le lui accordons généralement. Pris au pied de la lettre, pluralisme de partis dénote simplement l'existence de plus d'un parti ; mais la connotation sous-jacente est que des partis, au pluriel, sont le résultat du "pluralisme"* » (ibid.). Une précision essentielle. Quand le professeur Sartori et les libéraux indiquent que la démocratie se nourrit de divergences d'opinion, elles-mêmes issues de conflits, la conception qu'ils ont de ces derniers n'intègre pas le conflit de classe dans son expression politique indépendante. En effet, Giovanni Sartori souligne que « *le conflit sur les principes n'est pas une base possible pour une démocratie, ni pour aucune organisation politique : un tel conflit, c'est-à-dire un conflit réel, n'a pour seule solution qu'une guerre interne ou une sécession.* » (ibid.). Ce que le professeur florentin appelait « *conflit sur les principes* » était évidemment conflit sur la *Weltanschauung*, la conception du monde que chacune des parties (les partis ouvriers et de l'ordre capitaliste en l'espèce) en lutte portent en elles et poursuivent concrètement par leurs actions.

Les « partis de la nation » et les « partis du peuple » qui ont surgi récemment en s'imposant au centre de l'échiquier politique des vieilles démocraties occidentales, s'accommodent mal du pluralisme bourgeois classique. Tout en exploitant les nombreuses opportunités que ce dernier leur offre, ils se battent pour sa modification autoritaire, voire plus ou moins ouvertement dictatoriale pour certains d'entre eux. Leur *Weltanschauung* ne réserve aucune place centrale au pluralisme, souvent

---

<sup>21</sup> « *Partis et systèmes de partis* », Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011.

<sup>22</sup> Giovanni Sartori précise que « *la première citation est de Robert A. Nisbet, Community and Power, Oxford, Oxford University Press, 1962, p. 265 ; la seconde est de William Kornhauser, The Politics of Mass Society, New York, Free Press, 1959, p. 81. Kornhauser est également pertinent quant à la manière dont le pluralisme se rattache aux groupes intermédiaires (en particulier p. 76-84, 131-141) - une préoccupation majeure de Tocqueville et de Durkheim* ».

décrit comme un mal inévitable ou, pire, un aveu de faiblesse de sociétés décadentes. Leur maître mot, par-delà leurs faibles appareils conceptuels respectifs, est le regain de souveraineté et la reconstitution d'un peuple uni face aux multiples menaces intérieures et extérieures présumées. Le virus souverainiste et de reconstruction du peuple atteint jusqu'à la gauche et à l'extrême gauche d'État. Chantal Mouffe, idéologue, de Podemos en Espagne, et de la France insoumise, en France<sup>23</sup>, explique que « *le discours de Jean-Luc Mélenchon avec la France insoumise – “La force du peuple” – avance dans cette construction d'une identité collective autour de l'idée de “peuple”* »<sup>24</sup>. La volonté de reconstruction du peuple est donc le plus petit multiplicateur commun des formations politiques bourgeoises anti-libérales et souverainistes actuelles, qu'elles soient issues de la droite ou de l'extrême droite traditionnelle ou de leurs anciens contempteurs à l'opposé des hémicycles parlementaires. Le projet de restructuration souverainiste de l'État s'articule avant tout autour de la réduction de la démocratie représentative à une démocratie plébiscitaire<sup>25</sup>, un césarisme ou un bonapartisme. Ses modalités d'application sont variées. Elles peuvent aller du référendum, à la participation aux plateformes communautaires des dits réseaux sociaux, en passant par les élections traditionnelles dont l'enjeu réel n'est plus de choisir un programme politique expression d'une *Weltanschauung* incarnée par un parti, mais plutôt de voter pour ou contre un leader charismatique et son outil organisationnel. L'idée de la démocratie plébiscitaire n'est pas nouvelle malgré ses nouveaux habits du présent.

Elle a connu une première épopée dans les années 1920 et 1930. L'un de ses idéologues les plus fervents fut Carl Schmitt dans ses écrits « weimariens ». L'existence de l'unité politique d'un pays peut reposer, selon lui, sur l'alternative identité versus représentation<sup>26</sup>. Dans le premier cas, le peuple est « *capable d'agir politiquement déjà par sa simple existence immédiate [.../...]. Il est alors une unité politique en tant que puissance réelle dans son identité immédiate avec lui-même.* » (Carl Schmitt, « *Théorie de la constitution* »<sup>27</sup>). Quant au principe de représentation, l'idéologue réactionnaire, devenu nazi par la suite, affirme qu'il « *part de l'idée que l'unité politique d'un peuple en tant que telle ne peut jamais être présente sous une identité réelle et qu'elle doit toujours être représentée [repräsentieren] personnellement par des hommes* » (ibid.). Carl Schmitt hait les corps intermédiaires car, d'après lui, l'État se dissout quand il est « *affaibli et relativisé* » par les instituts de démocratie sociale émanant des différentes classes du capital. Le pluralisme politique mènerait aux mêmes conséquences. Sa conception conduit à l'éloge de l'« *État total* » capable de se saisir de la société civile sans médiations. Il ne manque pas d'appeler de ses vœux « *un politicien et un chef dans un sens particulièrement net et fort* » (ibid.). Dans son délire d'omnipotence, Carl Schmitt décrit le chef politique comme un « *homme de confiance du peuple entier* » (ibid.), transcendant le pluralisme politique et les « *bureaucraties de partis* » (ibid.). Ce personnage devrait être désigné par « *une acclamation grandiose du peuple allemand qui revêtirait le caractère irrésistible que prennent de telles acclamations dans une démocratie* » (ibid.). Son « *Reichspräsident a un contact direct avec le peuple* » (ibid.) et n'a rien à faire des partis politiques qui « *politisent totalement la vie entière du peuple et parcellisent l'unité politique du peuple allemand* »<sup>28</sup>. Ce qui ne l'empêchera cependant pas, le 1<sup>er</sup> mai 1933, d'adhérer au parti nazi, le NSDAP.

<sup>23</sup> Voir : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Chantal\\_Mouffe](https://fr.wikipedia.org/wiki/Chantal_Mouffe)

<sup>24</sup> *Humanité Dimanche* du 13 au 19 avril 2017.

<sup>25</sup> « *Quand les partis sont dirigés et animés par des chefs plébiscitaires, il s'ensuit une “perte d'âme” [Entseelung] ou encore, plus clairement, une prolétarianisation spirituelle chez ses partisans. Les partisans organisés dans un appareil de ce genre ne peuvent être utiles aux chefs que s'ils leur obéissent aveuglément* ». Max Weber, l'économiste et sociologue libéral allemand [1864-1920], « *Le savant et le politique* » (1919).

<sup>26</sup> « *Toutes les distinctions entre de véritables formes de gouvernement – de quelque type qu'elles puissent être, monarchie, aristocratie et démocratie, monarchie et république, monarchie et démocratie, etc. – se ramènent à cette opposition décisive entre identité et représentation* ». Carl Schmitt, *Théorie de la constitution* (1928), Paris, PUF, 1993

<sup>27</sup> « *Théorie de la constitution* » 1928, Paris, PUF, 1993

<sup>28</sup> Carl Schmitt, « *Positionen und Begriffe im Kampf mit Weimar – Genf – Versailles* », Berlin, Duncker & Humblot, 1988

À l'opposé apparent de ce type d'idéologie, on trouve les tenants « degôche » de la démocratie participative. Ses partisans s'inspirent plus ou moins consciemment de la vieille démocratie censitaire de l'époque classique ou, plus près de nous, de la démocratie communale de la Renaissance. « *On connaît de longue date ce que l'on appelle la démocratie directe. Les citoyens discutent et décident ensemble, en se passant donc de représentants élus. Ils se réunissent pour délibérer directement et faire leurs choix. C'était la démocratie antique de l'Agora ; c'était, encore récemment, la démocratie de la Landsgemeinde en Suisse ; c'est aussi une forme démocratique actuelle dans plusieurs pays qui connaissent le droit d'initiative populaire ou le référendum local.* »<sup>29</sup>. Le père spirituel de la nouvelle démocratie municipale, l'écologiste américain Murray Bookchin, résume sa conception ainsi :

*« Aucune politique n'a de légitimité démocratique si elle n'a été proposée, discutée et décidée directement par le peuple, et non par de quelconques représentants ou substituts. C'est seulement l'administration de ces directives politiques qui peut être confiée à des conseils, des commissions ou des collectifs d'individus qualifiés éventuellement élus, qui exécuteraient le mandat populaire sous contrôle public et en rendant des comptes aux assemblées qui prennent les décisions »*<sup>30</sup>.

Et encore : « *Je dois souligner que la démocratie directe est, en fin de compte, la forme la plus avancée de l'action directe. Il y a sans doute beaucoup de façons d'exprimer les revendications de l'individu et de la communauté d'être autonomes, actifs par eux-mêmes, et autogérés – aujourd'hui aussi bien que dans une future société écologique. Exercer ses pouvoirs de souveraineté – par des sit-ins, des grèves, des occupations de centrales nucléaires – n'est pas simplement une "tactique" pour contourner les institutions autoritaires. C'est une sensibilité, une vision de la Citoyenneté et de l'ipséité qui suppose que l'individu libre a la capacité de gérer les affaires sociales d'une manière directe, éthique et rationnelle. Cette dimension du soi dans l'autogestion est un appel persistant à la souveraineté personnelle, à l'arrondi de l'ego et la perception intellectuelle, que ces termes conjoints comme "gestion" et "activité" souvent éclipsent. L'exercice continu de cette auto-formation même par l'intervention directe dans les questions sociales – dans l'affirmation de sa revendication morale et le droit à l'autonomisation se trouve sur un niveau plus élevé conceptuellement que l'image de Marx de l'auto-identité par le travail. "Pour l'action directe" est littéralement une forme de caractère éthique de construction dans le rôle social le plus important que l'individu peut entreprendre : la citoyenneté active.* »<sup>31</sup>.

La critique bookchinienne de la démocratie libérale classique est faite au nom du citoyen, enfin mis en mouvement par ses propres actions directes. Marx est en ligne de mire. Le fondateur du communisme moderne est tancé parce qu'il envisage l'autoproduction de l'individu social au moyen de la lutte de classe, par l'identification par le prolétaire de son appartenance de classe et, plus, par sa reconnaissance de la place centrale qu'il occupe en tant qu'ouvrier collectif dans la production de valeur. Dépourvu de classe, libéré de sa condition matérielle et de toute dimension collective, le citoyen « actif » devient éthéré, pure éthique en actes. Le peuple élitiste qui se constitue ainsi est la simple addition des actions directes affinitaires des actionnistes directs. Ce peuple éthique détruit tout obstacle qui lui fait face dans l'expression de la libération du soi de chacun de ses membres. La furie idéologique bookchinienne emporte toute forme de représentation, y compris celles qui émanent du mouvement réel qui bouleverse et transforme le présent d'exploitation. Le réquisitoire de l'inquisiteur de la nouvelle religion écologiste, Murray Bookchin, vise notamment parmi les plus hautes expressions autonomes de la classe ouvrière, les soviets russes, les conseils ouvriers en Allemagne de

<sup>29</sup> « *La démocratie participative* », Jean-Pierre Gaudin, Voir : <https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2010-2-page-42.htm>

<sup>30</sup> « *Une société à refaire* », édition Ecosociété 1993, p. 255-256

<sup>31</sup> « *The ecology of freedom. The emergence and dissolution of hierarchy* », 1982

la période 1918-21, les comités anarcho-syndicalistes de la révolution espagnole et les conseils hongrois de 1956. Toutes sont placées dans le même sac car coupables d'avoir péché de démocratie déléguée.

*« Une deuxième prémisse dans la création d'institutions libertaires est la distinction claire entre la formulation de la politique et sa mise en œuvre administrative. Cette distinction a été lamentablement confondue par les théoriciens sociaux comme Marx, qui ont célébré la fusion, lors de la commune de Paris, de la prise de décision avec l'administration au sein des mêmes organes et organes politiques. Peut-être qu'aucune autre erreur ne pourrait être plus grave d'un point de vue libertaire. Le danger de faire prendre des décisions d'ordre politique à un organe administratif, qui est normalement un organe délégué et souvent très technique de caractère, a le même relent que l'élitisme et l'usurpation du pouvoir public. Une démocratie directe est en face-à-face et résolument participative. Un Conseil, un Comité, une agence ou un bureau est précisément le contraire : indirect, délégué, et souvent résolument d'exclusion. Pour ce dernier, prendre des décisions politiques, par opposition aux activités de coordination, est de supprimer la politique du domaine public - de dépolitiser le processus au sens athénien du terme au mieux, et de rendre la formulation politique totalement exclue au pire. En fait, cette gamme de possibilités subversives, toutes antagoniques à la liberté et l'idéal d'une citoyenneté active, a été le destin des mouvements du Conseil révolutionnaire depuis le début du siècle-notamment, les conseils russes, les Räten allemands, et la chaîne anarcho-syndicaliste de "comités" qui s'est développée au début de la révolution espagnole. D'autres mouvements des Conseils, comme le mouvement hongrois en 1956, était trop éphémère pour dégénérer comme leurs prédécesseurs l'avaient fait. De plus, le système des Conseils, conçu comme une structure d'élaboration de politique, est intrinsèquement hiérarchique. Qu'elle soit basée sur des usines ou des communautés, elle tend à acquérir une forme pyramidale, quoique confédérale soit sa rhétorique et son apparence superficielle. De l'usine et du village à la ville, de la ville à la région, et enfin jusqu'au "Congrès" national, rarement convoqué, facilement manipulé, les Räten allemands de courte durée et les Soviets russes de longue durée ont été si éloignés de leur base populaire qu'ils ont rapidement dégénéré en instruments décoratifs pour les partis de travailleurs hautement centralisés. »*  
(ibid.)

L'idéologue de l'individu privé « actif » rejette toute délégation la considérant en toutes circonstances comme dépossession du citoyen de sa faculté de décision en toute liberté. Tout exécutant spécialisé des décisions prises par les citoyens « actifs » devient dès lors un agent de la dégénérescence bureaucratique, de la restauration de la hiérarchie. À cette dérive il oppose une solution aussi floue que vaseuse, la coordination des initiatives des citoyens « actifs ». Ici, donc, la critique de la représentation se mue en défiance ontologique envers toute organisation politique structurée peu importe qu'elle soit l'expression d'une classe qui se révolte contre l'ordre constitué ou d'une partie passive de la société civile du capital. L'électeur lambda est traité comme l'ouvrier révolutionnaire, une élection de délégués d'un conseil ouvrier est assimilée à celle d'un député d'une république bourgeoise. Et surtout, il ramène les conflits à leur dimension existentielle effaçant leur base matérielle collective. De la sorte, Murray Bookchin oublie au vestiaire la problématique de la transformation de la société, de sa libération du capital et de toute forme d'oppression pour mettre, au centre des révoltes, la question de leur organisation. Or, c'est exactement le contraire qui se produit. L'organisation est fonction de la capacité collective de la classe ouvrière d'élaborer et de matérialiser, par ses luttes, un projet de société sans travail salarié, sans argent, sans oppressions. En un mot, de sa capacité concrète d'œuvrer pour une société sans classes. Car la véritable divergence est là. La capacité de l'individu de déployer sa nature sociale n'est pas une affaire de délégation ou pas, n'est pas contenue dans la « puissance de feu » de ses actions directes et est encore moins dans la singularisation du citoyen capable de se rassembler uniquement sur des bases affinitaires, éthiques. La révolution n'est pas une question d'organisation mais il n'y a pas de révolution sans organisation.

Cette dernière ne peut se justifier qu'à la condition qu'elle soit en mesure d'élaborer la théorie de la révolution dans les conditions données. C'est le seul critère important pour juger de la pertinence de toute organisation qui se range du côté du prolétariat, qui poursuit la cause ouvrière. Pas si elle est assez « démocratique », bien « coordonnée » ou dotée d'autres mécaniques dérisoires eu égard de la tâche à accomplir.

### **Ajustements analytiques**

Ces quelques pages d'analyse imposent aux communistes d'ajuster leur appareil analytique. Quatre points majeurs sont à retenir :

- 1) La démocratie représentative est en grave crise dans la plupart des principaux pays capitalistes. Une crise déterminée en premier lieu par l'ébranlement de l'assise financée des États, subséquente à la crise financière de 2007-2008. La tendance qui semble s'affirmer est à la transformation plus ou moins indolore de la démocratie représentative en démocratie plébiscitaire.
- 2) La démocratie plébiscitaire marginalise les formes d'organisation sociale et politique de la société civile en relativisant voire en éliminant tout court leur rôle de médiation entre les classes. Les anciens partis politiques et les syndicats dépérissent au profit de l'émergence de « partis totaux », de partis de la nation ou du peuple ayant pour vocation de représenter à eux seuls une société civile homogène et disciplinée derrière la figure du chef charismatique.
- 3) La démocratie plébiscitaire dans ses nombreuses variantes allant de l'extrême droite à l'extrême gauche du capital prépare le terrain idéologique et laboure la société civile en vue de conflits économiques, commerciaux et financiers majeurs ainsi que, dans un second temps, de conflits armés d'ampleur. La démocratie plébiscitaire est le passage concret de la démocratie représentative à des formes politiques et institutionnelles fascisantes plus marquées.
- 4) Le souverainisme redéfinit la dépense publique improductive dans les conditions de la pré-guerre. Aujourd'hui, la plupart des forces politiques nationalistes des économies avancées plaident pour la rupture des équilibres budgétaires définis et supervisés par les différents organes de commandement supranational du capital tels le FMI, la Banque mondiale ou encore la Commission européenne. L'objectif affiché est de restituer au peuple du pouvoir d'achat dans les différentes formes de défiscalisations généralisées agressives et même dans la garantie de revenus dits « citoyens ».

Ce dernier développement est à surveiller avec une attention particulière. Comme le notent Bruno Caprettini, Fabio Schmidt-Fischbach et Hans-Joachim Voth dans une étude récente pour le *Centre for Economic Policy Research*<sup>32</sup> :

*« Pourquoi les gens se battent pour leur pays ? Les risques sont extrêmes, le gain incertain. Dans cet article, nous soutenons que la réciprocité est un facteur clé. En examinant les dépenses sociales aux États-Unis dans les années 1930, nous montrons que le soutien à la Seconde Guerre mondiale était plus répandu lorsque le soutien social était plus généreux : plus les obligations de guerre (“war bonds” Ndlr<sup>33</sup>) étaient vendues massivement, plus d'hommes et de femmes se déclaraient volontaires et davantage de soldats réalisaient des actions héroïques récompensées par des*

---

<sup>32</sup> « *From Welfare to Warfare: New Deal Spending and Patriotism During World War II* » Voir : [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=3149477](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3149477)

<sup>33</sup> Voir : [https://en.wikipedia.org/wiki/War\\_bond](https://en.wikipedia.org/wiki/War_bond)

médailles » [.../...] « La montée des armées de masse a coïncidé avec l'arrivée de l'État providence. Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les gouvernements ont ajouté les pensions de vieillesse, les soins de santé et l'éducation à leurs tâches principales. Une partie de cette expansion a eu lieu pendant la guerre : les gouvernements ont souvent fait des promesses somptueuses de créer des "maisons adaptées aux héros", en élargissant l'État providence après la victoire ». « Dans cet article, nous nous demandons si les régions qui ont reçu le plus de soutien dans le New Deal durant les années 1930 ont soutenu l'effort de guerre avec plus d'enthousiasme après 1941. Nous utilisons trois indicateurs pour mesurer l'engagement envers la cause nationale. D'abord, les achats d'obligations de guerre, qui ont nécessité de sacrifier une partie de la consommation courante. Deuxièmement, nous utilisons des données individuelles sur l'origine géographique des volontaires. Troisièmement, nous collectons des informations sur les récipiendaires des distinctions militaires et nous les utilisons pour mesurer la répartition spatiale des "héros de guerre". Ces personnes effectuent généralement des actions téméraires qui sont allées bien au-delà de l'appel du devoir. Alors que de nombreux facteurs affectent l'héroïsme sur le champ de bataille, nous les utilisons comme un indicateur du sentiment patriotique. ».

« Nous croyons que le cas des États-Unis constitue un terrain d'essai idéal pour le lien entre le welfare et la guerre. Premièrement, le New Deal<sup>34</sup> représente l'exemple le plus important et le plus important d'expansion du secteur public dans l'histoire des États-Unis. Il s'agissait d'un ensemble de programmes destinés explicitement à aider les citoyens en détresse, un type de politique susceptible de promouvoir l'inclusion et la gratitude parmi ses bénéficiaires. Deuxièmement, le New Deal a commencé près de 10 ans avant que les États-Unis entrent dans la Seconde Guerre mondiale. Cela permet de mesurer la réponse patriotique aux dépenses publiques à un moment de danger extrême pour la nation, alors que soutenir le pays était potentiellement très coûteux. Troisièmement, la Seconde Guerre mondiale nous permet de recueillir différentes mesures de soutien patriotique, et montrer que nos résultats tiennent à travers un large éventail d'indicateurs de patriotisme. Enfin, parce que le New Deal est arrivé après la Première Guerre mondiale, nous pouvons contrôler les niveaux préexistants de patriotisme. Ceci à son tour nous permet de capturer les changements dans le soutien patriotique causé par l'expansion des mesures d'aide publique. »

Conclusion : « Trois faits empiriques principaux soutiennent notre argumentaire : les comtés américains recevant plus de paiements de secours pendant les années 1930 ont acheté plus d'obligations de guerre, ont envoyé plus de volontaires aux forces armées, et ont accueilli plus de soldats manifestant leur bravoure sur le champ de bataille. Le même schéma est visible pour les comtés où le soutien du revenu pour les agriculteurs était le plus important parce qu'ils ont été touchés par des conditions météorologiques défavorables. En raison du lien entre les conditions météorologiques défavorables et les secours d'urgence, il semble probable que la relation entre l'aide sociale et le patriotisme soit causale »<sup>35</sup>

Le lien entre État « social » et guerre n'est pas une découverte pour les communistes. La guerre moderne n'est possible qu'au moyen d'un contrôle total de la société civile par l'État. Un contrôle qui ne peut être confié uniquement aux organes de répression et à la peur suscitée par les « ennemis » réels ou potentiels. Le peuple doit être convaincu du bienfait du conflit armé et pour cela il faut que les mécanismes d'intégration fonctionnent bien. Des mécanismes d'intégration permanents et bien huilés de la démocratie sociale sont donc indispensables pour acheter le consensus populaire aux politiques guerrières des États. Dans le cadre actuel, il est intéressant de souligner que les tenants

<sup>34</sup> Voir : [https://en.wikipedia.org/wiki/New\\_Deal](https://en.wikipedia.org/wiki/New_Deal)

<sup>35</sup> Voir : [https://en.wikipedia.org/wiki/Dust\\_Bowl](https://en.wikipedia.org/wiki/Dust_Bowl)

du capital « mondialisé » sont les vestales de l'équilibre budgétaire, de la maîtrise des dépenses publiques improductives et de l'austérité. En revanche, la plupart des organisations souverainistes avancent des propositions de dépense étatique improductive d'une grande générosité. Les nationalistes de droite et d'extrême droite misent avant tout sur des baisses significatives et généralisées d'impôts tandis que les patriotes de gauche et d'extrême gauche avancent un peu partout l'idée d'un revenu citoyen garanti pour tous<sup>36</sup>. Les motivations officielles des uns et des autres importent peu. Ce qui est au contraire central est que les uns et les autres veulent faire exploser la dépense étatique improductive pour renforcer l'emprise de l'État sur la société civile. Un passage indispensable pour affronter la période de conflits en tout genre, de la phase en cours.

L'émergence de nouvelles puissances mondiales a remis en cause depuis plusieurs décennies la hiérarchie capitaliste planétaire. La dernière crise financière a ajouté un facteur essentiel de déstabilisation de l'ordre capitaliste mondial qui est la crise fiscale des États avec son corollaire de tensions commerciales, monétaires et budgétaires au sein de chacune des aires du marché mondial et entre elles. Les guerres et la course aux armements, surtout au Proche, Moyen et Extrême-Orient, dessinent des scénarios de grande instabilité géopolitique globale et accélèrent, en les amplifiant, les mouvements migratoires de masse.

Les États des pays capitalistes mûrs doivent faire face au décollement de pans entiers de leurs sociétés civiles respectives en raison des répercussions de la crise fiscale sur les instituts et les mécanismes de la démocratie sociale. En l'absence de luttes de classes significatives, la perte d'adhésion à l'État et à son ordre se manifeste de plus en plus par une demande d'autorité, de fermeture vers l'extérieur, de retour à une souveraineté devenue désormais impossible face au renforcement d'organes internationaux de commandement du marché mondial.

L'histoire ne se répète jamais à l'identique, mais les processus décrits augmentent les chances d'une déflagration planétaire dans la décennie. Le bloc social réactionnaire trouve désormais des expressions politiques adéquates à le représenter et influence des exécutifs exsangues. Si le prolétariat continue de rester sur la défensive, le risque d'une évolution fasciste des régimes démocratiques les plus consolidés deviendra bien réel. La lutte à mort contre le nationalisme dans toutes ses formes est plus que jamais d'actualité. Avis aux internationalistes prolétariens.

---

<sup>36</sup> « Recevoir de l'argent sous forme de cadeaux ou de prêts, c'était là la perspective au moyen de laquelle il espérait séduire les masses. Offrir et emprunter de l'argent, c'est à cela que se réduit toute la science financière du lumpenprolétariat, qu'il soit de condition distinguée ou de condition commune ». Karl Marx « *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, chapitre IV », 1851. Voir : [http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx\\_karl/18\\_brumaine\\_louis\\_bonaparte/18\\_brumaine\\_louis\\_bonaparte.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/18_brumaine_louis_bonaparte/18_brumaine_louis_bonaparte.pdf)

# NOTES CONTEXTUELLES AU TEXTE « CRISE DU LIBÉRALISME POLITIQUE »

## **Présentation**

À la suite de la discussion du texte « Crise du libéralisme politique », il nous apparut nécessaire d'en expliquer certains points en donnant des exemples et des précisions, et en tenant compte de l'évolution de la situation.

## **Des luttes prolétariennes aux mouvements démocratiques et à la crise de 2007-2008**

Historiquement, et jusqu'aux années de la crise financière de 2007-2008, le développement du capital avait remis au goût du jour le conflit entre travail et capital comme son élément moteur central. Le dernier cycle politique révolutionnaire du prolétariat s'est soldé par le triomphe de la contre-révolution sur ses deux derniers épisodes pré-révolutionnaires, en Iran en 1979 et en Pologne en 1980. L'écrasement de cette vague ascendante des classes exploitées n'a pas complètement enterré la perspective politique ouvrière. En dépit de la défaite historique des années 1970, la lutte de classe a continué à s'exprimer ici et là avec des intensités variables. La révolte des *townships* et les grèves massives en Afrique du Sud dans les années 1984 et 1985, le printemps chinois en 1989 et les grèves insurrectionnelles en Corée du Sud de 1996 et 1997 avaient maintenu le flambeau de la cause ouvrière. Des moments significatifs de lutte ont suivi en 1995, en France et dans d'autres pays capitalistes avancés. Aucun de ces épisodes de lutte de classe n'a cependant eu la force de renverser le cours contre-révolutionnaire dominant.

De plus, plusieurs mouvements démocratiques<sup>37</sup> ont indirectement et partiellement exprimé la contradiction des classes, l'antagonisme fondamental entre travail et capital, dans des territoires de la périphérie du capital. Ces mouvements n'ont pas été capables de surmonter leurs limites qui les situaient d'emblée dans le cadre global du capitalisme. Mais ils ont dû cohabiter avec la « question sociale », avec certaines aspirations révolutionnaires des classes exploitées qui s'exprimaient par leurs intermédiaires.

Ce scénario qu'on a connu jusqu'aux années 1990, où l'élément discriminant évident était la lutte des classes, a été un avantage que nous n'avons pas mesuré pleinement, grâce auquel nous avons pu sortir en fin de compte assez aisément de toute l'imagerie de la lutte de classe imposée par le stalinisme. Et ce nonobstant le fait que le « fil rouge »<sup>38</sup> a été coupé, à échelle internationale, à deux reprises au cours du XX<sup>e</sup> siècle, par la victoire de la contre-révolution dans les années 1920 et par la défaite de la fin des années 1970. La primauté visible de la lutte des classes avait été identifiée et interprétée à l'aune du marxisme assez rapidement, dès les années 1950 et 1960, par différents courants intellectuels et politiques qui ont permis de la replacer au cœur de la stratégie communiste et de lire le présent autrement qu'au travers des conflits internes aux classes dirigeantes. Ces conflits économiques, politiques, diplomatiques et militaires ont toujours eu lieu en raison de la dynamique même de la concurrence, le mouvement propre au capital. Il fallait et il faut les étudier attentivement

---

<sup>37</sup> Birmanie, Népal et Tibet en 2008, Iran en 2009, les dits printemps arabes à partir de 2010, Ukraine en 2013 et Hong Kong en 2014. Voir les textes spécifiques, disponibles sur notre site web, que nous avons dédiés à chacun de ces événements. Un texte de synthèse est également disponible, la Lettre n°40 :

<https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC1540%20FRvF%20.pdf>

<sup>38</sup> Le fil rouge est un concept d'origine bordiguiste qui investit le « parti » de la continuité avec les luttes du passé ; le merveilleux fil rouge qui court invariablement depuis 1848. Pour nous, il y a discontinuité entre les cycles politiques prolétariens : cette remarque n'est donc pas dépourvue d'ironie.

sans, pour autant, en faire le levier de l'histoire, rôle qui dans le capitalisme est joué par la lutte des classes.

C'est dans ce cadre que s'inscrit l'analyse de la situation actuelle.

En ce qui concerne l'accumulation du capital, on constate une succession de crises financières d'ampleur croissante depuis les années 1920, et inédites, pour celle de 2007-2008 et la crise fiscale des États qui en est issue. La profondeur de la contre-révolution et ces crises financières, en remettant en cause la démocratie sociale telle qu'elle s'était affirmée dans l'après-guerre (sans revenir aux mythologies stupides des Trente Glorieuses) ont créé les conditions de la totale subordination – que nous gageons temporaire – de la lutte entre le travail et le capital aux oppositions internes au capital. Rappelons que les deux moteurs du développement capitaliste sont la lutte du prolétariat contre l'exploitation et la concurrence entre capitalistes.

Depuis 1980, ces conflits internes aux classes dominantes existaient mais ils revêtaient d'autres formes et étaient de moindre ampleur. L'ancienne compétition Est-Ouest, après-guerre, n'avait pas ébranlé le cœur du capitalisme mondial. Les pays occidentaux ont prospéré, de nouvelles puissances capitalistes mûres ont émergé et la crise fatale du bloc colonial russe a permis au capital des pays qui l'avaient composé de se restructurer en profondeur afin de mieux combattre sur le marché mondial. Avec l'émergence des « dragons » (Corée du Sud, Taïwan, Singapour) et la prétendue « révolution informatique »<sup>39</sup>, les années 1980 ont été une période faste pour le capitalisme.

L'un des effets les plus significatifs de la crise fiscale des États succédant à la crise financière de 2007-2008 est l'amaigrissement de la démocratie sociale telle qu'on l'a connue dans l'après-guerre. Nous avons défini ainsi le fondement de cette évolution cruciale de l'État moderne : « *L'essor formidable de la productivité du travail a fait en sorte que, durant les longues périodes de croissance économique, le salaire réel (direct et indirect) des ouvriers augmente alors que le salaire relatif (à la valeur ajoutée produite) diminue.* »<sup>40</sup>

Au cours des années 2000, après la crise industrielle et financière de 2001, une première fissure s'est produite : le salaire réel a commencé à stagner dans la plupart des pays capitalistes développés. Mais l'État continuait de garantir tant bien que mal le filet du salaire dit social, le revenu tiré des aides sociales, et le marché immobilier en forte hausse garantissait l'accès au crédit à nombre de prolétaires propriétaires de leurs logements. La crise fiscale a mis à mal ces mécanismes de stabilisation sociale. En quoi et dans quel sens la crise de la démocratie sociale produite par la crise fiscale de l'État est-elle en train de modifier les modalités du contrôle social et politique de la société civile du capital ?

La crise fiscale a accéléré la compression des « minima sociaux » et a rendu cette partie du salaire redistribué – ou salaire indirect – de plus en plus ténue. On n'observe plus seulement une attaque s'exerçant sur le salaire direct, mais également une attaque contre toutes les sortes de revenus indirects qui en compensaient le gel. Avant son entrée en crise, l'État « social », c'est-à-dire l'État de la démocratie sociale, avait créé les bases matérielles de la pérennité des politiques sociales-démocrates, des politiques d'expansion du salaire redistribué. Aujourd'hui, et depuis dix à quinze ans, dans tous les pays développés, le salaire individuel continue de stagner. La réelle différence par rapport à l'avant

---

<sup>39</sup> Voir le Document de travail n°4 « Critique du concept de la nouvelle économie » :

[https://mouvement-communiste.com/documents/MC/WorkDocuments/dtmc\\_4\\_critique\\_concept\\_nouvelle\\_economie.pdf](https://mouvement-communiste.com/documents/MC/WorkDocuments/dtmc_4_critique_concept_nouvelle_economie.pdf)

<sup>40</sup> Voir la Lettre n°11 « Syndicats et lutte politique » :

<https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC0311.pdf>

2007-2008 est que le salaire redistribué, qu'il le soit directement par l'État ou par le biais des organes de la démocratie sociale, est en baisse sensible.

Ce tournant inédit depuis l'après-guerre a remis paradoxalement la question de l'État au centre du jeu. L'État n'est pas la société civile, même si l'État présuppose la société civile comme la société civile présuppose l'État. En effet, une société civile sans État ne serait autre que la communauté humaine sous le communisme. La société civile génère des corps intermédiaires et l'État, justifiant son rôle, représente la société civile, de manière certes incomplète et contradictoire. Mais l'État est-il encore capable de représenter au mieux la société civile, dont il est l'expression et l'ordonnateur ?

En grande synthèse, la réponse est double : l'État est toujours l'ordonnateur de la société civile du capital et pour le compte de ce dernier. Pourtant, il représente avec une difficulté croissante l'ensemble social, il a nettement moins de moyens de répondre à la demande de salaire indirect et davantage de mal à équilibrer les différentes forces sociales. Nous nous trouvons dans une situation étrange où l'État joue un rôle de plus en plus important dans la société civile, alors même que sa fonction de stabilisateur social se réduit. De plus en plus de domaines de son intervention sociale reçoivent des réponses insuffisantes de sa part, quantitativement et qualitativement. Les sollicitations qui lui sont adressées par la société civile augmentent alors que sa capacité d'y satisfaire diminue. Dans ce contexte, l'absence de luttes ouvrières génère un rapport de dépendance extrême à l'État des secteurs les plus touchés par les soubresauts de la société civile ; ce rapport se résume à une demande générale de protection.

Exprimer pareil désir de protection revient à se placer *a priori* sous la tutelle de l'État du capital. C'est l'opposé exact du mouvement du « libre esprit » incarné par la classe ouvrière de l'après-guerre. En effet, les luttes portées par ce mouvement ne concernaient ni uniquement, ni principalement des revendications salariales ou même de meilleures conditions de travail. Au contraire, il dépassait largement la dynamique revendicative en affirmant son autonomie politique, qu'il pratiquait en poursuivant les objectifs qu'il s'était fixés par l'action directe. Ce mouvement savait aussi investir et critiquer tous les aspects de la domination du capital, tels que la relation des hommes aux femmes, la relation aux enfants, la relation à l'éducation, à la sexualité, à l'art, à la culture, etc. En somme, c'était un mouvement pour l'autonomie ouvrière et pour le communisme. Ce que nous connaissons désormais appartient à un tout autre registre. La demande de protection adressée à l'État – même au rabais – entre en opposition frontale avec l'élément qui était la clé de voûte de la révolte ouvrière d'après-guerre, à savoir la pratique de l'autonomie de classe, le désir de prendre les libertés individuelles et collectives qui faisaient et font défaut.

Pourquoi au rabais ? Des exemples : on ne demande plus à l'État d'embaucher tous les chômeurs, on lui demande qu'il leur donne un *minimum* pour vivre. On ne lui demande pas de généraliser les hausses de salaires (par exemple dans le secteur public, par exemple à la SNCF), on se limite à lui demander de préserver le statut actuel. Même lorsque des secteurs du prolétariat luttent, ils partent battus dans leur tête, comme l'enseigne le dernier combat mené au sein de cette compagnie ferroviaire. Et ce, alors que la plupart des pays capitalistes développés sont aux prises avec des restructurations aussi ambitieuses que complexes créant un contexte objectif qui serait des plus favorables à une contre-offensive prolétarienne d'ampleur.

La demande de protection actuelle, dans les pays de l'ex-bloc colonial russe, est aussi en retrait par rapport à l'ancien compromis social, certes assorti d'une répression sévère. Dans les démocraties populaires, l'ordre reposait sur la garantie d'un salaire *minimum* et d'un poste de travail, en échange de la suppression des libertés individuelles et collectives. On peut mettre en parallèle cette

situation avec celle des pays capitalistes avancés, puisqu'on y accepte désormais d'être privés de libertés pourvu que l'État assure un semblant de « filet social » à une société civile ébranlée par la crise fiscale et la restructuration de l'État qui s'en suit.

### **Les partis politiques en crise**

L'État est parcouru par des tensions violentes qui se répandent dans l'ensemble de la société. Tous les appareils politiques traditionnels vont mal. Le système des partis est le système directement hérité des clubs, quand les clubs sont devenus de véritables organes représentatifs de secteurs entiers de la population, au XIX<sup>e</sup> siècle. Si, pour les révolutionnaires, la politique est la stratégie de la rupture avec le système capitaliste, elle représente pour la bourgeoisie l'art de la médiation. Contrairement à ce qu'avance la vulgate, ce n'est pas l'exercice du vote qui est l'élément d'égalisation politique au sein de l'État mais ce sont les relations qu'établissent les partis entre eux, donc des relations de médiation. Dans la démocratie libérale, la vocation du système des partis est d'absorber les réclamations et les aspirations émanant des différentes couches de la société, de les traiter pour, enfin, les ressortir réélaborés de manière à ce que la continuité de l'État (y compris politique) ne soit pas remise en cause nonobstant les changements de majorités, les votes, etc. Les partis font office de soupapes sociales et politiques. S'ils fonctionnent convenablement, la politique la plus favorable au capital social parvient à émerger par-delà les intérêts différents, qui coexistent aussi au sein des classes dominantes.

C'est *de facto* ce qui s'est produit dans l'après-guerre. L'efficacité du système des partis dans les pays capitalistes avancés avait accrédité l'idée, erronée, que la gauche et la droite du capital étaient devenues identiques, que leurs politiques convergeaient et que les alternances au gouvernement masquaient une politique unique. La chute du Mur en 1989 avait consolidé cette croyance. Or la chute du Mur a été suivie par les crises de 2001 et de 2007-2008. Le système des partis semblait avoir devant lui un avenir radieux en se figeant en un bipolarisme soluble composé de démocrates d'un côté et de conservateurs de l'autre, ou de la gauche et de la droite. Ces formations faisaient à peu près la même politique bien qu'avec des accents idéologiques différents. Cet état de choses a fait long feu.

Sous les coups des crises de 2001 et 2007-2008, de la crise fiscale des États et de la restructuration de ces derniers, le système des partis a commencé à s'effriter. Les partis les plus solides dotés de structures profondément enracinées, dont plusieurs ont traversé deux guerres et de multiples crises, comme les partis travailliste et conservateur anglais, sont au plus mal. Le parti tory au pouvoir est complètement éclaté entre pro et anti-Union européenne, tandis que le Labour subit l'OPA interne de Corbyn – que son homologue français Mélenchon a tentée, de l'extérieur, sur le PS français en déliquescence. En Allemagne, le grand parti qu'est la CDU, fort d'une dirigeante hors-pair comme Merkel, se déchire, lui, jusqu'au bord de l'éclatement sur les politiques migratoires. Et que dire des partis sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens aux Pays-Bas, en Autriche, en Italie, astreints à des ouvertures vers des partis dits antisystème, nationalistes et proto-fascistes ? Sans parler des États-Unis, même si les deux partis démocrate et républicain qui ont des structures permanentes légères et font appel à un militantisme se musclant au moment des échéances électorales, différent de ceux des grands partis européens : à l'élection de Trump ne survivent dans le Parti républicain que des gangs en guerre les uns contre les autres, quand le Parti démocrate, incapable d'en profiter, bat de l'aile.

La capacité des partis traditionnels d'opérer la synthèse entre les besoins foisonnants et contradictoires exprimés par la société civile, ainsi que leur fonction d'interpréter au mieux les intérêts des classes dominantes (et plus particulièrement de leurs secteurs les plus avancés), est grandement diminuée. Ces temps-ci, peinant à se faire force de proposition pour le capital, ils se cantonnent le plus souvent à vomir ce que la société civile exprime de prime abord, le rejet de l'autre, le désir de

protection étatique, etc. Trump, qui s'oppose aux grands patrons du capitalisme avancé et « mondialisé », illustre bien le phénomène.

Les politiciens adoptent des postures populaires caricaturales, en réduisant le discours politique à des images tirées du bar des sports, de l'hooliganisme. Le langage guerrier s'impose, autoritaire au sens propre du terme. Loin d'être des simples figures de style, ces éléments sémantiques témoignent de l'incapacité des partis d'agir en instruments d'élaboration et d'exécution fonctionnels au capital social. Cette fonction-là est désormais cantonnée aux élites, aux cénacles de la bourgeoisie préposés aux études et aux analyses. Une sorte de retour à l'époque des clubs.

Une renaissance des partis traditionnels s'opérant dans l'adversité, aux dépens du mouvement ouvrier à l'offensive, n'est pas à l'ordre du jour. La raison en est simple : la classe exploitée n'agit pas pour soi. Lorsqu'elle s'était rebiffée, dans les années 1960 et 1970, le système des partis avait sérieusement tangué. Mais il avait tenu, car il y avait un ennemi intérieur irréductible à battre, l'autonomie ouvrière. À chaque fois que la classe ouvrière fait face à la bourgeoisie dans son ensemble, cette dernière reconstitue rapidement son unité politique contre-révolutionnaire. Hélas, ce schéma qu'on a connu lors de la dernière vague prérévolutionnaire mondiale n'appartient pas aux perspectives décelables dans les dynamiques à l'œuvre.

### ***Évolution du rôle de l'État***

En un sens, l'« autonomie du politique »<sup>41</sup> saisit aujourd'hui l'État. En dépit de la crise fiscale, les capacités de l'État ne sont pas affaiblies. Sa domination sur la société civile qui s'exerce au moyen de son monopole de la force et de sa capacité structurante, se réalise en quelque sorte par défaut. Avant la crise fiscale, les classes avaient leurs référents composés d'un tissu épais d'organisations intermédiaires politiques, syndicales et associatives bien déployées, enracinées, stables et efficaces. Un tissu désormais effiloché, déchiré. Reste bien présent l'État, notamment central, qui domine la société civile sans avoir la prétention d'interpréter les aspirations et de représenter toute la société civile. Schématiquement, nous sommes donc en présence :

- d'États convalescents après une crise fiscale aiguë ;
- d'une société civile fragilisée à la fois par l'absence de luttes et par le recul du salaire redistribué ;
- de corps intermédiaires amoindris, voire disloqués ;
- d'une multiplication des demandes de protection étatique émanant de toutes les classes de la société civile (classes dominantes comprises) ;
- d'un paysage économique portant encore les stigmates de la période précédente.

À ce sujet, il convient de noter que :

- la productivité du travail n'a augmenté qu'au moyen de la compression de la masse salariale et non grâce à la généralisation d'investissements productifs expansifs, capables d'accroître à la fois la quantité de production et l'intensité du travail ;

---

<sup>41</sup> L'autonomie du politique fait référence aux années 1960-70 quand le mouvement du prolétariat affirmait son autonomie politique face à la bourgeoisie (à des degrés divers suivant les pays) en vue de la transformation sociale. Aujourd'hui, alors que les partis réactionnaires avancent vers ou sont au pouvoir, leurs programmes ne représentent pas les intérêts du capital avancé. L'exécutif n'est pas l'État tout entier, néanmoins on observe la tendance à ce que des États, sous la direction d'exécutifs souverainistes, soit saisi d'une sorte d'autonomie vis-à-vis de ses conditions préalables dont ils cherchent à s'abstraire.

- les grands paris technologiques qui se profilaient à l’horizon, tels que la robotisation et l’intelligence artificielle, n’ont pas, jusqu’à présent, porté leurs fruits ;
- l’émergence depuis trois décennies de nouvelles puissances économiques et financières, dont les phares sont la Chine et l’Inde, s’accélère ;
- des puissances régionales comme l’Iran, la Turquie ou l’Arabie saoudite, étendent leur rayon transnational d’action et s’apprêtent à assumer, pour plusieurs d’entre elles, une place qui dépasse le périmètre régional.

Le monde est redevenu instable et dangereux, commentent les analystes du capital – ce qui constitue une source ultérieure de renforcement du rôle central de l’État. Les guerres locales se multiplient, les conflits commerciaux aussi. Nous avons suggéré en 2009<sup>42</sup> que la crise financière de 2007-2008, suivie d’une crise industrielle profonde mais courte et d’une crise fiscale longue et grave, se solderait, en l’absence d’un rebond généralisé de la productivité du travail social, donc d’une augmentation rentable pour le capital de sa composition technique, par une guerre monétaire et par une guerre commerciale. Autant de phénomènes qui se réalisent sous nos yeux. La guerre commerciale de tous contre tous fait rage tandis que la guerre monétaire se joue sur le terrain des dévaluations compétitives, de la réduction de la taxation des entreprises et de la lutte pour le maintien ou pour l’acquisition du statut enviable de monnaie internationale intégrée aux réserves des banques centrales.

Bien que la situation du capital social global ne soit pas excellente, l’accumulation du capital va bon train. À en croire les économistes de la bourgeoisie, la prochaine crise cyclique, crise industrielle, serait proche. Les années 2019 ou 2020 sont régulièrement avancées. Quant à son intensité, il est malaisé de la prédire car elle dépend de nombreuses variables impossibles à modéliser. En attendant, l’accumulation se poursuit sur les mêmes bases technologiques qu’auparavant, par conséquent au détriment quasi exclusif de la masse salariale couplé à l’extension et à l’intensification du travail ; intensité du travail qui ne tient qu’à l’augmentation des rythmes et à la détérioration des conditions de travail. Cette situation, dont nous venons de proposer une vue d’ensemble, engendre un monstre politique.

### **Le proto-fascisme**

Le monstre qui prend forme est quelque chose que les révolutionnaires n’avaient pas rencontré depuis les années 1910 et 1920, à l’orée du fascisme. Il arbore des traits empruntés au proto-fascisme historique, dans les rangs duquel nous incluons l’*Associazione Nazionale Italiana*, l’Union du peuple russe, l’Action française et le Cercle Proudhon, le Parti social-chrétien autrichien et le Parti populaire national allemand (voir texte suivant). Ces mouvements connurent des existences plus ou moins brèves mais tous fournirent des éléments idéologiques essentiels, ainsi que des cadres politiques, aux formations fascistes qui leur succédèrent. Dont, en guise de principale contribution idéologique, un nationalisme forcené mâtiné de racisme, d’isolationnisme et de postures guerrières. Ces groupes proto-fascistes croisèrent l’offensive ouvrière de la fin des années 1910 et passèrent le témoin aux fascistes, une fois la défaite du mouvement révolutionnaire consommée. De nos jours, en revanche, les mouvements nationalistes nouveaux qui s’affirment un peu partout n’ont pas eu à survivre à l’autonomie prolétarienne, battue bien avant leur naissance par la social-démocratie et sa variante stalinienne.

Il semble que leur marche triomphale ne doive rencontrer d’obstacles à la mesure du mouvement révolutionnaire qui secoua l’Espagne des années 1930. La défaite de ce dernier, ultime

---

<sup>42</sup> Voir : <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/TR090501.pdf>

épisode glorieux de la plus puissante vague révolutionnaire de tous les temps, fut l'accélérateur involontaire du cours à la guerre ; guerre dont l'Espagne révolutionnaire servit de banc d'essai. Une différence de taille avec la situation actuelle, qui a probablement joué contre la transformation d'une guerre internationale menée dans une région particulière de la planète – comme la guerre en Syrie ou le conflit en Ukraine – en guerre mondiale proprement dite. N'en déplaise au Vicaire de Rome, les nombreuses guerres régionales qui sévissent aujourd'hui ne sont pas la guerre mondiale. Elles ne déboucheront pas nécessairement sur un conflit général ; une possibilité qu'il ne faut cependant pas écarter absolument. Mais ces guerres alimentent la peur et la tendance au repli sur « son » État et sur « sa » nation.

Quel est le levier de ces agrégations proto-fascistes ? C'est précisément la demande de protection étatique, provenant en particulier des secteurs de la société civile les plus menacés par le marché mondial et par la crise de la démocratie sociale. Sans réserves, employés, commerçants de détail, petits patrons dont les conditions de vie et de travail sont mises à mal par l'internationalisation de la production et de la circulation des marchandises, de même que par l'amenuisement de la redistribution des « richesses » par l'État, sont les couches les plus perméables à la pénétration du message proto-fasciste contemporain ; y compris, malheureusement, d'importants secteurs du prolétariat. Les organisations proto-fascistes, qui ne considèrent pas la politique comme une médiation entre intérêts divergents au service du capital avancé, doivent leur succès à leur capacité d'exprimer les pires pulsions secrétées par la société civile.

La social-démocratie historique, ou ce qu'il en reste, plaide pour des politiques d'austérité. Les sociaux-démocrates, tout comme les conservateurs traditionnels, interprètent correctement la problématique de la restructuration de l'État. En revanche, les formations proto-fascistes qui ont le vent en poupe contestent la représentation politique de la bourgeoisie avancée et plaident généralement pour des politiques keynésiennes. Or, la politique keynésienne *ante litteram* fut adoptée par le fascisme italien, par le nazisme allemand ou encore par les États-Unis du New Deal entre les deux guerres... Certains de nos automatismes conceptuels sont donc à ajuster : par exemple, celui qui voudrait qu'à l'époque du capitalisme mûr et du marché mondial, l'État soit d'emblée et continuellement le comité d'affaires de la bourgeoisie ou, encore, que la démocratie bourgeoise – étant le meilleur régime pour interpréter les intérêts du capital et en aider le développement – ne puisse que triompher partout.

Si l'État est bien le comité d'affaires des classes dominantes et la démocratie bourgeoise, le régime le plus adapté à l'accumulation du capital, les conditions particulières dans lesquelles nous nous trouvons imposent d'introduire des facteurs qui complexifient notre analyse. Quand l'État, du fait de la crise fiscale, doit impérativement agir en priorité en capital individuel, il peut être amené à délaisser son rôle de garant de l'intérêt général du capital social du territoire sous son autorité. Par ailleurs, au moment où les organes de la démocratie politique et sociale se délabrent et se décomposent, la société civile est susceptible de générer des mouvements qui démolissent les fondements de la république démocratique. Son attribut politique essentiel, le parlementarisme, est attaqué par les proto-fascistes au nom d'une démocratie qui serait plus réelle, moins formelle, la démocratie participative.

### ***La démocratie participative***

L'un des idéologues de la démocratie participative, Davide Casaleggio, fils du fondateur du Mouvement 5 Étoiles (M5S) italien, a récemment sonné le glas de la démocratie parlementaire dans

une interview au quotidien raciste *La Verità* publiée fin juillet.<sup>43</sup> « *Aujourd'hui, grâce au web et aux nouvelles technologies, existent des instruments de participation décidément plus démocratiques et efficaces en termes de représentativité populaire que tout modèle existant de gouvernement issu du XX<sup>e</sup> siècle. Le dépassement de la démocratie représentative est inévitable.* » Pour Casaleggio Jr, la démocratie participative existe déjà : elle est matérialisée par la plate-forme électronique de consultation interne du M5S qu'il dirige. Une plate-forme conçue par sa propre société de services informatiques.

Moins d'un mois après lui a fait écho Giancarlo Giorgetti, l'idéologue de Matteo Salvini occupant la fonction de secrétaire à la Présidence du Conseil italien. Après avoir souligné « *la crise de tous les corps intermédiaires, du monde du crédit coopératif en passant par les associations professionnelles jusqu'aux syndicats* »<sup>44</sup>, le 20 août, il a déclaré que le « *parlement ne compte plus rien parce qu'il est perçu par les citoyens électeurs comme le lieu de l'inefficacité de la politique. Si on continue comme cela à défendre le fétiche de la démocratie représentative on ne fait pas du bien à la démocratie.* » Rien de très différent des déclarations de Viktor Orbán, le Premier ministre hongrois qui, au moment de sa troisième investiture consécutive à ce poste, en mai 2018, clamait haut et fort que « *l'ère de la démocratie libérale est arrivée à son terme.* »<sup>45</sup>

En quoi la démocratie participative ainsi mise en avant participe-t-elle du projet de mutation de la démocratie parlementaire libérale ? Instrument central de la constitution politique du peuple aux mains des proto-fascistes, elle sert leur entreprise de conquête de l'hégémonie culturelle. Le peuple, fédéré par la demande de protection qu'il adresse à l'État, faisant corps avec ce dernier, renonce à toute autonomie politique. Il considère comme ses propres ennemis les ennemis intérieurs (immigrés) et extérieurs (les États concurrents, ou encore l'Europe) désignés par les proto-fascistes qui se sont emparé, au moyen des élections organisées dans le cadre formel de la démocratie libérale, du pouvoir exécutif. L'avènement des régimes fascistes ne se produisit pas autrement. Les élections italiennes de 1921 et de 1924 consistèrent en réalité en un vote pour ou contre Mussolini et, de 1930 à 1933 en Allemagne, en un vote pour ou contre Hitler.

Le référendum, la mutation des élections parlementaires en plébiscite pour ou contre un homme, pour ou contre une politique nationaliste et raciste font partie de l'arsenal des proto-fascistes. Le cas américain est exemplaire. Trump a entièrement personnalisé la campagne présidentielle américaine. Il a incarné le désir d'être protégés par l'État des secteurs les plus arriérés de la société civile, notamment de certaines fractions de la classe ouvrière. En les muant en plébiscite pour ou contre sa personne, il a transformé sur le fond les élections démocratiques tout en préservant leur forme.<sup>46</sup> L'Italie a été le théâtre d'un processus comparable. Le M5S y a remporté les élections grâce à sa proposition de distribuer à tout le monde un « revenu de citoyenneté » en échange de prestations gratuites aux services de l'État. Et la *Lega* de Salvini, qui partage le gouvernement avec le M5S, s'est imposée en promettant de jeter les immigrés clandestins à la mer et d'introduire une taxation étale à 15 % pour tout le monde. Dans la Botte on ne discute plus guère des façons de faire reculer la dette de 2 300 milliards d'euros, l'équivalent de 140 % du PIB, mais on promet de virer les immigrés. Et les dernières élections politiques, tenues le 4 mars 2018, ont bien été un référendum pour ou contre ces derniers.

---

<sup>43</sup> Voir : <https://inunfuturoaprile.it/wp-content/uploads/2018/07/intervista-casaleggio.pdf>

<sup>44</sup> Voir : <https://www.meetingrimini.org/default.asp?id=904&item=7171>

<sup>45</sup> Voir : [http://lesalonbeige.blogs.com/my\\_weblog/2018/05/viktor-orban-a-la-place-de-la-d%C3%A9mocratie-lib%C3%A9rale-naufrag%C3%A9-nous-avons-l'intention-de-b%C3%A2tir-la-d%C3%A9mocr.html](http://lesalonbeige.blogs.com/my_weblog/2018/05/viktor-orban-a-la-place-de-la-d%C3%A9mocratie-lib%C3%A9rale-naufrag%C3%A9-nous-avons-l'intention-de-b%C3%A2tir-la-d%C3%A9mocr.html)

<sup>46</sup> Voir le Bulletin n°13 « L'élection présidentielle aux États-Unis consolide la tendance mondiale à la constitution de blocs sociaux réactionnaires. » : <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT1612FR%20vG.pdf>

La variante d'extrême gauche de la démocratie participative (Nuit debout, Notre-Dame-des-Landes, No Tav, etc.) est soluble dans la démocratie plébiscitaire telle qu'elle se rencontre actuellement. Quand on convie les électeurs à se prononcer par voie référendaire pour ou contre une centrale nucléaire ou un aéroport, on réduit une question complexe à un choix binaire qui appelle un simulacre de réflexion et dont l'exécution n'est pas contrôlée par ceux qui ont participé à la consultation. Et ce, en dépit du bien-fondé de la cause. La Confédération helvétique est passée maître en la matière des référendums pilotés par les politiciens et sans conséquences notables pour la société civile. L'autre corollaire de la démocratie participative d'extrême gauche, qui en fait un appendice de la démocratie plébiscitaire des proto-fascistes, est l'idée que la participation directe crée une communauté agissante cimentée par des affinités électives. La constitution d'une communauté se ferait ainsi par et dans l'action. Sans regard pour les appartenances de classe, c'est l'action qui formerait le peuple. Une vision qui, dépouillée des mythologies gauchistes, ressemble furieusement aux mythes nazis, fascistes et staliniens de l'homme nouveau, des élites éclairées de la « *communauté des combattants* ».

### ***Pendant ce temps-là, la chasse aux immigrés décolle***

Il n'y a pas que les élections nationales ou régionales successives qui indiquent un basculement progressif vers la droite extrême dans toutes ses variantes. Deux événements alarmants ont marqué 2018, en Italie et en Allemagne.

En Italie d'abord, sur fond de campagne électorale, le 1<sup>er</sup> février à Macerata<sup>47</sup>, une prostituée italienne consommatrice de drogues dures, Paola Mastropietro, a été violée par quatre Nigériens puis tuée et dépecée par son pourvoyeur de came, Innocent Oseghale, 29 ans, lui aussi Nigérian et accessoirement amateur d'organes humains. Sitôt les faits connus, la réaction se déchaîne. Elle n'est pas le fait des seuls extrémistes de droite mais aussi de « citoyens ordinaires », ne faisant pas mystère de leurs noms, qui exigent l'arrêt de l'immigration, des condamnations fermes, des expulsions, etc. Le 3 février, un militant d'extrême droite, Luca Traini, échauffé, prend sa voiture, son arme (un Glock), et sillonne la ville en tirant sur des immigrés africains ainsi que sur le siège local du Parti Démocrate. Il en blesse six grièvement. Dès son arrestation, il reçoit des milliers de messages de soutien – certains arguent que « *s'il avait voulu tuer, il serait sorti de sa voiture !* » – et de dons en argent<sup>48</sup>. Le 7 février, CasaPound organise à Macerata une manifestation en sa faveur, imitée le lendemain par Forza Nuova. Une contre-manifestation est prévue pour le 10. Le maire, Romano Carancini, convainc le Parti Démocrate, la FIOM et l'ANPI (une association d'anciens partisans) de ne pas s'y joindre. Néanmoins, vingt mille manifestants venus de toute l'Italie y participeront.

En Allemagne ensuite, à Chemnitz, où se déroulent des chasses spontanées à l'immigré, dès le 29 août, alors qu'un Allemand a été tué la veille. Le 30, plus d'un millier de protestataires d'extrême droite y défilent au cri de « *Merkel démission* ». Le 1<sup>er</sup> septembre, une manifestation officielle réunit dix mille personnes, depuis les « citoyens ordinaires » jusqu'aux nazis, en passant par l'AfD et Pegida.<sup>49</sup> Cet épisode témoigne, hélas, d'un saut « qualitatif » en ce qu'une partie des services de l'État<sup>50</sup>, opposée à Merkel, soutient en sous-main l'AfD qui elle-même protège Pegida, donc les nazis. Ce qui expliquerait la rapidité surprenante de l'organisation de la manifestation. Depuis cette

---

<sup>47</sup> Préfecture de la province éponyme, dans la région des Marches, cette ville de 43 000 habitants est à municipalité PD.

<sup>48</sup> Depuis, Traini a été condamné, le 03 octobre, à 12 ans de prison.

<sup>49</sup> Le cortège défile, avec force saluts hitlériens, sous le regard impuissant d'un grand buste de Marx.

<sup>50</sup> Le chef des services secrets allemands, Hans-Georg Maassen (1962-), sur la sellette pour complaisance avec l'extrême droite, a finalement été remercié le 8 novembre.

date, l'extrême droite défile dans la ville, tous les vendredis, pour réclamer l'expulsion des immigrés hors d'Allemagne.<sup>51</sup>

Ces actes de haine anti-immigrés ne sont pas isolés, d'autant que les méfaits sordides dont certains immigrés se rendent coupables les excitent. Ainsi, dans la petite ville de Kandel (Rhénanie-Palatinat), un Afghan de 19 ans avait poignardé sa petite amie l'année dernière. Pour l'anniversaire du meurtre, la pression est montée contre les migrants.<sup>52</sup> Tout cela malgré une grande presse (journaux, radios, télé) globalement « pro-immigrés ». À Köthen, en Saxe-Anhalt, une marche de deux mille personnes a eu lieu le 9 septembre, à la suite du décès d'un Allemand de 22 ans lors d'une rixe avec deux jeunes Afghans, au sortir d'une boîte de nuit. Par ailleurs, d'autres manifestations avaient eu lieu à Hambourg et à Munich.<sup>53</sup> Davantage que les actions des nazis, c'est l'émergence d'un phénomène pogromiste spontané que nous retenons de ces réactions anti-immigrés. Elles n'entraînent pas, pour l'instant, un renforcement des groupes ou partis fascistes qui attaqueraient systématiquement des immigrés, voire des ouvriers en grève, mais elles préparent un terrain propice à pareils développements.

### **Conclusion toute provisoire**

« La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois », expliquait Karl Marx (cité par Lénine dans L'État et la révolution). Et Lénine ajoutait : « Au parlementarisme vénal, pourri jusqu'à la moelle, de la société bourgeoise, la Commune substitue des organismes où la liberté d'opinion et de discussion ne dégénère pas en duperie, car les parlementaires doivent travailler eux-mêmes, appliquer eux-mêmes leurs lois, en vérifier eux-mêmes les effets, en répondre eux-mêmes directement devant leurs électeurs. Les organismes représentatifs demeurent, mais le parlementarisme comme système spécial, comme division du travail législatif et exécutif, comme situation privilégiée pour les députés, n'est plus. »<sup>54</sup>

L'organisation sociale du communisme est fondée sur la convergence du pouvoir exécutif, du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire. Les soviets, les conseils ne décident pas juste de changer une machine, mais ils la changent après s'être donné les moyens de le faire. C'est une organisation sociale où les trois pouvoirs sont totalement unifiés à tous les échelons.

Or, dans la conception de la démocratie participative, c'est le contraire. Premièrement, le périmètre de l'organisation sociale est défini uniquement par l'action communément menée. Deuxièmement, la participation à l'action n'engendre pas d'organisation sociale. Ce n'est pas parce qu'on a participé à l'action que l'on détermine ou décide l'exécution de l'action. L'action est une pure expression et non un moyen de transformation. Sous couvert d'un fonctionnement très basiste, il s'agit en fait d'un fonctionnement élitiste. Seuls ceux qui sont dans l'action ont le droit de réaliser ce qui a été décidé ; *a contrario*, pour les communistes, la société post-capitaliste n'est pas une société à démocratie directe réservée aux élus unis par affinités. Au contraire, la société communiste hérite du système libéral de l'électivité en le corrigeant par la rotation des tâches, la révocabilité, le mandat impératif. C'est donc un système électif. Troisièmement, il doit recouvrir le périmètre du bloc social révolutionnaire, le prolétariat et ses alliés, pas seulement l'espace étriqué de ceux qui agissent. La dictature du prolétariat n'est pas la dictature du Parti. Pour les tenants de la démocratie participative,

<sup>51</sup> Voir : <https://www.nytimes.com/2018/10/31/world/europe/germany-far-right-immigration-protests-chemnitz.html>

<sup>52</sup> Voir : [https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/04/04/kandel-foyer-des-angoisses-identitaires-allemandes\\_5280488\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/04/04/kandel-foyer-des-angoisses-identitaires-allemandes_5280488_3214.html)

<sup>53</sup> Voir : [https://elpais.com/internacional/2018/09/10/actualidad/1536579836\\_765027.html](https://elpais.com/internacional/2018/09/10/actualidad/1536579836_765027.html)

<sup>54</sup> V. Lénine, *L'État et la révolution*, chapitre III « L'expérience de la Commune de Paris (1871). Analyse de Marx ». Voir : <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/08/er3.htm>

les liens sociaux se réduisent à des relations affinitaires entre individus isolés. Aussi, ces derniers ne sont pas des liens politiques, programmatiques, exprimant un projet de transformation sociale ample, à la mesure du rapport social capitaliste à détruire. Ils sont juste des manifestations éphémères coïncidentes entre individus privés.

Pour les communistes, il n'y a pas d'organisation sociale sans transformation sociale.

Pourquoi, dans la démocratie libérale, les trois pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire) sont-ils séparés ? Parce que la raison d'être de la démocratie libérale est la spécialisation du mécanisme de décision et la confiscation à la société tout entière des prérogatives qui sont déléguées à d'autres sur la base de la constitution de corps séparés fonctionnels au maintien de l'ordre capitaliste. C'est une conception de l'État que nous combattons. Notre conception de la transition prévoit que chaque prolétaire, chaque individu social appartenant à la classe exploitée et à ses alliés, a la faculté d'être à la fois concepteur, réalisateur et surveillant de ce que la collectivité a décidé par et avec ses organes propres. Finaliser la transformation sociale à l'échelle de milliards d'êtres humains exige l'adoption de mécanismes de représentation. Elle impose la construction d'une organisation politique et sociale complexe qui ne tolère la spécialisation d'aucun et prévienne les abus dans le mécanisme de délégation. Comment combattre ces tendances à l'autonomisation d'une partie vis-à-vis du tout, à la confiscation du pouvoir ouvrier par certains ? Nous n'avons pas de recettes toutes faites.

La révolution n'est pas une question d'organisation. La révolution est d'abord un fait de conscience collective. Il y a un moment où la conscience collective s'exprime par des actes conformes. Ensuite, elle s'organise à partir du nouveau rapport de force établi. Et l'organisation doit être elle-même fonctionnelle à la poursuite des objectifs fixés par le mouvement de transformation révolutionnaire. Cette nouvelle organisation politique et sociale a une tâche primordiale à remplir : produire un plan de dépassement du capitalisme partagé par la grande majorité des individus sociaux. Un plan élaboré et appliqué d'en bas et pas calé d'en haut. La gymnastique de la dictature ouvrière commence ici et n'attend pas la prise du Palais d'Hiver. L'organisation ouvrière autonome, quand elle s'affirme par et dans la lutte politique de classe, est déjà la préfiguration de la société nouvelle. Elle en est l'anticipation pratique, elle entraîne et convainc les indécis, les hésitants, en reconquérant temps et espace au capital dans les lieux de production et de reproduction.

La situation actuelle, ses évolutions potentielles, n'impactent pas encore l'activité des minorités communistes. Toutefois, si la tendance proto-fasciste se confirmait en direction du fascisme déployé, ce qui n'est pas encore acquis, il est évident que des changements seraient à prévoir. Nous devons étudier les expériences analogues du passé, réfléchir à ce qu'ont fait les organisations révolutionnaires confrontées au proto-fascisme et au fascisme naissant, imaginer des modalités de recrutement, d'agitation et de propagande adaptées. Ce qui est avéré, c'est la marginalité dans laquelle se trouve, pour l'heure, la lutte entre travail et capital. C'est encore le fait qu'il faille compter avec le danger croissant de l'avancée du proto-fascisme, conscients que la résistance des fractions du capital avancé ne constitue pas un rempart, comme les années 1930 et 1940 l'ont démontré. Seul le communisme a la capacité d'enterrer le fascisme et, avec lui, la démocratie qui le tire de ses propres entrailles.

# À PROPOS DES MOUVEMENTS PROTO-FASCISTES

## Présentation

En complément des textes précédents qui traitent, entre autre, de la démocratie plébiscitaire, nous proposons quelques notes de lecture sur des mouvements proto-fasciste ou préfasciste de l'entre-deux guerres (même si certains ont existé avant la première guerre mondiale). Le choix de ces mouvements n'est pas exhaustif, ni leur description mais il s'en dégage un certain nombre de traits communs qu'on retrouve dans certains mouvements d'aujourd'hui. C'est la toute première pierre de travaux ultérieurs putatifs.

Le choix s'est donc porté sur l'Action française, l'*Associazione nazionalista* italienne de D'Annunzio, le DNVP – le Parti national allemand du peuple – et le DHV – l'Union nationale allemande des employés du commerce –, le Parti social-chrétien autrichien et l'Union du peuple russe.

On peut y reconnaître des traits communs : l'origine religieuse chrétienne, le conservatisme, l'antisémitisme et une tentative de réassocier la classe ouvrière à la nation non comme classe mais comme somme d'individus isolés.

## L'Action française

### Naissance

L'Action française naît en réaction à l'affaire Dreyfus en 1898. L'idée de créer le mouvement est lancée par Maurice Pujo, le 19 décembre 1898. Maurice Pujo<sup>55</sup> vient avec Henri Vaugeois<sup>56</sup> de l'Union pour l'action morale et le spiritualisme républicain que dirige Paul Desjardins<sup>57</sup>, cercle d'intellectuels qui veulent « *instaurer le règne de la Vertu et de la Morale.* » Il s'oppose au soutien de l'Union à Dreyfus<sup>58</sup>. Le 20 juin 1899, le mouvement naît officiellement<sup>59</sup>. La *Revue d'Action française* est fondée au mois de juillet. Il s'agit pour les fondateurs de l'Action française de tirer la leçon du fiasco de la Ligue de la patrie française<sup>60</sup> qu'ils estiment faible sur le plan doctrinal en dépit de son succès (cent mille adhésions recueillies en vingt-quatre heures et le patronage de la moitié de l'Académie française mais aussi de nombreux artistes comme Degas et Renoir, des politiciens comme Déroulède ou de Cavaignac, etc.). Le but est d'effectuer une réforme intellectuelle du nationalisme « *réaction d'abord* ». Si Vaugeois est républicain, il s'associe avec Charles Maurras (1868 – 1952) un monarchiste, mais aussi avec des catholiques et des libres-penseurs. Le mot d'ordre commun est « *la seule France* » et leur leitmotiv est de réagir contre l'anarchie qu'ils déclarent « *résulter de la proclamation sans précaution ni contrepartie des droits de l'homme* ». Dès 1899, la revue s'affirme antisémite, hostile à la démocratie et rejette « *la liberté comme base de l'ordre social* ». L'Action française est, dès sa création, radicalement engagée dans le camp antidreyfusard. Elle se félicite de sa condamnation et conteste le décret de grâce qui lui est ultérieurement accordé, le qualifiant de « *Juif traître* ». Après la grâce de Dreyfus (1899) et plus encore après sa réhabilitation (1906), l'Action française n'aura de cesse, pour reprendre le mot de Maurras, de « réviser » l'affaire. Elle mènera ainsi,

<sup>55</sup> Maurice Pujo (1872 – 1955) journaliste, d'abord classé à gauche, fondateur en 1908 des Camelots du Roi, dirige le quotidien *L'Action française* de 1908 à 1944. Soutient avec Maurras le régime de Vichy, emprisonné de 1944 à 1951.

<sup>56</sup> Henri Vaugeois (1864 – 1916), professeur de philosophie, d'abord républicain de gauche.

<sup>57</sup> L'Union a existé de 1892 à 1904, puis s'est transformée en Union pour la vérité, de 1904 à 1940. Paul Desjardins (1859 – 1940). Voir : [https://www.persee.fr/doc/mcm\\_1146-1225\\_1999\\_num\\_17\\_1\\_1203](https://www.persee.fr/doc/mcm_1146-1225_1999_num_17_1_1203)

<sup>58</sup> Au même moment, est créée la Ligue de la patrie française (antidreyfusarde), pour s'opposer à la Ligue des droits de l'homme (dreyfusarde) qui vient juste d'être créée. Certains des fondateurs de l'Action française participent à la Ligue de la patrie française.

<sup>59</sup> Y participent, entre autres, Maurice Barrès et François Césaire de Mahy.

<sup>60</sup> Mouvement antidreyfusard fondé le 31/12/1898, dissout en 1904.

de 1906 à 1911, une campagne ininterrompue et d'une rare violence qui lui vaudra d'être plusieurs fois lourdement condamnée à la suite des plaintes portées par le commandant Dreyfus lui-même.

À la suite de la Loi de séparation des Églises et de l'État du 9 décembre 1905, une réaction catholique contre la laïcité s'organise avec des manifestations anti-gouvernementales. Nombre de catholiques s'estiment dépossédés de leur citoyenneté et l'Action française est là pour rétablir leurs droits sur la nation. Mais ils voient aussi en l'Action française une défense rigoureuse du dogme de la foi chrétienne.

La condamnation du Sillon<sup>61</sup>, par le Pape en 1910, augmente l'intérêt des catholiques pour l'Action française. Le mouvement de Maurras, de par la foi chrétienne partagée par ses membres et selon des considérations sociales et politiques, voit en l'Église catholique, apostolique et romaine l'instigateur de l'équilibre politique français et l'assurance d'un corps social français en « bonne santé ».

## Idéologie

Charles Maurras<sup>62</sup>, le chef du mouvement d'Action française, distingue le « pays réel » du « pays légal » (les institutions républicaines). Ces expressions lui servaient à affirmer dans les débuts de la III<sup>e</sup> République que la vie politique française (« pays légal ») serait totalement étrangère aux préoccupations et aux besoins de la France. Voici quelques points de l'idéologie de l'Action Française.

### Le principe électoral et le suffrage universel.

Les électeurs sont incapables de se prononcer en faveur du bien public, incompetents pour le discerner, inaptes à désigner les bons gouvernants. Maurras pense que le suffrage universel est conservateur donc n'est pas à supprimer. L'Action française s'oppose violemment à la démocratie, à la république, et au parlementarisme. « *La démocratie, c'est le mal ; la démocratie, c'est la mort.* » Paradoxalement, dès 1910, Maurras soutient l'accès des femmes aux études supérieures et demande le droit de vote des femmes dès 1919.

### Pensée économique et sociale

À partir de 1908, l'Action française est pour « *la nécessité d'incorporer le prolétariat à la société, de donner aux ouvriers de la grande industrie des garanties sérieuses qui fissent partie du statut national.* » Ainsi, déjà favorable au corporatisme, elle devient sur le plan économique proche du patronat. D'ailleurs, dans les années 1909-1910, déçu par la CGT, Georges Sorel se rapproche un temps de l'Action française – sans toutefois en partager le nationalisme ni la visée politique. Ses idées inspirent les initiateurs du Cercle Proudhon, formé en décembre 1911, afin de rassembler syndicalistes révolutionnaires et royalistes autour de l'instauration de salut publique d'une monarchie fédérative, donc sociale. Des tentatives de rapprochement avec le « syndicalisme jaune » de Pierre Biétry<sup>63</sup> sont également effectuées. Mais ces efforts pour gagner le monde ouvrier demeurent toutefois vains.

---

<sup>61</sup> Le Sillon est un mouvement, fondé en 1894, par Marc Sangnier (1873 – 1950) visant à rapprocher le catholicisme avec la République et les ouvriers avec la religion.

<sup>62</sup> Charles Maurras (1868 – 1952), journaliste, académicien, directeur de *L'Action française*. Soutient le régime de Vichy, emprisonné de 1944 à 1951.

<sup>63</sup> Pierre Biétry (1872 – 1918), horloger, d'abord militant du POF et syndicaliste, tourne casaque en 1901 et rejoint l'Union fédérative des syndicats et groupements ouvriers professionnels de France et des colonies (fédération antisémite et d'extrême-droite dont la devise était « Travail, Famille, Patrie ». Il rompt avec et fonde la Fédération nationale des Jaunes de France (1902-1912). Biétry était pour la réconciliation des classes contre la lutte des classes.

Maurras ne fait pas, comme Georges Sorel et Édouard Berth<sup>64</sup>, le procès systématique de la bourgeoisie où il voit un appui possible. À la lutte des classes, Maurras préfère opposer comme au Royaume-Uni, une forme de solidarité nationale dont le roi peut constituer la clef de voûte. À l'opposé d'une politique de masse, il aspire à l'épanouissement de corps intermédiaires librement organisés et non étatiques, l'égoïsme de chacun tournant au bénéfice de tous. Les thèmes sociaux que traite Charles Maurras sont en concordance avec le catholicisme social et avec le magistère de l'Église tout en relevant également d'une stratégie politique pour arracher à la gauche son emprise sur la classe ouvrière.

### L'antisémitisme d'État

Dès sa création, l'Action française proclame un antisémitisme virulent contre Dreyfus. Charles Maurras théorise une nouvelle forme d'antisémitisme, l'« antisémitisme d'État » pour qui, cette forme serait différente de l'« antisémitisme de peau ». La première guerre infléchit cette position. C'est la naissance des qualificatifs « Juifs bien né » et « Juifs mal nés ». Les premiers sont les « patriotes » ou « Juifs français » qui ont montré qu'ils pouvaient « s'amender » du fait de leur engagement pendant la première guerre mondiale, les seconds sont les Juifs étrangers. L'antisémitisme de l'Action française évolue en déplaçant sa cible à l'extérieur des frontières. À partir de 1933, Maurras fait la distinction entre « l'antisémitisme allemand » dont il expliquait la « tradition de brutalité » par les fondements biologiques de la notion de race, par l'idéologie de la race pure et un antisémitisme français à qui il déniait son caractère raciste en raison de son absence de fondements biologiques. Il ne s'agit pas de dire « Mort aux Juifs » qui ont droit à la vie comme toutes les créatures mais : « *À bas les Juifs parce qu'ils sont montés trop haut chez nous. Notre antisémitisme d'État consiste à leur reprendre, à leur interdire ce qu'ils ont pris de trop et en premier lieu, la nationalité française, alors qu'ils en ont une et indélébile, et qu'ils gardent toujours en fait. On ne me fera pas démodre d'une amitié naturelle pour les Juifs bien nés.* »

### Le « pacifisme armé »

L'Action française a toujours voué son existence au salut matériel de la patrie française. C'est dans cette logique qu'elle a toujours dénoncé le désarmement car, pour elle, le désarmement tue la paix. Elle s'explique entre autres dans un numéro spécial pour les élections législatives d'avril 1932 : « *Tous les candidats vous diront qu'ils sont partisans de la paix. Mais pour faire la paix, il faut en prendre les moyens ! Ces moyens sont au nombre de deux : la force qui empêche les agressions et la sagesse qui prévient les causes de conflit* ». Le mot de paix armée signifie la paix respectée. La paix désarmée signifie la paix violée du prince Henri d'Orléans<sup>65</sup>, puis la guerre.

### Évolution

Après 1920, les militants de l'Action française, « les camelots du roi », interviennent de façon violente et systématique contre les réunions politiques de gauche et d'extrême gauche ou lors de leurs ventes à la criée cherchent le coup de poing. En 1926, la condamnation par le pape Pie XI stoppera cette dynamique. L'Action française connaîtra encore quelques victoires lors des manifestations du 6 février 1934, où elle mobilise, avec d'autres organisations d'extrême-droite<sup>66</sup>, près de 60 000

---

<sup>64</sup> Georges Sorel (1847-1922). Ingénieur inspirateur du syndicalisme révolutionnaire, théoricien de la grève générale, soutient l'Union sacrée en 1914 et paradoxalement, Lénine et les bolcheviks. Édouard Berth (1875-1939), traducteur de l'allemand, disciple de Georges Sorel, syndicaliste révolutionnaire, il participe à la fondation du Cercle Proudhon, en 1911, mais rejoint le parti communiste en 1920, puis retourne au syndicalisme révolutionnaire, en 1935.

<sup>65</sup> Henri d'Orléans (1908-1999), comte de Paris et prétendant au trône de France, il rompt avec l'Action française en 1937.

<sup>66</sup> Parmi les manifestants, on relève aussi ceux appartenant à l'ARAC, l'association républicaine des anciens combattants, organisation satellite du PCF. Voir : Daniel Guérin « *Front populaire, révolution manquée* » pp 66-69.

personnes devant l'Assemblée nationale provoquant ainsi la démission du gouvernement. La décennie finira dans la douleur pour l'Action Française avec, en 1937, le désaveu par le comte de Paris, Henri d'Orléans, prétendant à la couronne de France.

Après la défaite de 1940, Charles Maurras rallie la Révolution nationale du maréchal Pétain. Cette décision divise les militants. C'est ainsi qu'on trouve des membres de l'Action Française à la fois aux côtés du maréchal Pétain et aux côtés de de Gaulle, dans des mouvements de Résistance non affiliés à Londres et chez les collaborationnistes. Ces derniers seront rejetés par la direction du mouvement qui invoque le slogan : « la France seule ». De son côté, le journal, autour de Maurras dénonce violemment la Résistance intérieure et la France libre avant de cesser de paraître après que l'occupant a demandé son caviardage.

### **Cercle Proudhon**

Le cercle Proudhon a été fondé par Georges Valois en 1911. Il publie, à partir de janvier 1912, les cahiers éponymes au rythme d'un par trimestre. Leur parution cesse à l'été 1914. Les principaux intervenants étaient Édouard Berth, ami de Georges Sorel, le jeune Camelot du roi Henri Lagrange (1893-1915), Georges Valois et Gilbert Maire. Cependant, Charles Maurras veilla à ce que le Cercle Proudhon ne soit pas intégré à l'Action française : il rejetait en effet le juridisme contractualiste de Proudhon. Par ailleurs, Maurras ne partage ni le nietzschéisme de Valois, ni la fièvre activiste de Lagrange qu'il chassera de l'Action française.

Mais quelle que soit la « surface » du Cercle Proudhon, nous suivons le point de vue de l'historien Zeev Sternhell et d'un de ses livres *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*<sup>67</sup>. Le but de ce livre, écrit en 1983, réédité et augmenté en 2000, est de critiquer la vulgate historique à partir de 1950 qui niait que le fascisme ait pu être un phénomène français (dans la logique de dédouaner le régime de Vichy) alors que, pour lui, l'idéologie fasciste est née en France avant 1914. Celle-ci est née de la rencontre de deux courants, l'un venant de l'extrême droite monarchiste et nationaliste (Maurras, Barrès, etc.), l'autre de l'extrême gauche (Sorel, Valois, Hervé, Lagardelle, etc.). Pour les seconds, la démocratie est consubstantielle au capitalisme, donc qui veut combattre le capitalisme doit combattre la démocratie. Donc, ceux qui « à gauche », comme la SFIO (au-delà de la participation ministérielle de Millerand), s'allient (au moment de l'affaire Dreyfus<sup>68</sup>) avec les radicaux, les libéraux et les républicains ne sont pas révolutionnaires. De plus, ils considèrent que la classe ouvrière n'est plus essentielle à la révolution et que d'autres classes peuvent y contribuer, d'où l'idée de réconcilier Travail et Capital (pour les plus « radicaux », il faut pousser les conditions du capitalisme qui permettent la révolution, donc plus la classe ouvrière sera active, plus elle poussera les capitalistes à avancer). Sorel développe aussi la théorie du mythe révolutionnaire, il critique le matérialisme et l'analyse économique de Marx et ancre le processus révolutionnaire sur le terrain moral de la critique de la dégénérescence de la société bourgeoise. L'action, le mouvement, la lutte contre les intellectuels et les outils de la démocratie bourgeoise deviennent le moteur de l'histoire et non plus la lutte des classes. C'est à partir de ces questions morales que l'unité de ces groupes vers le fascisme verra le jour. Une nation forte apporte un nouveau souffle en dépassant la médiocrité de la société bourgeoise<sup>69</sup>.

---

<sup>67</sup> Voir : <http://www.gallimard.fr/Catalogue/GALLIMARD/Folio/Folio-histoire/Ni-droite-ni-gauche>

<sup>68</sup> Comme chacun sait, la SFIO n'a été créée qu'en avril 1905. Cela concerne, en 1898, les Jaurésiens, les Possibilistes et les Allemanistes. Les Guesdistes du POF étant réticents à défendre Dreyfus.

<sup>69</sup> Pour en savoir plus, on peut aussi se référer au livre de Sternhell *Naissance de l'idéologie fasciste* (<http://www.gallimard.fr/Catalogue/GALLIMARD/Folio/Folio-histoire/Naissance-de-l-ideologie-fasciste>). Malheureusement pour Sorel, c'est cet aspect des questions morales qui intéresse Sorel et compagnie.

Voir : <https://www.egaliteetreconciliation.fr/Georges-Sorel-un-socialiste-revolutionnaire-42623.html>

Enfin, un antisémitisme (dénonçant à la fois les riches Juifs comme capitalistes et les Juifs ouvriers comme révolutionnaires apatrides) pousse à la défense d'un socialisme national et unit toutes les composantes dans la lignée de Proudhon (d'ailleurs Valois a créé le Cercle Proudhon en 1911). La guerre entraînant la « disparition » de la classe ouvrière comme acteur (enfin jusqu'en 1917) va en pousser certains à théoriser la nation plutôt que le prolétariat comme moteur du changement. Tout est prêt donc, dès 1918, sur le terrain idéologique pour accoucher d'un fascisme français.

### ***L'Associazione nazionalista italiana de D'Annunzio***

L'*Associazione Nazionalista Italiana* (ANI), un parti politique fondé, en décembre 1910, à Florence, qui a été l'expression majeure du nationalisme italien avant-guerre. Son fondateur, Enrico Corradini<sup>70</sup>, l'a fortement influencé. Des intellectuels comme Gabriele D'Annunzio<sup>71</sup> et Giovanni Verga<sup>72</sup>, des juristes comme Alfredo Rocco<sup>73</sup> et l'amiral Costanzo Ciano<sup>74</sup>, en ont fait partie. L'ANI se dissout dans le Parti National Fasciste en 1923.

Elle se rattache au nationalisme qui veut faire de la Méditerranée la « mer italienne » et implique la conquête coloniale de l'Afrique septentrionale et des rives de l'Adriatique. Son idéologie se fonde sur l'exaltation de la morale héroïque et la dénonciation de la couardise socialiste. Lors de la crise bosniaque de 1908, l'association soutient l'irrédentisme, c'est-à-dire le retour à l'Italie du Trentin et de Trieste, de l'Istrie et de la rive dalmate. Elle s'oppose aux socialistes et à Giolitti (1848–1928), le président du Conseil. C'est à cette époque que Corradini développe le concept de « nation-prolétaire » et aiguille l'ANI vers une opposition tant au socialisme qu'au libéralisme.

C'est également à cette époque que ce créent des liens avec les syndicalistes-révolutionnaires. Après avoir étudié la condition des ouvriers immigrés italiens dans l'émigration en Tunisie et en Argentine, il constate l'indifférence du pays à celle-ci. Il propose de transformer l'esprit migratoire en esprit colonial et impérialiste. En parallèle sur son concept de nation prolétaire (l'Italie l'étant « par excellence »), il conclut que le développement de l'Italie doit être basé sur le travail et non plus sur le capital. De là, il transforme le discours nationaliste italien en l'infectant d'idéologie socialiste. Les thèses corradiniennes sur la « Nation prolétarienne » seront reprises par le mouvement fasciste puis seront remplacées par le corporatisme.

Le 1er mars 1911, l'ANI commence la publication du journal « *L'Idea Nazionale* », qui entame immédiatement une campagne en faveur de l'intervention italienne en Libye contre la Turquie (29/09/1911-18/10/1912). L'ANI se présente aux élections d'octobre-novembre 1913 et obtient cinq députés. À cette époque les forces militantes de l'ANI sont composées d'intellectuels et d'étudiants, de couches moyennes bourgeoises et d'un peu d'ouvriers à Milan.

À partir de 1915, l'ANI fait campagne pour l'intervention et se présente comme le groupe nationaliste le plus conséquent pour isoler les interventionnistes de « gauche » comme Mussolini. Son programme politique exalte la grande Italie : unité nationale, sûreté des frontières, places fortes dans

---

<sup>70</sup> Voir éléments biographiques, plus loin.

<sup>71</sup> Gabriele D'Annunzio (1863-1938), écrivain, poète et aventurier. Engagé volontaire, il devient pilote d'avion. Avec des syndicalistes révolutionnaires, comme Alceste De Ambris, il tente l'opération de Fiume, ville qu'il occupe avec un corps franc à partir de septembre 1919, jusqu'en décembre 1920. Il est avec De Ambris, le rédacteur de la « Charte du Carnaro » dont le programme est corporatiste et dont certains points sont communs avec le programme du Parti National Fasciste. Revenu en Italie, il reste sur la touche à partir de 1923.

<sup>72</sup> Giovanni Verga (1840-1922), écrivain représentant du vérisme. Il devient nationaliste et colonialiste à partir de 1896 et rompt avec Zola.

<sup>73</sup> Alfredo Rocco (1875-1935) juriste, professeur de droit et homme politique. Il rejoint le Parti National Fasciste en 1922 et sera ministre de la Justice (1925-1932).

<sup>74</sup> Costanzo Ciano (1876-1939), officier de marine puis amiral, ami personnel de Mussolini, ministre du gouvernement Mussolini (1924-1934), il préside le parlement fasciste (1934-1939).

l'Adriatique (reprise de l'Istrie et de Fiume à l'Autriche-Hongrie), dans la Méditerranée (héritage ottoman dans la Méditerranée orientale), expansion économique (remplacer l'Autriche et l'Allemagne en Orient par l'Italie), pénétration dans les Balkans en remplaçant l'Allemagne en Asie mineure), émancipation de l'industrie et de l'économie italienne, en espèce la sidérurgie et la construction navale, du capital allemand. À cette quincaille expansionniste, l'ANI ajoute l'antiparlementarisme : « *Le parlement est contre l'Italie* ». Bien sûr, l'ANI soutient l'entrée en guerre.

Le 10 avril 1919, lors de la proclamation de la grève générale par le PSI, les militants de l'ANI organise une contre-manifestation à Rome qui se gonfle d'employés ministériels mécontents de la grève. Aux élections de novembre 1919, l'ANI se présente avec le parti des combattants et gagne 10 sièges. Après la marche sur Rome, l'ANI entre au gouvernement de Mussolini. À son sixième congrès, en 1923, l'ANI se dissout dans le PNF. Plusieurs de ses membres seront ministres des différents gouvernements fascistes (Luigi Federzoni, Costanzo Ciano, Alfredo Rocco – auteur du code civil de 1931 – et Umberto Guglielmotti).

## **DNVP**

Le Parti populaire national allemand (*Deutschnationale Volkspartei*), généralement abrégé en DNVP) de tendance nationale-conservatrice, a été fondé le 24/11/1918, par fusion du parti conservateur allemand et du parti conservateur libre. Il reprenait en grande partie les cadres et les fondements idéologiques de l'ancien parti conservateur allemand<sup>75</sup>.

Hostile à la Constitution de Weimar, le DNVP passa la plus grande partie de l'entre-deux-guerres dans l'opposition. Il était soutenu par certains industriels, mais aussi par de nombreux grands propriétaires terriens de l'Est de l'Elbe. On y trouvait également des fonctionnaires, des professeurs, des pasteurs protestants, des fermiers, des employés et aussi des ouvriers. Le DNVP était très fort électoralement dans l'Est de l'Allemagne et surtout en Poméranie. Il était favorable au retour de la monarchie, et s'opposait aux mesures de rétorsion prises aux dépens de l'Allemagne, par le traité de Versailles.

Après l'échec du putsch de Kapp, en mars 1920, où le DNVP a eu une attitude ambiguë (ni pour, ni contre). Il a ensuite condamné l'utilisation, par le gouvernement Ebert, de la grève générale – en fait impulsée par Legien, le dirigeant du syndicat ADGB – comme « illégale ». Lorsque Rathenau (1867-1922) devient ministre des affaires étrangères en février 1922, le DNVP lance une campagne antisémite contre lui (« *le Juif international* » traître) qui aboutit à l'assassinat de ce dernier, le 24 juin 1922, par un membre de l'organisation Consul, groupe paramilitaire d'extrême droite. En réaction à son isolement, le DNVP exclut son aile droite radicale, *völkisch*<sup>76</sup>, en octobre 1922.

Le DNVP est très divisé sur l'approbation du plan Dawes (août 1924) qui aménage les versements des réparations dues par l'Allemagne. Il abandonne son orientation monarchique et prône

---

<sup>75</sup> Ce dernier fût fondé le 7 juin 1876 par des membres issus de divers horizons : nobles, grands propriétaires terriens, partisans du gouvernement d'Otto von Bismarck - par exemple Moltke - protestants traditionalistes et chrétiens-sociaux. Les artisans de cette fondation sont Wilhelm von Rauchhaupt, Friedrich Wilhelm von Limburg-Styrum et Otto von Heldorff-Bedra. Ce dernier, propriétaire terrien et député, devient président du nouveau parti. Leur objectif est de faire contrepoids aux libéraux dans la vie politique allemande. Ils défendent particulièrement les intérêts des grands exploitants agricoles de l'Est (les *Junker*, c'est à dire la noblesse foncière des terres situées à l'est de l'Elbe). Ce parti, après 1898, n'obtient qu'environ 10 % des voix. Il reconnaît la constitution de l'Empire et milite pour la préservation de la monarchie, le renforcement de la religion, contre le centralisme et le parlementarisme, ainsi que la social-démocratie. Il s'oppose également au principe d'égalité entre les citoyens, au droit naturel et à la domination de la raison. Il succède au parti conservateur prussien, qu'on dénomme les « anciens conservateurs », mais à la différence du premier se développe hors du royaume prussien. Le programme du parti est convenu dans ses moindres détails avec Bismarck.

<sup>76</sup> Le mot allemand « *Völkisch* » signifie plus que populaire mais il faudrait une périphrase pour rendre son sens complet en français. Voir : <http://dictionnaire.sensagent.leparisien.fr/Mouvement%20v%C3%B6lkisch/fr-fr/>.

un régime présidentiel. Soutenu par le groupe de presse d'Hugenberg, le parti atteint 950 000 adhérents, l'année suivante. Il accepte dès lors de soutenir certains gouvernements (Cuno, de novembre 1922 à août 1923) ou d'y participer, fort de ses 20,5 % des voix obtenues aux élections de décembre 1924, (Luther, de janvier 1925 à décembre 1925). Cette participation est sanctionnée par un déclin électoral et le parti passe à une opposition radicale au régime après l'arrivée d'Hugenberg<sup>77</sup> (1865-1953) à sa direction en 1928. En 1931, le parti forme une alliance avec le parti national-socialiste et la *Stahlhelm* (une organisation paramilitaire d'anciens combattants de droite). Le DNVP participe à une coalition avec le parti nazi après l'accession au pouvoir de celui-ci, au début 1933. Il se dissout, le 29 juin 1933, sous la pression d'Adolf Hitler. Beaucoup de ses membres rejoignent alors le parti national-socialiste. Ceux qui s'y refusent sont contraints de quitter la vie politique.

Le parti est monarchiste, *völkisch*, chrétien et social. Il est pour une Allemagne libérée du contrôle des Juifs, de la domination française, des jeux parlementaires et de la culture de masse du grand Capital. Cela représente beaucoup de points communs avec l'idéologie nazie. Ce qui explique pourquoi beaucoup de ses électeurs et militants paysans, employés et ouvriers ont si rapidement viré vers le NSDAP à partir de 1930, ce dernier étant moins perçu comme défenseur de la vieille aristocratie et de la monarchie.

### **DHV**

La confédération des employés allemands, Gedag, (*Gesamtverband Deutscher Angestelltengewerkschaften* – Association générale des syndicats allemands d'employés) avait plus de 400 000 membres en 1930. Parmi les syndicats affiliés, se trouvait le *Deutschnationaler Hanflungsgewerkschaften Verband*, le syndicat des employés de commerce. Ce syndicat a été fondé en 1893, à Hambourg, par un pasteur protestant. D'emblée, le DHV s'oppose au travail des Juifs et des femmes. Les premiers parce que le syndicat se déclare antisémite et les seconds parce que leur travail est une « concurrence déloyale »<sup>78</sup>. Le DHV s'oppose sur les lieux de travail aux organisations libérales, sociales-démocrates et bien sûr au « grand capital cosmopolite juif ». Il lutte pour le respect du repos dominical et un système d'assurance pour les employés. En 1914, le DHV revendique 1 300 sections locales et 150 000 adhérents (dont 10 000 en Autriche).

Pendant les grèves de 1919-1920, le DHV refuse de participer à la grève générale contre le putsch de Kapp (mars 1920). Il participe, tout en y maintenant son autonomie, à la fondation du Gedag, en 1919, union des syndicats catholiques de droite des employés (y inclus les fonctionnaires) qui comptent 592 000 membres en 1930.

Alors que jusqu'en 1930, le DHV soutenait aux élections le DNVP (sans en être une courroie de transmission), la montée en puissance du NSDAP fait se rapprocher le DHV, de plus en plus, de ce dernier. Son vice-président, Hermann Miltzow, un nazi élu en juin 1932 à la vice-présidence du syndicat, déclarant en mars 1933 : « Pour nous, les couleurs noir-blanc-rouge et la croix gammée ont toujours été les symboles des idéaux nationaux de notre mouvement. » Le DHV a été un des éléments clé du vote des employés en faveur du NSDAP et a facilité sa venue au pouvoir.

---

<sup>77</sup> Adolphe Hugenberg (1865-1953), est un grand patron d'édition, de presse et de publicité, fondateur, en 1916, du *Hugenberg Konzern*, ensemble de journaux de droite et d'extrême-droite. Politiquement, il a fondé la ligue pangermanique en 1891, puis il a adhéré au DNVP. Député depuis 1925, il devient ministre du premier gouvernement Hitler de mars 1933 à juillet 1933. Il est démissionné et le DNVP dissout. À fin 1933, toutes ses entreprises sont « cédées » au NSDAP. Arrêté en 1945, il est interné de 1946 à 1951.

<sup>78</sup> Le DHV a soutenu des associations antiféministes telles que la *Deutsche Bund zur Bekämpfung der Frauenemanzipation*, fondée en 1912

Tandis qu'en mai 1933, le Gedag est dissout dans le Front du travail nazi, le DHV conservera une autonomie formelle (tous les dirigeants non membres du NSDAP sont démis) jusqu'en 1934.

### **Parti social-chrétien autrichien**

Le parti social-chrétien (en allemand : *Christlichsoziale Partei*, CSP) fut un parti politique conservateur important de la Cisleithanie, au temps de la monarchie austro-hongroise, et de la Première République autrichienne, créé en 1891 et dissout en 1934. C'est le prédécesseur de l'actuel parti populaire autrichien. Dirigé par Karl Lueger (1844-1910), héritier du mouvement chrétien social, il visait, au départ, les électeurs petits-bourgeois et paysans catholiques (aidé en cela par la présence de nombreux prêtres dans ses rangs). Il s'opposait aux « sans dieu » sociaux-démocrates. Sous la houlette de Lueger, il adopta un tournant anti-libéral et antisémite, ce qui permit à ce dernier d'être élu maire de Vienne, de 1897 à 1910. C'était aussi un parti monarchiste.

Aux élections législatives de Cisleithanie, en 1907, il est le premier parti ; position qu'il perd face aux sociaux-démocrates, à celles de 1911. Il soutient la guerre mais, en 1918, refuse la fusion de l'Autriche et de l'Allemagne. Il participe au gouvernement de coalition du social-démocrate Karl Renner<sup>79</sup>, jusqu'en juillet 1920. Après les élections de novembre 1920, devenu le premier parti (41,8 % des voix), il dirige le pays tandis que le parti social-démocrate dirige Vienne-la-rouge. En conséquence de la crise de 1929-31, le parti évolue vers « l'austro-fascisme » si bien qu'Engelbert Dollfuß<sup>80</sup> crée le Front patriotique, le 20 mai 1933, en fusionnant le parti avec le *Landbund* (organisation paysanne), la *Heimwehr* (organisation d'anciens combattants) et divers petits partis conservateurs. Ce front sera dissout au moment de l'Anschluss, en mars 1938.

Le parti a évolué d'un parti conservateur, monarchiste et antisémite vers un parti fasciste.

### **Union du peuple russe**

L'Union du peuple russe (en russe : *Союз русского народа*) était une organisation conservatrice et monarchiste qui exista entre 1905 et 1917. Le mouvement apparut au début du XX<sup>e</sup> siècle, mais se manifesta après la révolution de 1905, lorsque des personnalités souhaitant réconcilier la monarchie avec le peuple décidèrent de s'appuyer sur la base historique et religieuse de la Russie ancienne pour donner au pays un dynamisme qu'il semblait perdre depuis la guerre russo-japonaise. C'est donc un mouvement à idéologie religieuse, soutien du Tsarisme, opposé au libéralisme politique et adoptant des positions réactionnaires et antisémites.

La réunion de fondation se tint, le 8 novembre 1905, à Saint-Pétersbourg, à l'initiative du médecin Alexandre Doubrovine<sup>81</sup>, du peintre Apollon Maïkov<sup>82</sup> et du moine Arsène Alexeïev. Doubrovine fut nommé président du Conseil de l'Union, et Maïkov vice-président avec l'ingénieur Trichatny et le marchand Baranov. Parmi les membres du Conseil, il y avait entre autres, Pavel Boulatsel<sup>83</sup> et Gueorgui Boutmi<sup>84</sup>. Le premier meeting d'importance eut lieu à Moscou au Manège Saint-Michel et réunit 20 000 personnes, dont deux évêques. L'Union était organisée par groupe de

---

<sup>79</sup> Karl Renner (1870-1950), juriste, rejoint le parti social-démocrate en 1896. Député en 1907, il devient chancelier et ministre des Affaires étrangères de 1919 à 1920. Président du parlement de 1931 à 1934. Il soutient l'*Anschluss* en 1938 et se retire de la politique jusqu'en 1945, où il est chancelier puis président de la république jusqu'à sa mort.

<sup>80</sup> Voir éléments biographiques, plus loin.

<sup>81</sup> Alexandre Doubrovine (1855-1921), médecin pédiatre et fervent croyant. Écarté de l'Union en 1911, il soutint les pogromes des Cent-noirs. Arrêté par la Tcheka, emprisonné en 1920, fusillé en 1921.

<sup>82</sup> Apollon Maïkov (1866-1917), peintre et fils de poète. Écarté de l'Union en 1909. Assassiné après octobre 1917.

<sup>83</sup> Pavel Boulatsel (1867-1919), avocat et journaliste

<sup>84</sup> Gueorgui Boutmi (1856-1917), officier, journaliste. Dirigeant de l'Union du peuple russe Saint-Michel-Archange, de 1912 à 1913, antisémite notoire (un des auteurs du *Protocole des sages de Sion*) et dénonciateur des francs-maçons. Disparu en 1917.

dix, de cent et de mille personnes. Elle envoya des délégués à Nicolas II, le 23 décembre 1905, pour l'assurer de sa fidélité. À la session des associations monarchistes qui se tint du 1<sup>er</sup> au 7 octobre 1906, à Kiev, elle compta 67 délégués sur les 166 présents. À partir du 28 novembre 1905, elle publia un journal *Le Drapeau russe* avec un tirage de 3 000 exemplaires, chiffre assez faible. Jean de Cronstadt<sup>85</sup>, le 26 novembre 1906, au Manège Saint-Michel de Moscou, vint solennellement bénir la bannière de l'Union représentant saint Georges, protecteur de Moscou, devant 30 000 personnes.

Vladimir Pourichkevitch<sup>86</sup>, qui avait pris au sein de l'Union un poste influent considérait qu'elle n'était pas assez efficace. Il écarta Doubrovine, tout en prenant les publications du mouvement en main. À partir du printemps 1908, des scissions eurent lieu aussi en province. Le 8 novembre 1908, Pourichkevitch créa une nouvelle organisation avec les dissidents qu'il nomma L'Union du peuple russe Saint-Michel-Archange, nettement plus radicale. Lors du Manifeste d'octobre<sup>87</sup>, Doubrovine avait déjà déclaré que toute scission au sein des organisations monarchistes affaiblissait le régime mais Doubrovine et ses amis se trouvèrent marginalisés. À la place du *Drapeau russe*, les nouveaux membres publièrent les journaux *Zemchtchina* et *Vestnik*. Entre 1909 et 1912, l'Union devint ingérable et Doubrovine fut écarté, en 1911, par Nikolai Markov, de plus en plus extrémiste. En août 1912, Doubrovine fonda une nouvelle association, tandis que le pouvoir de l'Union du peuple russe penchait de plus en plus vers les Cents noirs qui semaient la terreur parmi les socialistes révolutionnaires, mais aussi commettaient de nombreux attentats et pogromes contre des Juifs. Après la révolution de février 1917, toutes les organisations monarchistes furent interdites.

Le programme de l'Union du peuple russe fut défini lors de la session du 7 août 1906. Il consistait à faire prendre conscience au peuple russe de son identité historique et à unir toutes les forces russes autour de l'idée impériale, garante de l'indissolubilité de l'Empire et de l'union de ses différents peuples et nations. Ses maîtres mots étaient « orthodoxie, autocratie, nationalité » repris des principes du comte Sergueï Ouvarov (1786-1855), ministre de l'Instruction du temps de Nicolas I<sup>er</sup>.

Pour l'Union, le parlementarisme devait être limité. Il ne fallait pas en faire un organe de pouvoir, mais plutôt une assemblée (du type de l'ancienne *Sobor*<sup>88</sup>, d'avant Pierre le Grand) auprès de laquelle comme des États généraux, le tsar pouvait prendre conseil et surtout s'appuyer. L'Union était opposée à une Douma pourvue des pleins pouvoirs législatifs et opposée à la bureaucratie tsariste. En revanche, l'Union était favorable à la liberté de la presse, à la liberté de réunion, à la liberté d'association, etc., dans la limite d'un cadre législatif raisonnable, et avait une conception du libre arbitre plutôt ouverte.

Rapidement, l'Union fut sujette à des crises internes et à des divisions. Elle était incapable d'évoluer et ne put éviter la scission avec des éléments de plus en plus radicaux, tandis que les éléments plus pragmatiques se tournaient vers le mouvement KD (cadets) et l'idée d'une nouvelle Constitution qui ne vit pas le jour.

---

<sup>85</sup> Jean de Cronstadt (1829-1908) était un « saint » de l'église orthodoxe russe.

<sup>86</sup> Vladimir Pourichkevitch (1870-1920), noble de Moldavie, député de la Douma, antisémite. Il participe à l'assassinat de Raspoutine (décembre 1916). Engagé dans l'armée blanche, il meurt du typhus.

<sup>87</sup> Il s'agit du texte signé par le tsar Nicolas II, le 17 octobre 1905, en réponse à l'agitation révolutionnaire depuis janvier qui semblait proposer et promettait la mise en place de libertés démocratiques.

<sup>88</sup> Le *Sobor* est une assemblée d'évêques, de clercs et de laïcs.

## Éléments biographiques

Enrico Corradini (1865-1932)

Il dirige au début du siècle la revue littéraire *Il Marzocco*, fondée en 1896 par Angiolo Orvieto. Enrico Corradini fonde en 1903 avec Giovanni Papini, Vilfredo Pareto et Giuseppe Prezzolini la revue *Il Regno*. En 1910, il contribue à créer l'*Associazione Nazionalista Italiana*. En 1911, il soutient la campagne en faveur de la guerre Italo-Turque et, avec la collaboration d'Alfredo Rocco et de Luigi Federzoni, il publie l'hebdomadaire *L'Idea Nazionale*, qui reprend ses théories bellicistes.

Favorable à une politique étrangère impérialiste, colonialiste et expansionniste, en 1914, *L'Idea Nazionale* devient un quotidien grâce au financement des militaires et des sociétés d'armement. Il élabore une théorie nationaliste nourrie de populisme et de corporatisme, il est de toute évidence un interventionniste lors de la Première Guerre mondiale, d'abord en faveur de la Triple<sup>89</sup>, puis il soutient la Triple-Entente<sup>90</sup>, menant de violentes campagnes contre les neutralistes et en particulier contre Giovanni Giolitti.

Il adhère au Parti national fasciste. Il se tient à distance des actions les plus controversées du fascisme, même quand il est nommé par Benito Mussolini sénateur, puis ministre en 1928. Corradini voit une Europe où, sous les deux ploutocraties anglaises et françaises, il y a les nations prolétaires. L'Italie et l'Allemagne, selon lui, ne peuvent plus accepter d'être des puissances de seconde zone. Il pense que l'Italie doit avoir sa politique coloniale, les pays pauvres doivent chercher, par l'intermédiaire de l'impérialisme, une « place au soleil », et l'Italie est une puissance pauvre, mais elle ne doit pas se laisser marcher dessus par les nations ploutocratiques.

Il considère le nationalisme comme le socialisme appliqué aux nations, où il doit y avoir une sorte de lutte des classes entre nations prolétaires et nations ploutocrates : « *Le socialisme est notre maître mais notre ennemi* », adversaire parce que pacifiste, maître parce ce qu'il apprend à utiliser l'instrument de lutte de classes dans une dimension internationale. Le pacifisme est destiné uniquement à maintenir le statu quo en Europe, en réponse, il faut exalter la lutte de classe internationale. La nation doit être cohésive et non-individualiste, le bon citoyen doit être prêt à se sacrifier pour la patrie.

Corradini envisage une conception matériellement prolétaire, mais spirituellement aristocratique : pour prouver sa grandeur spirituelle, l'Italie doit être guidée par les meilleurs hommes et non au travers d'un processus démocratique. La gestion des affaires publiques doit être confiée à l'aristocratie : il n'est pas vrai que nous sommes tous égaux, par conséquent les fondements de la démocratie n'ont plus de sens. Faire partie de la nature humaine, lutter les uns contre les autres, vouloir submerger son adversaire est un instinct naturel, l'instinct belliqueux doit être exporté pour le bien national.

Karl Lueger (1844-1910)

Avocat, né à Vienne dont il fut maire de Vienne de 1897 jusqu'à sa mort en 1910, il passe alors pour l'avocat des « petites gens » métier qu'il exerce jusqu'en 1896. Il fonde et anime le Parti chrétien-social autrichien (*Christlichsoziale Partei*, CS). En 1886, au *Reichsrat*<sup>91</sup> à Vienne, il dénonce le Compromis austro-hongrois de 1867, parlant du « judéo-magyarisme », financé par les banques cosmopolites. Il renouvelle ses attaques en 1891, ce qui lui vaut d'être exclu du *Reichsrat*. En 1890,

<sup>89</sup> Alliance conclue entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie de 1882 à 1914.

<sup>90</sup> Alliance entre la France, le Royaume-Uni et la Russie établie en 1907.

<sup>91</sup> Parlement de l'Autriche-Hongrie.

Lueger est élu au Landtag de Basse-Autriche devenant une des figures de proue de la lutte contre le libéralisme économique et la corruption, particulièrement développée à cette époque à Vienne. Le Parti chrétien-social remporte les élections municipales à Vienne en 1895. Après trois refus, l'empereur François-Joseph se résigne, en 1897, à ce que Lueger devienne maire de Vienne, à la suite du succès du Parti chrétien-social aux élections au *Reichsrat* d'Autriche<sup>92</sup>. Lueger est réélu maire en 1903 et en 1909. Il décède des suites du diabète durant son troisième mandat en 1910.

Lueger est un admirateur d'Édouard Drumont<sup>93</sup> et il vote, en 1887, en faveur de la proposition de loi de von Schönerer visant à restreindre l'immigration des Juifs de Roumanie et de Russie qui avaient atteint 10 % de la population de Vienne. Karl Lueger a influencé Adolf Hitler lors de son séjour viennois et joue (indirectement) un rôle crucial dans la naissance de l'antisémitisme hitlérien. Hitler lui vouait une grande admiration et le rapporte à plusieurs reprises dans *Mein Kampf*.

### Engelbert Dollfuß (1892-1934)

Né le 4 octobre 1892 et mort le 25 juillet 1934, il est chancelier fédéral d'Autriche du 20 mai 1932 à sa mort, instaurant une dictature à partir du 4 mars 1933. Issu d'une famille de paysans catholiques très croyants, il envisagea de devenir prêtre. Mais, en 1913, il étudie le droit à l'université de Vienne. L'année suivante, il s'engage comme volontaire et, cette fois-ci, est mobilisé. Dollfuß part combattre les Italiens, gagnant ses galons d'aspirant, puis de lieutenant. En août 1919, Dollfuß, alors titulaire d'un doctorat en droit, devient secrétaire d'une coopérative agricole. Une des premières missions est d'inciter à la création de syndicats agricoles. En 1922, il se lance dans la politique en tant que membre du parti conservateur « social-chrétien ». Ses idées, conservatrices et nationalistes, préconisent un État autoritaire « corporatif et chrétien » où l'indépendance de l'Autriche ne serait pas remise en cause. Le 4 mars 1933, le président et les deux vice-présidents du Parlement démissionnent afin de pouvoir prendre part au vote particulièrement serré d'une loi. Engelbert Dollfuß déclare le Parlement dissous, en arguant qu'il est incapable de fonctionner. L'Autriche devient un État autoritaire, corporatif et catholique. Il ne gouverne désormais que par décrets ; ce pouvoir dictatorial lui permet de supprimer le droit de grève et de réunion, ainsi que les cours d'assises, et d'interdire la presse marxiste. Commence l'austro-fascisme.

Le 30 mai 1933, le Parti communiste d'Autriche est dissout, de même que le Parti nazi, le 20 juin 1933. Ses nombreux membres actifs sont arrêtés et placés dans des camps de concentration. En réaction, la radio allemande le discrédite, utilisant le fait que son père soit inconnu pour l'accuser d'être un « demi-juif ». Il devient la cible à abattre pour les nazis autrichiens. Le 3 octobre 1933, le chancelier Dollfuß échappe de peu à un attentat perpétré par les nazis. Le 19 janvier 1934, les socialistes, dernier parti légal de l'opposition, appellent à une grève générale et pacifique. Dollfuß réplique en arrêtant plus de 200 sociaux-démocrates, dont la plupart détenaient des postes clefs dans l'administration. Ces derniers restent néanmoins sur leur position pacifiste et essaient de négocier.

Décidé à redresser la situation économique, il se lance, non sans difficulté, dans le rétablissement de l'équilibre financier, à la stabilisation du schilling et à la réorganisation du Creditanstalt, une des principales banques autrichiennes. Les ouvriers, exaspérés, déclenchent une insurrection, à Vienne, le 12 février 1934. Les affrontements entre civils armés et forces de police sont un carnage : on décompte environ 1 500 à 2 000 morts et près de 5 000 blessés. Le 16 février,

---

<sup>92</sup> À ces élections, le parti CS reçoit 35,15 % des voix devant le parti social-démocrate avec 23,13 % des voix.

<sup>93</sup> Édouard Drumont (1844-1917), journaliste et homme politique. Il publie *La France juive* en 1886. Fondateur, en avril 1892, de la *Libre parole*, créateur de la Ligue nationale antisémite de France (1889), député d'Alger (1898-1902), animateur à la Chambre du groupe des 28 députés antisémite, antidreyfusard. Il est le père conceptuel de l'antisémitisme sous la III<sup>e</sup> république.

l'insurrection est matée et le chancelier interdit le Parti socialiste. Dollfuß tente un dernier rapprochement avec les sociaux-démocrates, le 11 juillet 1934, et renvoie son très impopulaire ministre de l'Intérieur, Emil Fey<sup>94</sup>. Le 25 juillet 1934, des nazis autrichiens membres du « régiment SS 89 », déguisés en militaires, tentent un coup d'Etat qui échoue mais Dollfuß, surpris par les nazis, est grièvement blessé et meurt, dans la journée, de ses blessures.

#### Georges Valois (1878-1945)

Journaliste, d'abord anarchiste, puis sorélien, il devient proche de l'Action française et fonde, en 1911, le Cercle Proudhon pour réconcilier les ouvriers avec le royalisme. Ayant rompu avec l'Action française, en 1925, il fonde un parti fasciste, Le Faisceau qui disparaît en 1928. Il crée ensuite le parti républicain syndicaliste puis demande à militer à la SFIO en 1934 ce qui lui est refusé. Il participe à la résistance dès 1940, est arrêté en mai 1944 et meurt à Bergen-Belsen.

---

<sup>94</sup> Emil Fey (1886-1938) était un officier, chef de la *Heimwehr* (organisation paramilitaire) ministre de l'intérieur responsable de l'écrasement et de la répression de l'insurrection social-démocrate, à Vienne, en février 1934. Arrêté par les nazis, après l'Anschluss, en mars 1938. Libéré, il se suicide ensuite après avoir tué sa femme et son fils.

## ANNEXES

### ***Discours sur la question du libre échange***

Messieurs<sup>95</sup>,

L'abolition des lois céréales<sup>96</sup> en Angleterre est le plus grand triomphe que le libre-échange ait remporté au XIX<sup>e</sup> siècle. Dans tous les pays où les fabricants parlent de libre-échange, ils ont principalement en vue le libre-échange des grains et des matières premières en général. Frapper de droits protecteurs les grains étrangers, c'est infâme, c'est spéculer sur la famine des peuples.

Du pain à bon marché, des salaires relevés, *cheap food, high wages*, voilà le seul but pour lequel les free-traders, en Angleterre, ont dépensé des millions, et déjà leur enthousiasme s'est étendu à leurs frères du continent. En général, si l'on veut le libre-échange, c'est pour soulager la condition de la classe laborieuse.

Mais, chose étonnante ! Le peuple, auquel on veut à toute force procurer du pain à bon marché, est très ingrat. Le pain à bon marché est aussi malfamé en Angleterre que le gouvernement à bon marché l'est en France. Le peuple voit dans les hommes de dévouement, dans un Bowring, un Bright et consorts, ses plus grands ennemis et les hypocrites les plus effrontés.

Tout le monde sait que la lutte entre les libéraux et les démocrates s'appelle, en Angleterre, la lutte entre les free-traders et les chartistes.

Voyons maintenant comment les free-traders anglais ont prouvé au peuple les bons sentiments qui les faisaient agir.

Voici ce qu'ils disaient aux ouvriers des fabriques :

Le droit prélevé sur les céréales est un impôt sur le salaire, cet impôt, vous le payez aux seigneurs territoriaux, à ces aristocrates du moyen âge; si votre position est misérable, c'est à cause de la cherté des vivres de première nécessité.

Les ouvriers demandaient à leur tour aux fabricants : Comment se fait-il que, depuis les trente dernières années ou notre industrie a pris le plus grand développement, notre salaire ait baissé dans une proportion bien plus rapide que le prix des grains n'a haussé ?

L'impôt que nous payons aux propriétaires fonciers, comme vous le prétendez, fait sur l'ouvrier à peu près trois pence (six sous) par semaine. Et cependant le salaire du tisserand à la main est descendu de 28 sh. par semaine à 5 sh. (de 35 Fr. à 7 Fr. 25) depuis 1815 jusqu'à 1843 ; et le salaire du tisserand, dans l'atelier automatique, a été réduit de 20 sh. par semaine à 8 sh. (de 25 Fr. à 10 Fr.) depuis 1823 jusqu'à 1843.

Et pendant tout ce temps la part d'impôt que nous avons payée n'a jamais été au-delà de trois pence. Et puis ! En 1834, quand le pain était à très bon compte et que le commerce allait très bien, qu'est-ce que vous nous disiez ? Si vous êtes malheureux, c'est parce que vous faites trop d'enfants, et que votre mariage est plus fécond que votre industrie !

---

<sup>95</sup> Ce discours, prononcé à la séance publique du 7 Janvier 1848 de l'Association démocratique de Bruxelles est conforme au texte de la brochure originale publiée à Bruxelles en 1848, aux frais de l'Association. Voir :

<sup>96</sup> Ici, comme dans la suite de ce texte. Marx désigne par « lois céréales », les « lois sur les céréales ». (N.R.)

Voilà les propres paroles que vous nous disiez alors ; et vous êtes allé faire les nouvelles lois des pauvres et construire les workhouses, ces bastilles des prolétaires.

C'est à quoi répliquaient les fabricants :

Vous avez raison, messieurs les ouvriers ce n'est pas seulement le prix du blé, mais encore la concurrence entre les bras offerts, qui détermine le salaire.

Mais pensez bien à une chose : c'est que notre sol ne se compose que de rochers et de bancs de sable. Vous figurez-vous, par hasard, qu'on puisse faire venir du blé dans des pots à fleurs ? Ainsi, si, au lieu de prodiguer notre capital et notre travail sur un sol tout à fait stérile, nous abandonnions l'agriculture pour nous livrer exclusivement à l'industrie, toute l'Europe abandonnerait les manufactures, et l'Angleterre formerait une seule grande ville manufacturière, qui aurait pour campagne le reste de l'Europe.

Tout en parlant de la sorte à ses propres ouvriers, le fabricant est interpellé par le petit commerçant qui lui dit :

Mais si nous abolissons les lois céréales, nous ruinerons, il est vrai, notre agriculture, mais nous ne forcerons pas pour cela les autres pays de se fournir dans nos fabriques et d'abandonner les leurs.

Qu'en résultera-t-il ! Je perdrai les pratiques que j'ai maintenant à la campagne, et le commerce intérieur perdra ses marchés.

Le fabricant, tournant le dos à l'ouvrier, répond à l'épicier :

Quant à ça, laissez-nous faire. Une fois que l'impôt sur le blé sera aboli, nous aurons de l'étranger du blé à meilleur marché. Puis nous abaisserons le salaire, qui haussera en même temps dans les autres pays dont nous tirons les grains.

Ainsi, outre les avantages que nous avons déjà, nous aurons encore celui d'un salaire moindre, et avec tous ces avantages, nous forcerons bien le continent à se fournir chez nous.

Mais voilà que le fermier et l'ouvrier de la campagne se mêlent à la discussion.

Et nous, donc, que deviendrons-nous ? disent-ils.

Irions-nous porter un arrêt de mort sur l'agriculture qui nous fait vivre ? Devrions-nous souffrir qu'on nous ôtât le sol de dessous nos pieds ?

Pour toute réponse l'Anti-corn-Law *league* s'est contentée d'assigner des prix aux trois meilleurs écrits traitant l'influence salutaire de l'abolition des lois céréales sur l'agriculture anglaise.

Ces prix ont été remportés par MM. Hope, Morse et Greg, dont les livres furent répandus à la campagne par des milliers d'exemplaires.

L'un des lauréats s'attache à prouver que ce n'est ni le fermier ni le laboureur salarié qui perdra par la libre importation du grain étranger, mais seulement le propriétaire foncier.

Le fermier anglais, s'écrie-t-il, n'a pas à craindre l'abolition des lois céréales, parce qu'aucun pays ne saurait produire du blé d'aussi bonne qualité et à aussi bon marché que l'Angleterre. Ainsi quand même le prix du blé tomberait, ça ne pourrait vous faire du tort, parce que cette baisse porterait seulement sur la rente qui aurait diminué et nullement sur le profit industriel et sur le salaire, qui resteraient les mêmes.

Le second lauréat, M. Morse, soutient, au contraire, que le prix du blé haussera à la suite de l'abolition des lois céréales. Il se donne infiniment de peine, pour démontrer que les droits protecteurs n'ont jamais pu assurer au blé un prix rémunérateur.

À l'appui de son assertion, il cite le fait que toutes les fois qu'on a importé du blé étranger, le prix du blé montait considérablement en Angleterre et quand on en importait peu, il y tombait extrêmement. Le lauréat oublie que l'importation n'était pas la cause du prix élevé, mais que le prix élevé était la cause de l'importation.

Et, tout à l'opposé de son colauréat, il affirme que toute hausse dans le prix des grains tourne au profit du fermier et de l'ouvrier, et non pas au profit du propriétaire.

Le troisième lauréat, M. Greg, qui est un grand fabricant et dont le livre s'adresse à la classe des grands fermiers, ne pouvait pas s'en tenir à de semblables niaiseries. Son langage est plus scientifique.

Il convient que les lois céréales ne font hausser la rente qu'en faisant hausser le prix du blé et qu'elles ne font hausser le prix du blé qu'en imposant au capital la nécessité de s'appliquer à des terrains de qualité inférieure, et cela s'explique tout naturellement.

À mesure que la population s'accroît, le grain étranger ne pouvant entrer dans le pays, on est bien forcé de faire valoir des terrains moins fertiles, dont la culture exige plus de frais, et dont le produit est, par conséquent, plus cher.

Le grain étant d'une vente forcée, le prix s'en réglera nécessairement sur le prix des produits des terrains les plus coûteux. La différence qu'il y a entre ce prix et les frais de production des meilleurs terrains constitue la rente.

Ainsi, si à la suite de l'abolition des lois céréales, le prix du blé et, par conséquent, la rente tombent, c'est parce que les terrains ingrats cesseront d'être cultivés. Donc la réduction de la rente entraînera infailliblement la ruine d'une partie des fermiers.

Ces observations étaient nécessaires pour faire comprendre le langage de M. Greg.

Les petits fermiers, dit-il, qui ne pourront pas se tenir dans l'agriculture, trouveront une ressource dans l'industrie. Quant aux grands fermiers, ils doivent y gagner. Ou les propriétaires seront forcés de leur vendre à très bon marché leurs terres ou les contrats de fermages qu'ils feront avec eux seront à des termes très prolongés. C'est ce qui leur permettra d'engager des grands capitaux à la terre, d'y faire l'application des machines sur une plus grande échelle et d'économiser ainsi sur le travail manuel qui, d'ailleurs, sera à meilleur marché par la baisse générale des salaires, conséquence immédiate des lois céréales.

Le docteur Bowring a donné à tous ces arguments une consécration religieuse, en s'écriant, dans un meeting public :

Jésus-Christ, c'est le free-Trade ; le free-Trade, c'est Jésus-Christ !

On comprend que toute cette hypocrisie n'était pas propre à faire goûter aux ouvriers le pain à bon marché.

Comment d'ailleurs les ouvriers auraient-ils pu comprendre la philanthropie soudaine des fabricants, de ces gens qui étaient occupés encore à combattre le bill des dix heures, par lequel on voulait réduire la journée de l'ouvrier de fabrique de douze heures à dix heures.

Pour vous faire une idée de la philanthropie de ces fabricants, je vous rappellerai, messieurs, les règlements établis dans toutes les fabriques.

Chaque fabricant a pour son usage particulier un véritable code où il y a des amendes fixées pour toutes les fautes volontaires ou involontaires. Par exemple, l'ouvrier payera tant, s'il a le malheur de s'asseoir sur une chaise, s'il chuchote, cause, rit, s'il arrive quelques minutes trop tard, si une partie de la machine se casse, s'il ne livre pas les objets d'une qualité voulue, etc., etc. Les amendes sont toujours plus fortes que le dommage véritablement occasionné par l'ouvrier. Et pour donner à l'ouvrier toute facilité d'encourir des peines, on fait avancer la pendule de la fabrique, on fournit de mauvaises matières premières pour que l'ouvrier en fasse de bonnes pièces. On destitue le contremaître qui ne serait pas assez habile pour multiplier les cas de contravention.

Vous le voyez, messieurs, cette législation domestique est faite pour enfanter des contraventions, et on fait faire des contraventions pour faire de l'argent. Ainsi, le fabricant emploie tous les moyens pour réduire le salaire nominal et pour exploiter jusqu'aux accidents dont l'ouvrier n'est pas le maître.

Ces fabricants, ce sont les mêmes philanthropes qui ont voulu faire croire aux ouvriers qu'ils étaient capables de faire des dépenses énormes, uniquement pour améliorer leur sort.

Ainsi, d'un côté, ils rognent le salaire de l'ouvrier par les règlements de fabrique de la manière la plus mesquine, et de l'autre, ils s'imposent les plus grands sacrifices pour le faire rehausser par l'Anti-corn-Law *league*.

Ils construisent à grands frais des palais, où la *league* établissait, en quelque sorte, sa demeure officielle ; ils font marcher une armée de missionnaires vers tous les points de l'Angleterre, pour qu'ils prêchent la religion du libre-échange ; ils font imprimer et distribuer gratis des milliers de brochures pour éclairer l'ouvrier sur ses propres intérêts, ils dépensent des sommes énormes pour rendre la presse favorable à leur cause, ils organisent une vaste administration pour diriger les mouvements libre-échangistes, et ils déploient toutes les richesses de leur éloquence dans les meetings publics. C'était dans un de ces meetings qu'un ouvrier s'écria :

Si les propriétaires fonciers vendaient nos os, vous autres, fabricants, vous seriez les premiers à les acheter, pour les jeter dans un moulin à vapeur et en faire de la farine.

Les ouvriers anglais ont très bien compris la signification de la lutte entre les propriétaires fonciers et les capitalistes industriels. Ils savent très bien qu'on voulait rabaisser le prix du pain pour rabaisser le salaire et que le profit industriel augmenterait de ce que la rente aurait diminué.

Ricardo, l'apôtre des free-traders anglais, l'économiste le plus distingué de notre siècle, est sur ce point parfaitement d'accord avec les ouvriers.

Il dit dans son célèbre ouvrage sur l'économie politique :

Si, au lieu de récolter du blé chez nous, nous découvrons un nouveau marché où nous pourrions nous procurer ces objets à meilleur compte, dans ce cas les salaires doivent baisser et les profits d'accroître. La baisse du prix des produits de l'agriculture réduit les salaires non seulement des ouvriers employés à la culture de la terre, mais encore de tous ceux qui travaillent aux manufactures ou qui sont employés au commerce.

Et ne croyez pas, messieurs, que ce soit chose tout à fait indifférente pour l'ouvrier de ne recevoir plus que 4 francs, le blé étant à meilleur marché, quand auparavant il a reçu 5 francs.

Son salaire n'est-il pas toujours tombé par rapport au profit ? Et n'est-il pas clair que sa position sociale a empiré vis-à-vis du capitalisme. Outre cela, il perd encore dans le fait.

Tant que le prix du blé était encore plus élevé, le salaire l'étant également, une petite épargne faite sur la consommation du pain suffisait pour lui procurer d'autres jouissances, mais du moment que le pain et, en conséquence, le salaire est à très bon marché, il ne pourra presque rien économiser sur le pain pour l'achat des autres objets.

Les ouvriers anglais ont fait sentir aux free-traders qu'ils ne sont pas les dupes de leurs illusions et de leurs mensonges, et si, malgré cela, ils se sont associés à eux contre les propriétaires fonciers, c'était pour détruire les derniers restes de la féodalité et pour n'avoir plus affaire qu'à un seul ennemi. Les ouvriers ne se sont pas trompés dans leurs calculs, car les propriétaires fonciers, pour se venger des fabricants, ont fait cause commune avec les ouvriers pour faire passer le bill des dix heures, que ces derniers avaient vainement demandé depuis trente ans, et qui passa immédiatement après l'abolition des droits sur les céréales.

Si, au congrès des économistes, le docteur Bowring a tiré de sa poche une longue liste pour faire voir toutes les pièces de bœuf, de jambon, de lard, de poulets, etc., etc. qui ont été importées en Angleterre, pour être consommées, comme il dit, par les ouvriers, il a malheureusement oublié de vous dire qu'au même instant les ouvriers de Manchester et des autres villes manufacturières, se trouvaient jetés sur le pavé par la crise qui commençait.

En principe, en économie politique, il ne faut jamais grouper les chiffres d'une seule année pour en tirer des lois générales. Il faut toujours prendre le terme moyen de six à sept ans – laps de temps pendant lequel l'industrie moderne passe par les différentes phases de prospérité, de surproduction, de stagnation, de crise et achève son cycle fatal.

Sans doute, si le prix de toutes les marchandises tombe, et c'est là la conséquence nécessaire du libre-échange, je pourrai me procurer pour un franc bien plus de choses qu'auparavant. Et le franc de l'ouvrier vaut autant que tout autre. Donc, le libre-échange sera très avantageux à l'ouvrier. Il y a seulement un petit inconvénient à cela, c'est que l'ouvrier, avant d'échanger son franc pour d'autres marchandises, a fait d'abord l'échange de son travail contre le capital. Si dans cet échange, il recevait toujours pour le même travail le franc en question, et que le prix de toutes les autres marchandises tombait, il gagnerait toujours à ce marché. Le point difficile, ce n'est pas de prouver que le prix de toute marchandise baissant, j'aurai plus de marchandises pour le même argent.

Les économistes prennent toujours le prix du travail au moment où il s'échange contre d'autres marchandises, Mais ils laissent tout à fait de côté le moment où le travail opère son échange contre le capital.

Quand il faudra moins de frais pour mettre en mouvement la machine qui produit les marchandises, les choses nécessaires pour entretenir cette machine qui s'appelle travailleur, coûteront également moins cher. Si toutes les marchandises sont à meilleur marché, le travail, qui est aussi une marchandise, baissera également de prix, et, comme nous le verrons plus tard, ce travail marchandise baissera proportionnellement beaucoup plus que les autres marchandises. Le travailleur, comptant toujours sur l'argumentation des économistes, trouvera que le franc s'est fondu dans sa poche, et qu'il ne lui reste plus que cinq sous.

Là-dessus les économistes vous diront : eh bien, nous convenons que la concurrence parmi les ouvriers, qui certes n'aura pas diminué sous le régime du libre-échange, ne tardera pas à mettre les salaires en accord avec le bas prix des marchandises. Mais d'autre part le bas prix des marchandises augmentera la consommation ; la plus grande consommation exigera une plus grande production, laquelle sera suivie d'une plus forte demande de bras, et à cette plus forte demande de bras succédera une hausse de salaires.

Toute cette argumentation revient à ceci : le libre-échange augmente les forces productives. Si l'industrie va croissant, si la richesse, si le pouvoir productif ; si, en un mot, le capital productif augmente la demande du travail, le prix du travail, et, par conséquent, le salaire, augmente également. La meilleure condition pour l'ouvrier, c'est l'accroissement du capital. Et il faut en convenir. Si le capital reste stationnaire, l'industrie ne restera pas seulement stationnaire, mais elle déclinera, et, en ce cas, l'ouvrier en sera la première victime. Il périra avant le capitaliste. Et dans le cas où le capital va croissant, dans cet état de choses que nous avons dit le meilleur pour l'ouvrier, quel sera son sort ? Il périra également. L'accroissement du capital productif implique l'accumulation et la concentration des capitaux. La centralisation des capitaux amène une plus grande division du travail et une plus grande application des machines. La plus grande division du travail détruit la spécialité du travail, détruit la spécialité du travailleur et, en mettant à la place de cette spécialité un travail que tout le monde peut faire, elle augmente la concurrence entre les ouvriers.

Cette concurrence, devient d'autant plus forte, que la division du travail donne à l'ouvrier le moyen de faire à lui seul le travail de trois.

Les machines produisent le même résultat sur une beaucoup plus grande échelle. L'accroissement du capital productif, en forçant les capitalistes industriels à travailler avec des moyens toujours croissants, ruine les petits industriels et les jette dans le prolétariat. Puis, le taux de l'intérêt diminuant à mesure que les capitaux s'accumulent, les petits rentiers qui ne peuvent plus vivre de leurs rentes seront forcés de se lancer dans l'industrie pour aller augmenter ensuite le nombre des prolétaires.

Enfin, plus le capital productif augmente, plus il est forcé de produire pour un marché dont il ne connaît pas les besoins, plus la production précède la consommation, plus l'offre cherche à forcer la demande, et, en conséquence, les crises augmentent d'intensité et de rapidité. Mais toute crise, à son tour, accélère la centralisation des capitaux et grossit le prolétariat.

Ainsi, à mesure que le capital productif s'accroît, la concurrence entre les ouvriers s'accroît dans une proportion beaucoup plus forte. La rétribution du travail diminue pour tous, et le fardeau du travail augmente pour quelques-uns.

En 1829, il y avait à Manchester, 1 088 fileurs occupés dans 36 fabriques. En 1841, il n'y en avait plus que 448, et ces ouvriers étaient occupés à 53 353 fuseaux de plus que les 1 088 ouvriers de

1829. Si le rapport du travail manuel avait augmenté proportionnellement au pouvoir productif, le nombre des ouvriers aurait dû atteindre le chiffre de 1848, de sorte que les améliorations apportées dans la mécanique ont enlevé le travail à 1 100 ouvriers.

Nous savons d'avance la réponse des économistes. Ces hommes privés d'ouvrage, disent-ils, trouveront un autre emploi de leurs bras. M. le docteur Bowring n'a pas manqué de reproduire cet argument au congrès des économistes, mais il n'a pas manqué non plus de se réfuter lui-même.

En 1833, M. le docteur Bowring prononçait un discours à la Chambre des communes, au sujet des 50 000 tisserands de Londres qui depuis très longtemps se meurent d'inanition, sans pouvoir trouver cette nouvelle occupation que les free-traders font entrevoir dans le lointain.

Nous allons donner les passages les plus saillants de ce discours de M. le docteur Bowring.

La misère des tisserands à la main, dit-il, est le sort inévitable de toute espèce de travail qui s'apprend facilement et qui est susceptible d'être à chaque instant remplacé par des moyens moins coûteux. Comme dans ce cas la concurrence entre les ouvriers est extrêmement grande, le moindre relâchement dans la demande amène une crise. Les tisserands à la main se trouvent en quelque sorte placés sur les limites de l'existence humaine. Un pas de plus et leur existence devient impossible. Le moindre choc suffit pour les lancer dans la carrière du dépérissement. Les progrès de la mécanique, en supprimant de plus en plus le travail manuel, amènent infailliblement pendant l'époque de la transition bien des souffrances temporelles. Le bien-être national ne saurait être acheté qu'au prix de quelques maux individuels. On n'avance en industrie qu'aux dépens des traînards ; et de toutes les découvertes, le métier à vapeur est celle qui pèse avec le plus de poids sur les tisserands à la main. Déjà dans beaucoup d'articles qui se sont faits à la main, le tisserand a été mis hors de combat, mais il sera battu sur bien des choses qui se font encore à la main.

Je tiens, dit-il plus loin, entre mes mains une correspondance du gouverneur général avec la Compagnie des Indes orientales. Cette correspondance concerne les tisserands du district de Dacca. Le gouverneur dit dans ses lettres : il y a quelques années la Compagnie des Indes orientales recevait six à huit millions de pièces de coton, qui étaient fabriquées par les métiers du pays ; la demande en tomba graduellement et fut réduite à un million de pièces environ.

Dans ce moment, elle a presque complètement cessé. De plus, en 1800, l'Amérique du Nord a tiré des Indes presque 800 000 pièces de coton. En 1830, elle n'en tirait même pas 4 000. Enfin, en 1800, on a embarqué, pour être transférées en Portugal, un million de pièces de coton. En 1830, le Portugal n'en recevait plus que 20 000.

Les rapports sur la détresse des tisserands indiens sont terribles. Et quelle fut l'origine de cette détresse ?

La présence sur le marché des produits anglais ; la production de l'article au moyen du métier à vapeur. Un très grand nombre de tisserands est mort d'inanition ; le restant a passé à d'autres occupations et surtout aux travaux ruraux. Ne pas savoir changer d'occupation, c'était un arrêt de mort. Et en ce moment, le district de Dacca regorge des fils et des tissus anglais. La mousseline de Dacca, renommée dans tout le monde pour sa beauté et la fermeté de sa texture, est également éclipsée par la concurrence des machines anglaises. Dans toute l'histoire du commerce, on aurait peut-être de la peine à trouver des souffrances pareilles à celles qu'ont dû supporter de cette manière des classes entières dans les Indes orientales.

Le discours de M. le docteur Bowring est d'autant plus remarquable que les faits qui y sont cités sont exacts, et que les phrases dont il cherche à les pallier, portent tout à fait le caractère d'hypocrisie commun à tous les sermons libre-échangistes. Il représente les ouvriers comme des moyens de production qu'il faut remplacer par des moyens de production moins coûteux. Il fait semblant de voir dans le travail dont il parle, un travail tout à fait exceptionnel, et dans la machine qui a écrasé les tisserands, une machine également exceptionnelle. Il oublie qu'il n'y a pas de travail manuel qui ne soit susceptible de subir d'un jour à l'autre le sort du tissage.

Le but constant et la tendance de tout perfectionnement dans le mécanisme est, en effet, de se passer entièrement de l'homme ou d'en diminuer le prix en substituant l'industrie des femmes et des enfants à celle de l'ouvrier adulte ou le travail de l'ouvrier grossier à celui de l'habile artisan. Dans la plupart des filatures par métiers continus, en anglais *throstle-mills*, la filature est entièrement exécutée par des filles de seize ans et au-dessous. La substitution de la mule-jenny automatique à la mule-jenny ordinaire a pour effet de congédier la plupart des fileurs et de garder des enfants et des adolescents.

Ces paroles du libre-échangiste le plus passionné, M. le docteur Ure, servent à compléter les confessions de M. Bowring. M. Bowring parle de quelques maux individuels, et dit, en même temps, que ces maux individuels font périr des classes entières ; il parle des souffrances passagères dans le temps de transition, et en même temps qu'il en parle, il ne dissimule pas que ces souffrances passagères ont été pour la plupart le passage de la vie à la mort, et pour le restant le mouvement de transition dans une condition inférieure à celle dans laquelle ils étaient placés auparavant. S'il dit, plus loin, que les malheurs de ces ouvriers sont inséparables du progrès de l'industrie et nécessaires au bien-être national, il dit simplement que le bien-être de la classe bourgeoise a pour condition nécessaire le malheur de la classe laborieuse.

Toute la consolation que M. Bowring prodigue aux ouvriers qui périssent, et, en général, toute la doctrine de compensation que les free-traders établissent, revient à ceci :

Vous autres, milliers d'ouvriers qui périssez, ne vous désolerez pas. Vous pouvez mourir en toute tranquillité. Votre classe ne périra pas. Elle sera toujours assez nombreuse pour que le capital puisse la décimer, sans avoir à craindre de l'anéantir. D'ailleurs, comment voulez-vous que le capital trouve un emploi utile, s'il n'avait pas soin de se ménager toujours la matière exploitable, les ouvriers, pour les exploiter de nouveau ?

Mais aussi, pourquoi poser encore comme problème à résoudre, l'influence que la réalisation du libre-échange exercera sur la situation de la classe ouvrière ? Toutes les lois que les économistes ont exposées, depuis Quesnay jusqu'à Ricardo, sont établies dans la supposition que les entraves qui enchaînent encore la liberté commerciale n'existent plus. Ces lois se confirment au fur et à mesure que le libre-échange se réalise.

La première de ces lois, c'est que la concurrence réduit le prix de toute marchandise au minimum de ses frais de production. Ainsi le minimum de salaire est le prix naturel du travail. Et qu'est-ce que le minimum du salaire ? C'est tout juste ce qu'il faut pour faire produire les objets indispensables à la sustentation de l'ouvrier, pour le mettre en état de se nourrir tant bien que mal et de propager tant soit peu sa race.

Ne croyons pas pour cela que l'ouvrier n'aura que ce minimum de salaire, ne croyons pas, non plus, qu'il aura ce minimum de salaire toujours.

Non, d'après cette loi, la classe ouvrière sera quelquefois plus heureuse. Elle aura parfois plus que le minimum ; mais ce surplus ne sera que le supplément de ce qu'elle aura eu, moins que le minimum, dans le temps de stagnation industrielle. Cela veut dire que, dans un certain laps de temps qui est toujours périodique, dans ce cercle que fait l'industrie, en passant par les vicissitudes de prospérité, de surproduction, de stagnation, de crise, en comptant tout ce que la classe ouvrière aura eu de plus et de moins que le nécessaire, on verra qu'en somme elle n'aura eu ni plus ni moins que le minimum ; c'est-à-dire la classe ouvrière se sera conservée comme classe après bien de malheurs, de misères et de cadavres laissés sur le champ de bataille industriel. Mais qu'importe ? La classe subsiste toujours et, mieux que cela, elle se sera accrue.

Ce n'est pas tout. Le progrès de l'industrie produit des moyens d'existence moins coûteux. C'est ainsi que l'eau-de-vie a remplacé la bière, que le coton a remplacé la laine et le lin, et que la pomme de terre a remplacé le pain.

Ainsi, comme on trouve toujours moyen d'alimenter le travail avec des choses moins chères et plus misérables, le minimum du salaire va toujours en diminuant. Si ce salaire a commencé à faire travailler l'homme pour vivre, il finit par faire vivre l'homme d'une vie de machine. Son existence n'a d'autre valeur que celle d'une simple force productive, et le capitaliste la traite en conséquence.

Cette loi du travail marchandise, du minimum du salaire, se vérifiera à mesure que la supposition des économistes, le libre-échange, sera devenue une vérité, une actualité. Ainsi, de deux choses l'une : ou il faut renier toute l'économie politique basée sur la supposition du libre-échange, ou bien il faut convenir que les ouvriers seront frappés de toute la rigueur des lois économiques sous ce libre-échange.

Pour nous résumer : dans l'état actuel de la société, qu'est-ce donc que le libre-échange ? C'est la liberté du capital. Quand vous aurez fait tomber les quelques entraves nationales qui enchaînent encore la marche du capital, vous n'aurez fait qu'en affranchir entièrement l'action. Tant que vous laissez subsister le rapport du travail salarié au capital, l'échange des marchandises entre elles, aura beau se faire dans les conditions les plus favorables, il y aura toujours une classe qui exploitera, et une classe qui sera exploitée. On a véritablement de la peine à comprendre la prétention des libre-échangistes, qui s'imaginent que l'emploi plus avantageux du capital fera disparaître l'antagonisme entre les capitalistes industriels et les travailleurs salariés. Tout au contraire, tout ce qui en résultera, c'est que l'opposition de ces deux classes se dessinera plus nettement encore.

Admettez un instant qu'il n'y ait plus de lois céréales, plus de douane, plus d'octroi, enfin que toutes les circonstances accidentelles, auxquelles l'ouvrier peut encore s'en prendre, comme étant les causes de sa situation misérable, aient entièrement disparu, et vous aurez déchiré autant de voiles qui dérobaient à ses yeux son véritable ennemi.

Il verra que le capital devenu libre ne le rend pas moins esclave que le capital vexé par les douanes.

Messieurs, ne vous en laissez pas imposer<sup>97</sup> par le mot abstrait de liberté. Liberté de qui ? Ce n'est pas la liberté d'un simple individu, en présence d'un autre individu. C'est la liberté qu'a le capital d'écraser le travailleur.

---

<sup>97</sup> Marx avait écrit : « ... ne vous laissez pas en imposer » (N d R.)

Comment voulez-vous encore sanctionner la libre concurrence par cette idée de liberté quand cette liberté n'est que le produit d'un état de choses basé sur la libre concurrence ?

Nous avons fait voir ce que c'est que la fraternité que le libre-échange fait naître entre les différentes classes d'une seule et même nation. La fraternité que le libre-échange établirait entre les différentes nations de la terre ne serait guère plus fraternelle. Désigner par le nom de fraternité universelle l'exploitation à son état cosmopolite, c'est une idée qui ne pouvait prendre origine que dans le sein de la bourgeoisie. Tous les phénomènes destructeurs que la libre concurrence fait naître dans l'intérieur d'un pays se reproduisent dans des proportions plus gigantesques sur le marché de l'univers. Nous n'avons pas besoin de nous arrêter plus longuement aux sophismes que débitent à ce sujet les libre-échangistes, et qui valent bien les arguments de nos trois lauréats, MM. Hope, Morse et Greg.

On nous dit, par exemple, que le libre-échange ferait naître une division du travail internationale qui assignerait à chaque pays une production en harmonie avec ses avantages naturels.

Vous pensez peut-être, Messieurs, que la production du café et du sucre, c'est la destinée naturelle des Indes occidentales.

Deux siècles auparavant, la nature, qui ne se mêle guère du commerce, n'y avait mis ni café, ni canne à sucre.

Et il ne se passera peut-être pas un demi-siècle que vous n'y trouverez plus ni café ni sucre, car les Indes orientales, par la production à meilleur marché, ont déjà victorieusement combattu cette prétendue destinée naturelle des Indes occidentales. Et ces Indes occidentales avec leurs dons naturels sont déjà pour les Anglais un fardeau aussi lourd que les tisserands de Dacca, qui, eux aussi, étaient destinés depuis l'origine des temps à tisser à la main.

Une chose encore qu'il ne faut jamais perdre de vue, c'est que, de même que tout est devenu monopole, il y a aussi de nos jours quelques branches industrielles qui dominent toutes les autres et qui assurent aux peuples qui les exploitent le plus, l'empire sur le marché de l'univers. C'est ainsi que dans le commerce international, le coton à lui seul a une plus grande valeur commerciale que toutes les autres matières premières employées pour la fabrication des vêtements, prises ensemble. Et il est véritablement risible de voir les libre-échangistes faire ressortir les quelques spécialités dans chaque branche industrielle pour les mettre en balance avec les produits de commun usage, qui se produisent à meilleur marché dans les pays où l'industrie est le plus développée.

Si les libre-échangistes ne peuvent pas comprendre comment un pays peut s'enrichir aux dépens de l'autre, nous ne devons pas en être étonnés, puisque ces mêmes messieurs ne veulent pas non plus comprendre comment, dans l'intérieur d'un pays, une classe peut s'enrichir aux dépens d'une autre classe.

Ne croyez pas, messieurs, qu'en faisant la critique de la liberté commerciale nous ayons l'intention de défendre le système protectionniste.

On se dit ennemi du régime constitutionnel, on ne se dit pas pour cela ami de l'ancien régime.

D'ailleurs, le système protectionniste n'est qu'un moyen d'établir chez un peuple la grande industrie, c'est-à-dire de le faire dépendre du marché de l'univers, et du moment qu'on dépend du marché de l'univers on dépend déjà plus ou moins du libre-échange. Outre cela, le système protecteur

contribue à développer la libre concurrence dans l'intérieur d'un pays. C'est pourquoi nous voyons que dans les pays où la bourgeoisie commence à se faire valoir comme classe, en Allemagne, par exemple, elle fait de grands efforts pour avoir des droits protecteurs. Ce sont pour elle des armes contre la féodalité et contre le gouvernement absolu, c'est pour elle un moyen de concentrer ses forces, de réaliser le libre-échange dans l'intérieur du même pays.

Mais en général, de nos jours, le système protecteur est conservateur, tandis que le système du libre-échange est destructeur. Il dissout les anciennes nationalités et pousse à l'extrême l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat. En un mot, le système de la liberté commerciale hâte la révolution sociale. C'est seulement dans ce sens révolutionnaire, Messieurs, que je vote en faveur du libre-échange.

## Notes sur J.S. Mill

Ce passage est la conclusion, traduite par nos soins, du texte « *Comments on James Mill* »<sup>98</sup> écrit pendant la première moitié de 1844<sup>99</sup>.

Supposons que nous ayons réalisé la production en tant qu'êtres humains. Chacun de nous aurait, de deux manières, affirmé lui-même et l'autre personne. 1) Dans ma production j'aurais objectivé mon individualité, son caractère spécifique, et donc apprécié non seulement une manifestation individuelle de ma vie pendant l'activité, mais aussi en regardant l'objet j'aurais le plaisir individuel de connaître ma personnalité pour être objectif, visible aux sens et donc un pouvoir hors de tout doute. 2) Dans la jouissance ou l'utilisation de mon produit, j'aurais la jouissance directe d'être conscient d'avoir satisfait un besoin humain par mon travail, c'est-à-dire d'avoir objectivé la nature essentielle de l'homme et d'avoir ainsi créé un objet correspondant au besoin de la nature essentielle d'un autre homme. 3) J'aurais été pour vous le médiateur entre vous et l'espèce, et par conséquent je serais reconnu et ressenti par vous-même comme un accomplissement de votre propre nature essentielle et comme une partie nécessaire de vous-même, et par conséquent je me connaîtrais à la fois dans votre pensée et votre amour. 4) Dans l'expression individuelle de ma vie, j'aurais directement créé votre expression de votre vie, et donc, dans mon activité individuelle, j'aurais directement confirmé et réalisé ma vraie nature, ma nature humaine, ma nature communautaire.

Nos produits seraient autant de miroirs dans lesquels nous avons vu se refléter notre nature essentielle. Cette relation serait d'ailleurs réciproque ; ce qui se passe de mon côté doit aussi se produire du vôtre.

Laissez-nous examiner les différents facteurs comme on le voit dans notre supposition.

Mon travail serait une manifestation libre de la vie, donc une jouissance de la vie. Présupposant la propriété privée, mon travail est une aliénation de la vie, car je travaille pour vivre, afin de me procurer les moyens de vivre. Mon travail n'est pas ma vie.

Deuxièmement, la nature spécifique de mon individualité serait donc affirmée dans mon travail, puisque celui-ci serait une affirmation de ma vie individuelle. Le travail serait donc vrai, la propriété active. Présupposant la propriété privée, mon individualité est aliénée à tel point que cette activité est plutôt un tourment, et plutôt l'apparence d'une activité. Par conséquent, aussi, ce n'est qu'une activité forcée et qui ne s'impose à moi que par un besoin fortuit externe, et non par un besoin intérieur et essentiel.

Mon travail peut apparaître dans mon objet seulement comme ce qu'il est. Cela ne peut pas apparaître comme quelque chose qui, par sa nature, ne l'est pas. Il n'apparaît donc que comme l'expression de ma perte de soi et de mon impuissance objective, sensuellement perceptible, évidente et donc hors de tout doute.

---

<sup>98</sup> Éléments d'économie Politique Karl Marx 1844

<sup>99</sup> Voir : <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1844/james-mill/>

## LISTE DES PUBLICATIONS

### DOCUMENTS DE TRAVAIL

N°1	Les 35 heures contre le prolétariat –Considérations liminaires sur les agitations des chômeurs	Juin 1998	gratuit
N°2	Nazisme et question ouvrière	Juin 2001	2 €
N°3	Modalités de l’exploitation capitaliste	Juin 2001	2 €
N°4	Critique du « concept » de la nouvelle économie	Juin 2001	2 €
N°5	Argentine : Développement du capitalisme et lutte des classes/Péronisme et classisme/Dépasser l’Argentinazo	Juin 2003	5 €
N°6	L’antimondialisation, variante moderne dégénérée du socialisme petit-bourgeois	Juin 2003	2 €
N°7	Égypte : un coup d’État au nom du peuple et de la démocratie	Novembre 2013	1 €
N°8	Question des migrants : réalité du marché du travail contre nationalisme de la société civile	Mai 2016	1 €
N°9	Islamo-fascisme : Définition, utilisation, soutiens et actions dans les entreprises et les quartiers	Octobre 2016	1 €
N°10	Crise du libéralisme politique	Décembre 2018	1 €

---

*« Si la classe ouvrière lâchait pied, dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure »*

Karl MARX,  
*Salaire prix et profit, 1865*